

# « Tête ha s propres »



*Les « mains propres » du Front national s'emparent de la ville de Toulon. Une analyse des élections municipales de 1995.*

**Karina Kleiva**

**Hovedoppgave i fransk  
Klassisk og romansk institutt  
Universitetet i Oslo  
Våren 2002**

# « Tête haute, mains propres »

*Les « mains propres » du Front national s'emparent de la ville de Toulon.  
Une analyse des élections municipales de 1995.*

**Karina Kleiva**

**Veiledet av Svein Erling Lorås**

**Hovedoppgave i fransk  
Klassisk og romansk institutt  
Universitetet i Oslo  
Våren 2002**

*À la mémoire de mon père*

## ***Remerciements***

Je tiens avant tout à remercier mon directeur de mémoire, Svein Erling Lorås, qui m'a prodigué de bons conseils tout au long du développement de mon mémoire. Je lui suis reconnaissante de m'avoir aidée à éviter les nombreuses impasses du travail.

Il faut également remercier un grand nombre d'amis et d'autres personnes, en France comme en Norvège, pour leur aide et leurs idées au sujet de mon étude ; beaucoup d'entre eux m'ont également encouragée et inspirée : merci à Magali, à Alex et à Lakhdar. Je suis aussi reconnaissante à Christine P. pour l'année extraordinaire à Melun !

Je veux aussi exprimer ma gratitude à Olivier, à Patrice B. comme à M. X aux archives municipales de Toulon, qui m'ont tous fourni des renseignements divers sur le Front national.

## TABLE DE MATIÈRES

<b>Avant-propos</b>	<b>1</b>
<b>Introduction : « IL FAUT S'ATTENDRE A TOUT EN POLITIQUE, OU TOUT EST PERMIS, SAUF DE SE LAISSER SURPRENDRE. »</b>	<b>6</b>
<i>« Toulon, ville amirale du Front »</i>	7
<i>Nationaliste ? Populiste ? Raciste ? Lepéniste ?</i>	9
<b>I : DE LA CONTRE-REVOLUTION AU FRONT NATIONAL</b>	<b>11</b>
<i>À l'aube des droites françaises</i>	13
<i>Des droites conservatrices pour opposer les valeurs républicaines</i>	18
<i>Le populisme de Drumont et du général Boulanger</i>	20
<i>Le Front national – innovateur ou traditionaliste ?</i>	26
<i>Le FN : un parti conservateur produit de son temps</i>	30
<i>Continuité et renouvellement à l'extrême droite</i>	31
<i>Ni gauche ni droite mais Français ?</i>	32
<b>II : LE FRONT NATIONAL OU LA RENAISSANCE DE L'EXTREME DROITE</b>	<b>34</b>
<i>Résurgence en temps de crise ou la droite extrême en crise ?</i>	35
<i>La construction du parti dans l'espace idéologique</i>	36
<i>Stratégies électorales : populisme en réponse au malaise populaire</i>	40
<i>Un organigramme classique gravitant autour du chef omnipotent</i>	43
<i>« Moi je veux la France pour tous les Français »</i>	46
<i>Un parti politique différent des autres ?</i>	48
<i>L'électorat frontiste</i>	50
<i>Un renouveau efficace et durable</i>	56

### **III : LE FN A TOULON : UNE CONQUETE ELECTORALE A LONGUE ECHEANCE \_\_ 57**

<i>L'apparition du FN dans le Var</i>	58
<i>Yann Piat – femme forte dans le Var</i>	60
<i>Jean-Marie Le Chevallier – le giscardien converti</i>	61
<i>L' « ère Le Chevallier »</i>	63
<i>L'organisation partisane « à la communiste »</i>	65
<i>Les médias du FN varois</i>	67
<i>Une famille et non un parti politique ?</i>	69
<i>Toulon : une politique frontiste réussie</i>	70

### **IV : « CONCORDIA PARVA CRESCUNT » \_\_\_\_\_ 72**

<i>La ville et sa situation géographique</i>	74
<i>Histoire (militaire) de Toulon</i>	75
<i>Toulon - la ville bleue blessée</i>	79
<i>« La justice pour tous, les faveurs pour mes amis »</i>	82
<i>Héritier du parrain, maître des affaires urbaines</i>	85
<i>L'identité provençale et la préférence de l'extrême droite</i>	89
<i>Les élections dans le Var</i>	90
<i>Le rôle des rapatriés</i>	92
<i>Le vote frontiste à Toulon</i>	93
<i>« Opération mains propres dans le Var »</i>	95
<i>Le 18 juin : c'est gagné !</i>	98
<i>Toulon – « la cauchemarville » ?</i>	103

### **Conclusion : « IL EST INJUSTE ET ABSURDE DE RENDRE LES ETRES COMPTABLES DE LEURS PROMESSES. » \_\_\_\_\_ 107**

### **Bibliographie : \_\_\_\_\_ 112**

<i>Livres :</i>	112
<i>Journaux :</i>	115
<i>Magazines :</i>	117
<i>Sites Internet :</i>	118

## Avant-propos

*« La vie n'est pas neutre; elle consiste à prendre parti hardiment. Il n'y a pas de neutralité possible entre le vrai et le faux, entre le bien et le mal, entre la santé et la maladie, entre l'ordre et le désordre. »<sup>1</sup>*

Cette citation du maréchal Pétain illustre parfaitement la position des commentateurs du Front national : soit on l'aime, soit on le déteste ; il n'existe pas de neutralité ou de « juste milieu », et il en va de même pour nous ! En étudiant ce parti politique dit d'extrême droite, il est impossible de ne pas avoir des sentiments et des idées sur son programme, sur ses leaders ; bref, sur ce qu'il représente. Pourtant, nous n'avons pas pour tâche ni de faire l'éloge du Front national ni de le condamner, au contraire, nous devons nous efforcer de garder l'objectivité du chercheur consciente de notre devoir ; à savoir exposer de façon rationnelle tous les éléments de l'objet de notre étude sans passer sur le terrain de l'émotionnel.

Au cours du travail de ce mémoire, nous nous sommes posée des questions concernant l'exactitude comme la véracité de certaines de nos sources, ce qui a compliqué le processus mais qui est nécessaire pour un travail « scientifique » comme le nôtre. Nous nous basons sur un grand nombre de sources, de livres et de

---

<sup>1</sup> Le maréchal Philippe Pétain dans *La revue des deux mondes* du 15 août 1940, cité sur <http://www.jeune-nation.org/citations.htm>

documents divers, et sur des articles de journaux et d'hebdomadaires. De plus, nous disposons de matériel du FN (brochures, tracts...), ainsi que de renseignements provenant de sites d'Internet. En se penchant sur une source écrite quelconque, il faut se méfier, surtout en ce qui concerne les pages d'Internet qui sont difficiles à contrôler, et qui sont d'un nombre illimité de toute sorte.

Notre objet d'étude est les élections municipales de 1995, plus précisément le succès du Front national à Toulon. Lors d'un voyage à Toulon pendant l'été 2000, nous avons pu nous procurer une grande partie des renseignements souhaités concernant notre objet, cependant, il n'a pas été possible de tout acquérir, comme par exemple le programme électoral de 1995 du FN toulonnais. Une demande auprès de la fédération locale a échoué, de même nos enquêtes à la bibliothèque municipale, puisque tous les documents sur les élections (municipales) se trouvaient aux archives départementales à Draguignan, fermées pour travaux. Rentrée en Norvège, nous avons adressé des requêtes écrites auprès de la fédération toulonnaise pour obtenir ces renseignements, sans succès.

Il n'est pas toujours facile de savoir quelle attitude adopter à l'égard du FN. Même si le parti s'efforce de donner de lui-même une image de respectabilité et d'intégrité et de sincérité, cela ne suffit pas pour autant. Jusqu'à un certain degré, il est facile d'avoir des renseignements sur le parti. Son site officiel sur Internet est étendu et comporte beaucoup de renseignements, comme par exemple sur l'histoire du parti et sur le parcours de son leader, et il propose au visiteur de lui écrire, par courrier traditionnel ou courrier électronique. Comme nous l'avons noté, nos démarches ont échoué ; nous n'avons pas eu de réponse, et évidemment pas les renseignements sollicités. Nous remarquons qu'il n'y a pratiquement pas de livres provenant de dirigeants frontistes, régionaux ou locaux, en l'occurrence des cadres varois. Nous avons trouvé quelques écrits de caractère idéologique publiés par des dirigeants nationaux (Jean-Marie Le Pen, François Duprat, Samuel Maréchal), mais aucune autobiographie. Les quelques livres frontistes sont disponibles dans les librairies proches du parti ou dans la boutique FN, mais on les trouve difficilement dans les librairies traditionnelles.<sup>2</sup> Même si les livres du type que nous recherchons sont rarement objectifs, ils sont différents des livres écrits par des personnes sans liens directs au parti. L'absence d'impartialité est « compensée » par les

---

<sup>2</sup> <http://www.front-national.com/boutique/boutique.pdf>



renseignements indirects et sous-entendus offerts au lecteur. Ce manque de transparence contredit donc l'attitude ouverte dont se réclame le parti, et fait que nous ne pouvons pas, comme nous le voulions initialement, analyser les élections de manière exhaustive.

Au moment de sa création, au début des années 70, le Front national n'était pas au cœur des débats, puisqu'il ne passionnait pas encore le grand public – qui ignorait souvent son existence même. Peu de politologues s'y intéressaient, sa couverture médiatique était faible, et pendant la première décennie de son existence, le parti avait toujours ce problème. Or, il est difficile de percer sans être présent dans les médias. Même René Rémond, auteur des *Droites en France*, renonça à un examen détaillé du parti lors de la révision de son livre en 1982. Cela a changé, puisque beaucoup d'encre a coulé depuis ! L'intérêt pour le parti a augmenté progressivement avec sa popularité.

Les adhérents du parti se lancent souvent dans un discours antidémocratique dénonçant leurs ennemis, ce qui fait que leurs opposants se mettent dans une situation identique où ils ne font guère mieux, et attaquent les frontistes de façon démagogique et injurieuse. Vu la nature du parti, les commentaires semblent se diviser entre deux attitudes tranchées ; soit on l'aime, soit on l'exclut. Cette dualisation fait que ceux voulant écarter le parti du paysage politique ont tendance à se laisser aller jusqu'à le considérer comme le pire des choses et le diabolise. Comme le dit Bernard Renouvin : « cette droite nationaliste et populaire est méconnue [...], méprisée [...] et redoutée. »<sup>3</sup>

Dans le camp antifrontiste, nous trouvons donc d'un côté les « sérieux » qui jugent le FN comme un parti politique représentant une partie importante des Français et qui, en conséquence, le traitent de façon rationnelle et réfléchie, essayant d'expliquer leur rejet du parti et pourquoi ils l'estiment périlleux pour la France. Parmi ceux-là, nous distinguons des théoriciens tels que Jean-Yves Camus, auteur de plusieurs livres sur le FN, et Anne Tristan, journaliste et auteur du livre *Au Front*.<sup>4</sup> De l'autre côté, nous discernons ceux qui considèrent comme la meilleure façon de lutter contre le FN d'ignorer ou de médire tout ce que représente le parti : son programme, ses militants et ses cadres. Cette manière de détournement de l'essentiel semble être le comportement préféré pour une partie des commentateurs,

---

<sup>3</sup> Renouvin, p. 42.

<sup>4</sup> Aux Éditions Gallimard, 1987.

souhaitant la diabolisation avant tout. Nous trouvons donc bien des exemples de critiques dérisoires, ce que seuls les titres démontrent, tels que *Affreux le bêtisier du FN* (de Gaïa et Domenech, aux Éditions Plein Sud), *Pour en finir avec le f.n.* (d'Alain Bihr aux Éditions Syros) ou bien *Le manuel anti-FN* (de Michel Robert, Éditions Golias).

Pour illustrer ce dont nous parlons, nous avons tiré un exemple outrageux de l'*Ascenseur pour les fachos*,<sup>5</sup> un extrait qui décrit Éliane de La Brosse, ex-adjointe au maire FN à Toulon : « Si les photos du temps passé montrent une Éliane de La Brosse angélique, radieuse de beauté, c'est aujourd'hui une ronde matrone, bien gonflée et comme cuite au beurre. »

En même temps, les cadres frontistes ont tendance à dénigrer systématiquement leurs adversaires, que ce soit à propos de leurs opposants politiques ou d'autres « ennemis », comme le montre clairement le propos d'Yves Le Gac, cadre toulonnais, dans *Le Patriote du Var*, bulletin de la fédération varoise, du mois de janvier 1993 :

« Selon les prévisions, la population africaine, en expansion effrénée, doit atteindre le milliard dans dix ans : sa pérennité n'est pas menacée. La famine et le sida sont les moyens que la nature a trouvés afin d'en écrêter l'excédent et éviter une explosion humaine cataclysmique, dopée par l'aide humanitaire. »<sup>6</sup>

Les déclarations des responsables FN, comme les petites phrases de Jean-Marie Le Pen, par exemple « point de détail » ou « Durafour crématoire », ne sont point des dérapages non contrôlés. Selon Souchard et al., il s'agit au contraire d'une stratégie concertée, car : « Ces phrases, parce qu'elles bousculent des tabous démocratiques, parce qu'elles sont scandaleuses, sont reprises médiatiquement [...] »<sup>7</sup>, exactement comme le désire Le Pen.

Nous avons déjà évoqué quelques-unes des difficultés que nous avons eues lors de nos enquêtes, y inclus celle de connaître la véracité de l'information trouvée. Il y a également un autre problème au sujet des sources ; il s'agit de l'exactitude des renseignements procurés. Comme nous l'avons indiqué dans quelques notes le long du mémoire, nous avons souvent trouvé des indications contradictoires à propos d'un

---

<sup>5</sup> Ardid et Davin, p. 128.

<sup>6</sup> Cité dans Gaïa et Domenech, pp. 6-7.

<sup>7</sup> Souchard et al., p.170.

même événement, alors, dans de telles situations, il faut trancher, ce que nous avons fait.

Il est toujours possible de continuer les recherches sur un sujet, cependant, il faut dire halte à un certain moment et s'arrêter pour voir où l'on en est et où l'on va. Quel parcours faut-il prendre pour achever les recherches ? Peut-on y parvenir ? Le Front national est un parti intéressant et un sujet difficile à traiter à fond, car malgré toutes les recherches déjà menées, l'opacité du parti complique ce processus. Nous avons fait de notre mieux pour aller jusqu'au fond de notre sujet en espérant que le thème est d'intérêt aussi pour d'autres personnes et que le travail pourra donner des éclaircissements sur la nature de ce parti extrémiste.

## Introduction

***« Il faut s'attendre à tout en politique, où tout est permis, sauf de se laisser surprendre. »<sup>8</sup>***

Quand nous avons choisi d'étudier le Front national, un parti extrémiste français, c'est parce que tout ce que représente le parti, par son programme et son discours, nous passionne. Comme nous l'avons indiqué, le parti suscite des sentiments de toutes les sortes hors l'indifférence ! Certains voudront protester en disant que le parti ne présente plus un grand intérêt : il est déjà passé dans l'histoire, et ses résultats exceptionnels au milieu des années 1990, c'est-à-dire à l'époque sur laquelle nous nous concentrons, n'ont aucune ou peu d'importance aujourd'hui, suite à la scission du parti en 1999 entre Le Pen et son numéro deux, Bruno Mégret. Nous ne sommes cependant pas du même avis. Dans peu de temps, le premier tour des élections présidentielles de 2002 aura lieu, et le leader du Front national, Jean-Marie Le Pen, y sera un des candidats, et selon les sondages pré-électorales, entre 8 et 11 % des électeurs français seraient toujours prêts à voter pour lui au premier

---

<sup>8</sup> Charles Maurras dans *Action française* du 22 février 1918. Cité dans le *Dictionnaire des citations françaises et étrangères*.

tour. Dans ce cas, Le Pen pourrait arriver en troisième position après Jacques Chirac et Lionel Jospin.

### « Toulon, ville amirale du Front »<sup>9</sup>

Le 18 juin 1995, jour du deuxième tour des élections municipales de 1995, fut un jour historique pour le Front national, puisque le parti remporta les élections municipales dans trois villes de France, dont la plus grande était Toulon, le chef-lieu du département du Var. Cependant, malgré la joie du Front, il faut rappeler que la majorité des Toulonnais ne votèrent pas pour le Front national lors des deux tours, car il ne l'emporta que qu'avec 37 % des voix au deuxième tour.

Il faut noter que la date du 18 juin revêt en soi une grande importance symbolique. Non seulement fut lancé ce jour-là l'appel du général de Gaulle en 1940 mais, c'est même la date de la bataille de Waterloo en 1815 : une défaite faisant chuter le régime en place. Pour Le Pen et les anciens partisans de l'Algérie française, le succès électoral du Front s'inscrit dans le processus ainsi amorcé pour la reconquête et la renaissance de la vraie France, contre la république installée par de Gaulle. (Cf. page 46 ; le parti veut installer la VI<sup>e</sup> République !) Par son élection en 1995, Le Chevallier convertit la date en quelque chose de positif pour les partisans de l'extrême droite. Cette date, si symbolique pour les Français et forte en connotations à de Gaulle, fut reconquise par le Front par sa victoire – et libération - de Toulon (de Trucy). Avec la contribution essentielle du Front national, un nouveau régime pourra être installé en France. Le 18 juin (1995) sera donc pour eux le symbole de la défaite du général de Gaulle, car même s'il se présenta comme le futur libérateur de toute la France en 1940, il fut le « massacreur » de l'extrême droite par sa trahison de l'Algérie française. Jean-Marie Le Pen était à Toulon le 14 juillet 1995, et il assura son public que le changement était en cours : « L'élection de Jean-Marie Le Chevallier est une hirondelle qui annonce le printemps. »<sup>10</sup>

Alors – pourquoi cette victoire si décisive a-t-elle eu lieu à Toulon ?

Suivons la pensée de Christine Ockrent qui écrit dans son éditorial de *L'Express* une semaine après le deuxième tour des élections : « Là – ce n'est pas une coïncidence – où se confondent les cicatrices de la guerre d'Algérie, les signes

---

<sup>9</sup> D'après l'expression du *Monde diplomatique*, juillet 1996.

<sup>10</sup> Cité dans le *Var-Matin* le 15 juillet 1995.

contemporains de la pathologie sociale et les méfaits de la classe politique traditionnelle. »<sup>11</sup> Pourtant, tout le monde ne semblait pas penser à la possibilité d'un succès frontiste avant les élections, comme le montrent les commentaires du *Var-Matin*, le journal local de Toulon, le 19 juin 1995 : « Ce devait être une élection sans grandes surprises et c'est tout le contraire qui est arrivé. Le second tour des municipales restera dans les annales politiques comme le scrutin de tous les coups de théâtre. » Pourtant, ajoute-t-il : « [...] le coup de tonnerre est venu une fois de plus du FN et s'est produit, comme on pouvait s'y attendre, dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. » Comme nous allons le voir, en 1995, le terrain varois était depuis des années bien préparé pour le succès du Front : premièrement, le contexte historique du département y facilita l'acceptation des idées frontistes, à savoir la forte présence des pieds-noirs, et l'extrême droite étant la tendance politique préférée d'un grand nombre de Provençaux. Deuxième raison de l'exploit frontiste : le résultat des élections fut l'aboutissement des préparatifs minutieux menés par le parti lui-même pendant des années puisque la ville avait été la cible d'un projet à long terme du parti national. Troisièmement, et l'élément explicatif le plus important : le comportement des hommes politiques en place causa leur chute puisqu'ils étaient plusieurs à s'être compromis dans les « affaires » du système politico-affairiste mafieux dont ils avaient profité pendant des années. La ville de Toulon avait été dirigée par deux hommes de la droite traditionnelle (PR) pendant presque un demi-siècle ; premièrement par Maurice Arreckx, pendant 26 ans, ensuite par François Trucy, tous les deux condamnés par la suite pour corruption. Avant les élections de 1995, les électeurs pouvaient discerner ce qu'ils craignaient depuis longtemps : les révélations sur les maintes affaires montraient que la réalité était encore pire que leurs soupçons ! Les deux derniers maires de Toulon, Maurice Arreckx et François Trucy, sont considérés comme (involontairement, il faut le dire !) les principaux artisans du succès frontiste, car par leurs actions politiques, l'endettement de la ville, la corruption et le clientélisme, ils avaient, en la laissant en ruines économiques, donné à la ville de Toulon traumatisée une image sombre et détestable.

---

<sup>11</sup> *L'Express* de la semaine du 22 au 29 juin 1995

## Nationaliste ? Populiste ? Raciste ? Lepéniste ?

« À quoi bon le Front ? », se demande Bernard Renouvin.<sup>12</sup> Il n'est ni le seul ni le premier à poser cette question, cependant elle est importante parce qu'elle porte sur l'essentiel : tout compte fait, un parti ne peut avoir de succès sans électeurs. Comme nous allons le voir, le Front national a édifié son électorat dans un pays fatigué de crises : taux élevé de chômage, les maux des banlieues, criminalité et sentiments d'infériorité par rapport aux « autres », de plus il souffre d'un manque de confiance dans la classe dirigeante. La situation était propice aux idées frontistes ; les gens avaient besoin de changement et d'un nouveau discours, tous deux fournis par le FN.

Quelles sont les caractéristiques du Front national ? D'où vient-il ? Comment un parti, évoquant les souvenirs des temps passés, comme Vichy, peut-il l'emporter à des élections municipales ? Pourquoi les électeurs choisissent-ils de voter pour un parti souvent appelé extrémiste et raciste ? Que s'est-t-il passé à Toulon pour que les habitants élisent un maire frontiste ?

Nous allons tenter de répondre à ces questions pour décoder le résultat des élections municipales de 1995 à Toulon. Afin de situer notre étude dans un contexte plus large, nous commencerons notre mémoire par un rappel de l'histoire et de l'idéologie de l'extrême droite en France. Cette approche historique nous servira de base pour comprendre et mieux saisir les caractéristiques du parti de Jean-Marie Le Pen, car, comme notre étude théorique le montrera, le parti est un héritier d'idées autant qu'un rassembleur idéologique de toutes les tendances du courant, puisque le parti représente l'amalgame des idées conservatrices et catholiques de la Contre-révolution, en passant par le populisme de Drumont et le nationalisme de l'Action française, jusqu'à quelques idées de la Révolution nationale de Pétain et de la Nouvelle Droite des années 60.

La construction et l'organisation du Front national font l'objet du deuxième chapitre, c'est-à-dire que nous y analyserons son histoire ; depuis ses débuts tumultueux dans les années 1970, via les tentatives pour s'établir sur la scène politique jusqu'à son arrivée aux unes des journaux pendant les années 80. Nous observerons ensuite les caractéristiques du parti ; par son organisation « à la

---

<sup>12</sup> Renouvin, pp. 211

communiste » et son programme, le parti s'avère assez différent des partis traditionnels. Ses prises de position idéologiques sont extrémistes et son discours populiste décisif pour sa popularité, surtout pendant les années 80, lorsqu'il se place au centre des débats politiques par ses propos faisant du couple immigration-sécurité l'axe de toute discussion politique, en désignant dans l'immigré le responsable de tous les malheurs des Français. Nous reverrons également la fonction primordiale de Jean-Marie Le Pen : un démagogue qui était un des créateurs du parti et qui reste son leader incontesté. En outre, nous verrons comment le Front national diffère des autres partis de l'extrême droite dans le passé, ce qui explique sa séduction de l'électorat ouvrier au milieu des années 90.

Le dessein de nos recherches est le même, à savoir donner une explication à la victoire électorale de Jean-Marie Le Chevallier, en 1995. Avant d'aborder cette analyse, nous allons examiner l'implantation locale du parti à Toulon, c'est-à-dire regarder de plus près son histoire et ses cadres au cours des années, jusqu'au début des années 90. Il convient également d'étudier la stratégie d'ancrage dans la ville de Toulon (électorat, médias et « la famille frontiste »).

Dans le dernier chapitre, enfin, nous étudierons la ville de Toulon ; sa géographie et son histoire de port militaire, puisque nous allons voir que cette chronique nous apporte beaucoup d'éclaircissements sur le sort de la ville et sur ses problèmes d'aujourd'hui. Cependant, plus important est le passé politique de la ville ; la ville de Toulon est coincée entre deux métropoles, Nice et Marseille. L'identité provençale est forte à Toulon, mais en même temps les Toulonnais ont un complexe d'infériorité par rapport aux Niçois, par exemple, et c'est en partie ce sentiment qui a poussé les hommes politiques toulonnais à agir comme ils l'ont fait. Par une volonté de voir leur ville aussi puissante que ses voisines, ils ont été conduits à commettre beaucoup de forfaitures. *Corruption* est donc un mot-clé dans la vie politique de Toulon où ont été mélangés la politique, les pratiques mafieuses et l'argent sale : les politiques ont trahi la ville comme ses habitants à leur propre profit : des pratiques sanctionnées lors du scrutin en juin 1995.



# I

## ***De la contre-révolution au Front national***

*« Annuler les différences, c'est confusion ; déplacer les vérités, c'est erreur ; changer l'ordre, c'est désordre. »<sup>13</sup>*

Depuis maintenant une vingtaine d'années, nous observons une croissance de mouvements politiques radicaux en Europe, dans les pays à tradition démocratique comme dans les anciens régimes communistes. Certains théoriciens, comme Samuel P. Huntington ou Peter H. Merkl et al., voient dans cette réapparition des extrêmes un reflet de ou encore une réponse à la fin de l'ère communiste.

Le Front national est considéré comme un parti radical, par beaucoup même comme un parti d'extrême droite. Créé au début des années 70, son ascension électorale ne commença qu'au début des années 1980 pour atteindre son apogée au milieu des années 90, mais nous n'allons pas aborder le thème de son accroissement que plus tard, car le but de ce chapitre est de situer le parti en termes idéologiques, et de tenter de l'installer dans la tradition politique des droites

---

<sup>13</sup> Le comte de Rivarol ; *Écrits politiques et littéraires*, morceaux choisis présentés par V.H. Debidour, Paris, Grasset, 1956, p.112, cité dans Chebel, p. 20.

françaises pour voir si nous trouvons une continuité idéologique de droite au fil des siècles.

La division droite-gauche apparut dans la politique en 1789 quand fut voté le *veto royal*<sup>14</sup> à l'Assemblée nationale constituante, où ceux qui étaient favorables au veto étaient situés à droite du président, tandis que ceux qui y étaient hostiles, se trouvaient à sa gauche.<sup>15</sup>

C'est donc à cette époque que commence pour de vrai la vie politique en France par la formation de partis politiques, c'est le début des élections politiques et d'un principe fondamental ; plus de gens ont le droit de participer à cette nouvelle dimension de la société. Au fur et à mesure que les clivages idéologiques sont rendus visibles par la compétition politique, la division dualiste droite-gauche devient le centre d'intérêt et le moyen d'explication des débats politiques. En même temps de nouvelles formations politiques à gauche et à droite émergent et des variantes voisines se manifestent, tout en gardant des liens avec leur première ligne politique (de gauche ou de droite), certaines modérées et d'autres plus extrêmes dans leurs prises de position idéologiques.

Il est certain qu'il existe en France depuis des siècles des tendances que l'on pourrait bien qualifier d'*extrême droite* ; le terme est cependant rendu assez diffus par son usage étendu, et même complexe, car que signifie-t-il ? Il est difficile de le bien définir car, au fil des années, la dénomination a été utilisée pour désigner un grand nombre de courants différents, donc dire *l'extrême droite* au lieu de les nommer *les extrêmes droites*, est en effet une simplification. Là se situe aussi notre problème, car il faut tenter de donner une définition couvrant toutes les différences ainsi que les similitudes dans le but de montrer la spécificité ainsi que les caractéristiques du courant. Les historiens comme les politologues discutent encore le terme, et il est difficile de retenir une seule définition, puisque le terme est utilisé par beaucoup de gens pour désigner toute direction politique et idéologique de droite qu'ils veulent condamner, aujourd'hui évidemment en l'occurrence le Front national.

L'expression *extrême droite* est utilisée par tout le monde. Pour clarifier la terminologie, nous allons tenter d'esquisser une histoire de ce courant politique pour voir son statut actuel et ainsi montrer comment les traces historiques sont présentes

---

<sup>14</sup> L'Assemblée se divise en côté droit et côté gauche lors du débat sur la sanction royale ; il s'agit de décider la place du monarque dans le nouveau régime ; quels pouvoirs détiendra-t-il ; une puissance constituante ou une puissance secondaire ? Il n'aura que le pouvoir d'empêcher une loi ; il ne pourra pas la sanctionner.

<sup>15</sup> Sirinelli (dir.), p. XII.

même aujourd'hui ; les termes sont-ils encore adéquats pour désigner des courants de notre époque ? Pouvons-nous nous servir des classements d'antan ? Les opinions diffèrent, mais nous tâcherons ici de classer les groupes politiques de l'extrême droite du début, au temps de la Révolution, jusqu'à la création du Front national au commencement des années 1970, et surtout de voir les similitudes et la continuité, ainsi étudierons-nous sa faculté d'adaptation aux transformations dans la société. Cette approche se fera par une étude de ce qu'en disent les historiens René Rémond, Michel Winock et Jean-François Sirinelli, ainsi que Jean-Yves Camus, politologue.

## À l'aube des droites françaises

Pour aborder notre sujet, nous allons voir ce que dit René Rémond sur les droites et, en particulier, sa présentation de l'extrême droite. Rémond fut le premier à faire une classification des droites françaises, et dans le livre *Les droites en France*, il évoque, dès le début, trois droites différentes marquées par les conditions historiques dont les traits seront conservés au cours des siècles malgré des changements sociaux et politiques.

Dans un premier temps, Rémond désigne le *légitimisme* comme le premier courant de droite, ayant ses racines dans la Restauration ; en deuxième lieu apparaît une droite liant modernité, libéralisme et conservation, c'est-à-dire le fondement de l'*orléanisme* ; troisièmement, il s'agit d'une droite combinant l'autorité et le nationalisme, le *bonapartisme*. Rémond estime que celle que nous appelons *la droite* aujourd'hui, embrasse ces trois tendances, c'est-à-dire qu'elle représente la continuité ainsi que la pluralité des droites.<sup>16</sup> Quant au Front national, par contre, il n'en dit rien. Pourquoi ?

En 1982, à la publication de la dernière édition du livre de Rémond, le parti de Le Pen n'était pas encore une force politique en France, et l'on cherchait encore la nature de celle que l'on appelait la droite et à savoir s'il existait encore une extrême droite à cette époque-là en France. Si le Front national avait quelques partisans par-ci par-là, il ne paraissait pas avoir de l'importance dans la politique nationale et ne semblait pas capable de faire renaître la droite extrême.

---

<sup>16</sup> Rémond, pp. 37-38.

Rémond explique cependant que les traditions et les tendances politiques persistent, à commencer par la première des droites : la droite contre-révolutionnaire.<sup>17</sup> Malgré sa constitution sur le refus de la Révolution et des idées de celle-ci, Rémond montre, contrairement à ce qu'en dit Winock, que même s'il n'y a aucun parti politique précis qui incarne cette tendance, elle est toujours présente dans la société française. Rémond explique que ceci constitue en effet un trait de cette famille politique, à savoir le refus d'entrer dans le système parlementaire ou dans la politique active, car pour ses partisans, la doctrine est plus importante que la stratégie politique.

Rémond introduit son analyse de la Contre-révolution en nommant ses fondateurs les *ultras*, pour qui les principes fondamentaux sont la tradition et l'ordre naturel. Il s'agit donc d'une droite traditionaliste qui voulait conserver la civilisation française telle qu'elle était, en se référant aux leçons de l'histoire montrant le cours naturel des mouvements ; la Révolution n'était donc qu'une impasse ou une erreur qui n'aurait pas de conséquences pour la société dans l'avenir. Une constitution serait abstraite et contre la nature, d'où il suit qu'une transformation sociale humaine et rationnelle réfute les lois naturelles. Les ultras voulaient renouer avec le passé ; le mieux aurait été de réinstaller la monarchie médiévale ; « les ultras [...] tirent de leur culte du moyen âge l'image d'une société idéale qu'ils vont tenacement s'attacher à restaurer »<sup>18</sup>. L'individu est naturellement soumis à la société tandis que l'importance de la famille, par contre, est soulignée. Pour ce qui est de la famille, elle symbolise la tradition et l'histoire, l'autorité paternelle, et elle représente le contraire du modernisme et de son capitalisme individualiste.

Après l'effondrement de l'ultracisme, suivit le *légitimisme*, lié aux valeurs du passé, qui emprunta non seulement sa doctrine mais aussi ses cadres aux ultras. Le principe angulaire du légitimisme est la fidélité, et faute de moyens politiques, le courant n'altéra pas ses motifs et objectifs, et arriva au pouvoir sous le régime de Vichy.

« À chaque bouleversement qui rompra la continuité du régime, en 1848, en 1871, le légitimisme retrouvera ainsi le bénéfice de sa permanence : fidèle au souverain légitime, il survit naturellement aux accidents de l'histoire. »<sup>19</sup> Le seul

---

<sup>17</sup> Rémond, p. 275.

<sup>18</sup> Rémond, p. 57.

<sup>19</sup> Rémond, pp. 82-83.

événement capable d'ébranler la tendance, fut la mort du comte de Chambord, de celui ayant symbolisé la monarchie, en 1883, un incident qui les poussa à penser à l'avenir – le royalisme pouvait-il survivre au roi ?

La révolution de 1830 créa une nouveauté dans la politique de droite ; non seulement la tradition ultra fut conservée intacte, une autre tendance de droite apparut, à savoir l'*orléanisme*. Les orléanistes « estiment que c'est la tentative de restauration qui a introduit l'arbitraire dans le cours de l'évolution historique : 1830 a rétabli sa continuité »<sup>20</sup>, une attitude qui montre nettement la divergence idéologique vis-à-vis des ultras, car malgré le terme d'orléanisme, ce n'est pas l'attachement à la branche orléaniste qui caractérise cette force politique : « L'orléanisme est [...] une notion moderne et laïque de la monarchie »,<sup>21</sup> un régime parlementaire que Rémond caractérise comme « le juste milieu », entre une droite extrême et une gauche extrême ; un système idéologique pour réconcilier les Français, de même pour son gouvernement. Avec l'introduction des universitaires dans la politique, les orléanistes signalèrent leur volonté de renouvellement par leur gouvernement des élites où étaient représentés des responsables de toutes les aristocraties ; à savoir celles de naissance, de fortune et d'intelligence.

Une école de pensée vit le jour avec le nouveau régime, et l'innovation politique de l'orléanisme fut une doctrine basée sur la presse et l'enseignement.<sup>22</sup> C'est ici que nous pouvons vraiment étudier comment se distingue cette nouvelle droite, car en plus de croire à la liberté, elle considère la raison individuelle comme le seul moyen de vérifier et de mesurer le régime et la société. Ce nouveau tournant menace évidemment l'Église et le clergé, d'autant plus que le libéralisme est lié au protestantisme. Nous pouvons donc conclure en disant que les deux piliers de l'orléanisme sont la conservation sociale et le libéralisme politique.<sup>23</sup>

En 1848, il existait donc deux droites « classiques » en France, mais les événements de février 1848 entraînèrent tous les courants politiques dans un chaos total, et rien ne semblait montrer une continuité politique. Une nouvelle politique résulta de l'alliance entre orléanistes et légitimistes dans l'opposition ; un parti de l'ordre, réactionnaire, qui, après l'introduction du suffrage universel, l'emporta aux

---

<sup>20</sup> Rémond, p. 85.

<sup>21</sup> Rémond, p. 87.

<sup>22</sup> Rémond, p. 95.

<sup>23</sup> Rémond, p. 98.

élections législatives ainsi qu'à l'élection présidentielle.<sup>24</sup> La nouvelle politique visa à une restauration, car la peur d'une nouvelle révolution fut plus grande que celle du cléricalisme, même pour les orléanistes. Néanmoins, les différences de fond des deux tendances persistent.

Pourtant, avec l'élection présidentielle se dégagait une nouvelle force politique : le *bonapartisme*, qui, selon Rémond, est le troisième courant de droite, et un mouvement assez différent du parti de l'ordre, car par son idéologie, il représentait un tout autre système. Le prince-président Louis-Napoléon Bonaparte voulut unir le peuple français de nouveau et supprimer les partis politiques diviseurs, et son idée de l'autorité, pas encore introduite à droite, était héritée de son oncle. Ce courant était premièrement populaire, faisant appel au peuple. Deuxièmement, il était autoritaire par son culte du chef et, troisièmement, la force constituait une composante idéologique très importante. En plus de cela, le mouvement était fortement antiparlementaire et antitechnocratique.

Rémond signale donc qu'il existe trois droites différentes, comme nous les avons présentées ici. Pourtant, vers la fin du 19<sup>e</sup> siècle, d'autres tendances émergèrent, et en 1899, comme en 1873, une coalition associa trois nouvelles tendances.<sup>25</sup> L'une d'elles représente une nouveauté : le *nationalisme*, phénomène inconnu jusqu'alors à droite, mais qui fut introduit par le boulangisme et installé par l'affaire Dreyfus. La nouveauté du nationalisme, jusqu'alors un constituant idéologique de la gauche jacobiniste, renouvela le programme politique de la droite, et y inséra en tant que principes l'institution militaire ainsi que l'Église et l'anti-intellectualisme.

Le général Boulanger et le boulangisme apparurent donc sur la scène politique comme un facteur déclencheur, c'est-à-dire que le mouvement annonça l'arrivée de nouveaux principes dans la politique. Cependant, il nous semble plus intéressant de souligner le fait qu'il survint à une époque où des transformations profondes de la société marquaient la France : l'arrivée de l'industrialisation et de l'urbanisation modifiait le pays et, par le boulangisme, les couches populaires pouvaient manifester leur insatisfaction vis-à-vis des autorités. Cela rappelle l'action des commerçants un demi-siècle plus tard à travers le poujadisme. Comment donc définir le boulangisme ?

---

<sup>24</sup> Rémond, p. 102.

<sup>25</sup> Rémond, p. 149.

« Ni réactionnaire, ni préfasciste, le boulangisme est un avatar de cette tradition profondément enracinée dans notre culture politique qui associe l'appel au peuple et la confiance à un homme, la passion de la grandeur nationale et l'aspiration à une certaine justice, la démocratie directe et l'exercice de l'autorité, la détestation des notables libéraux et la critique des parlementaires. »<sup>26</sup>

Cette définition du boulangisme ressemble, nous le verrons plus tard, à une description du poujadisme ou encore du parti lepéniste.

Après l'exposition de ces nouvelles tendances de droite, Rémond signale qu'elles ne sont que la continuation des droites initiales.<sup>27</sup> Le nationalisme est donc l'héritier du bonapartisme, représentant les mêmes thèmes et idées, ainsi que la démagogie. Seul un principe original compléta le nationalisme par rapport à son devancier, à savoir l'antisémitisme de Drumont.<sup>28</sup>

Avec l'introduction des *ligues*, l'organisation politique changea, car contrairement aux partis de droite, les ligues furent capables d'un rassemblement des masses et devenaient ainsi une vraie force politique.

La troisième innovation des droites à cette époque fut la création de l'*Action Française*. Rémond se demande si ce mouvement représente une synthèse des traditions<sup>29</sup> et, selon lui, la réponse est oui. La structure et l'organisation de l'Action Française étaient les mêmes que celles des nationalistes, seulement plus important fut son mélange d'antiparlementarisme et d'autoritarisme, d'idéologie antisémite et de violence verbale. Le mouvement retenait de même quelques traits de la droite traditionaliste, notamment son rejet des valeurs et des principes démocratiques. Au légitimisme, la première et la plus ancienne voie des droites, le mouvement de Maurras empruntait les lignes principales, et il est aussi possible de retenir certains éléments de l'orléanisme dans l'idéologie de l'Action Française.<sup>30</sup>

Avec l'introduction des principes révolutionnaires dans la société, et la transformation économique et sociale de celle-ci, la disparition des idées contre-révolutionnaires ne serait pas une surprise. En effet, certains de ces principes idéologiques disparurent au fil des années, pourtant la tradition en gagna d'autres,

---

<sup>26</sup> Rémond, p. 153.

<sup>27</sup> Rémond, p. 160.

<sup>28</sup> Rémond, p. 163.

<sup>29</sup> Rémond, p. 169.

<sup>30</sup> Rémond, pp. 174-176.

surtout au temps des crises du régime, ce qui permit à la tradition une renaissance dans l'Armée à l'époque des guerres de décolonisation et, plus tard, à la fin des années 70 et au début des années 80, dans le milieu catholique intégriste.<sup>31</sup> Dans ces deux milieux nous observons la domination des traditions et des valeurs d'antan, les mêmes qui furent défendues par la Contre-révolution, à savoir la famille, les mœurs et les expériences des ancêtres. D'après les conservateurs, nous devrions fonder la société sur ces valeurs, et contre les abus du capitalisme et du libéralisme.

Où en est arrivé l'orléanisme ?

Nous n'allons pas poursuivre longuement la pensée de Rémond, seulement montrer qu'il signale la continuité de cette famille politique au 20<sup>e</sup> siècle, confirmée par le mélange de libéralisme et de conservatisme identifiant cette force.

Rémond avise vers la fin de son livre que les trois droites distinctes, selon sa propre définition, survivent, et il en conclut que leur aptitude à changer et à évoluer avec la société est la raison de leur prolongation, voire de leur immortalité. La culture politique et l'ensemble des valeurs à la fondation de chacune des traditions font qu'elles persistent.<sup>32</sup>

## **Des droites conservatrices pour opposer les valeurs républicaines**

Après cette présentation historique de Rémond, nous allons examiner ce que dit Michel Winock des droites françaises. Son approche idéologique est aussi historique, mais assez différente de l'analyse tripartite vue au départ ; en effet, elle suggère une division de l'extrême droite en deux.

Michel Winock indique tôt dans son *Histoire de l'extrême droite en France* qu'il distingue deux traditions d'extrême droite. Premièrement, une droite contre-révolutionnaire, tout comme Rémond, et deuxièmement, une droite populiste qui apparaîtra plus tard.

Dès le début, la Révolution dut affronter nombre de révoltes et de résistances, à commencer par la Cour et la plupart des privilégiés. Pourtant, l'insurrection vendéenne en mars 1793, déclenchée par les paysans, représente l'une des plus importantes interventions de la Contre-révolution. Un soutien fut accordé aux paysans quand la noblesse contre-révolutionnaire vint les aider, une action qui

---

<sup>31</sup> Rémond, pp. 277-278.

<sup>32</sup> Rémond, p. 348.



donna aussi à la révolte une dimension politique.<sup>33</sup> Ce soulèvement, qui fut une défaite militaire, est resté un symbole contre-révolutionnaire, d'où vient le nom du « chouan », c'est-à-dire un soldat de l'armée catholique et royale.<sup>34</sup>

La Contre-révolution fut un fiasco, militairement comme politiquement, car malgré le soutien de différents groupes, elle n'arriva jamais à rassembler une vraie armée contre la République ou ensuite contre l'Empire. La Restauration de 1814-1815 rétablit la monarchie, mais sous une autre forme qu'espérée par les contre-révolutionnaires ; en fait, cette reconstruction évoque leur défaite idéologique.

En dépit de la défaite de la Contre-révolution, elle annonce la naissance d'une tradition politique basée sur la résistance contre les idées modernes de la Révolution et sur la foi catholique. La religion fait, pour les défenseurs de la monarchie, partie du patrimoine français et elle est ainsi étroitement attachée au roi ; ces deux éléments reflètent la tradition sur laquelle il faut fonder la société. C'est donc *l'expérience* qui doit être la base principale de la communauté ; le concret est réel et distinct de la pensée des intellectuels qui rejettent l'acquis des ancêtres. Cet anti-intellectualisme contre l'abstrait repose sur une conception de l'inégalité sociale naturelle ; la société est divisée en couches inégales où une élite se pose au-dessus du reste de la population n'ayant pas les mêmes talents et qualités, un ordre social qu'il faut maintenir.

Un des maîtres penseurs de la Contre-révolution est Joseph de Maistre, qui défend la religion comme fondement de la société, à savoir le catholicisme qui, contrairement au protestantisme, confédère. Il rejette la modernisation de la société, telle qu'elle est représentée par la Révolution, ainsi que l'idée d'établir quoi que ce soit sur la raison de l'homme ; la raison de la religion est tout ! Louis de Bonald poursuit la même idée et il en suit que l'homme n'est rien sans la société, et que la politique et la religion sont incontestablement liées. Ceci n'est pas le cas en ce qui concerne la République, fondée sur les droits de *l'homme*, car elle est antinaturelle et diviseuse, alors que la monarchie unit et montre au peuple l'ordre naturel par son caractère auquel les individus doivent se soumettre. L'homme seul ne serait pas capable de fonder une société, car celle-ci est formée par Dieu dont le roi est le représentant sur terre, donc la République contredit la nature en plusieurs sens. Or, un des traits fondamentaux de la Contre-révolution est le rejet de ce que l'âge

---

<sup>33</sup> Winock, p. 19.

<sup>34</sup> « Un insurgé royaliste de l'Ouest qui faisait la guerre des partisans contre la Révolution. » *Le Petit Robert*.

moderne fait de la société traditionnelle et de ses bases sociales (la famille et la hiérarchie naturelle). La conséquence est un refus de toutes les valeurs générées par cette société industrielle et moderne, c'est-à-dire le libéralisme et le socialisme. Tout aboutit à un catholicisme social, conformément aux principes contre-révolutionnaires, qui pourra enfin cimenter de nouveau la famille, détruite par la quête personnelle menée par l'idée révolutionnaire sur le bonheur individuel ainsi que par l'introduction du divorce ayant pour seul but d'attaquer la famille.<sup>35</sup>

C'est dans le courant antirévolutionnaire que nous trouvons aussi les ultras et les légitimistes. Ces derniers furent fidèles à la branche aînée des Bourbons, et ils canalisèrent l'esprit contre-révolutionnaire dans un catholicisme antimoderne et intégriste. À la fin du 19<sup>e</sup> siècle, une nouvelle lutte fut entreprise par les contre-révolutionnaires : le combat contre la judéo-maçonnerie. La sécularisation républicaine et la déchristianisation juive de la France allaient main dans la main, d'après ces groupes intégristes qui dirigèrent un combat acharné contre les tendances menant à la décadence du peuple français.

Selon Winock, une autre tendance s'ajouta également à la pensée contre-révolutionnaire originelle, à savoir le *nationalisme* qui fit son entrée sur la scène politique par les débuts de l'Action Française à la fin des années 1890. Auparavant, cette défense de la Nation avait été étrangère à la pensée contre-révolutionnaire, mais n'empêche qu'une alliance eut lieu.

Winock conclut en disant que le succès de cette ligne politique réside dans l'idéologie fondée sur la tradition et contre le moderne où le goût du passé empreint les émotions. La famille et les traditions demeurent, même aujourd'hui, parmi les notions les plus importantes des activistes.

## **Le populisme de Drumont et du général Boulanger**

Malgré ses victoires parlementaires, les valeurs et le fonctionnement de la République se montraient encore assez faibles au fil des années 1880. Le socialisme étant encore sans importance, la droite monarchiste resta influente dans la société, d'autant plus qu'une crise économique, fragilisant la nouvelle République, se répandit en France. Cette situation sociale malsaine s'aggrava par les abus de

---

<sup>35</sup> Winock, p. 37.

certaines hommes politiques qui entreprirent une politique de pratiques népotistes et de corruption : une politique pernicieuse et immorale qui alourdit également l'état du régime. Cette détérioration fut considérée par les droites contre-révolutionnaire et monarchiste comme un aboutissement direct et naturel de la Révolution, qui connut à cette époque-là des difficultés de popularité. Au même moment, les droites cherchaient un renouvellement idéologique et un nouveau rassembleur, et ce fut à cette époque-là que Charles Maurras entreprit sa carrière de maître à penser. Maurras enracina sa pensée dans les patrimoines religieux de la droite traditionnelle, mais sa nouveauté dans la tradition de l'extrême droite reposa sur son mélange de psychologie et de politique par sa projection des catastrophes personnelles dans la raison politique.<sup>36</sup> Dès la seconde moitié des années 1880, Maurras devint pour beaucoup la réponse à l'individualisme républicain, en effet, il considérait que : « La Révolution fut une révolte, une œuvre négative et destructive. »<sup>37</sup> Maurras exprima un désir de soumission collective, attachée au catholicisme, loin de l'immoralité républicaine qui gagna du terrain parmi les hommes politiques.

Un nouveau nationalisme naquit avec la fondation de La Ligue des patriotes en mai 1882, dont Paul Déroulède fut le chantre. La Ligue est nationaliste et républicaine ayant en vue l'unité nationale, et ce fut donc à partir de 1886 que le nationalisme vira à droite. Devenant l'assise des mouvements populaires, entremêlant autorité et démocratie, les droits de l'homme et la nation aussi bien que la justice et la violence, ce populisme naît à une époque où la nation française connaît des difficultés : la conscience nationale est blessée et fractionnée et la guerre menace le pays. La nouvelle version nationaliste profita des misères pour désigner la cause de ces malheurs : le Juif. Avec la publication du livre *La France juive* d'Édouard Drumont en 1886, le mouvement connut un grand succès.

Comme Drumont, le général Boulanger sut exploiter le moment, et par ses qualités d'orateur et de démagogue, il spécula sur l'émotionnel et devint ainsi avec Drumont, un des premiers théoriciens du populisme en procurant des solutions simplistes à des problèmes difficiles ; une culture politique stratégique rendant la politique plus compréhensible et plus lisible pour le peuple. Winock dit qu'une des forces - et plus tard la faiblesse - principales du boulangisme est son

---

<sup>36</sup> Winock, p. 61.

<sup>37</sup> Charles Maurras dans un article de *L'Observateur français*, cité par Winock, p. 62.

« indéfinition »<sup>38</sup> ; le mouvement s'adapta à la demande, c'est-à-dire qu'il se contenta de former des alliances avec tout le monde sans rester fidèle à une tendance précise. Après le triomphe électoral de Boulanger en 1889, Drumont voulait coaliser encore plus ces deux mouvements, mais il éprouva des difficultés quant à l'intégration de l'antisémitisme au sein du boulangisme. Le boulangisme portait aussi d'autres caractéristiques que nous pouvons distinguer dans l'extrême droite d'aujourd'hui : son électorat était principalement urbain et fluide, c'est-à-dire caractérisé par la versatilité de la politique boulangiste, et il profitait des abstentions.<sup>39</sup>

Juste avant le tournant du 20<sup>e</sup> siècle, l'affaire Dreyfus éclata, une affaire en grande partie portant sur la nation et sur l'identité nationale. L'affaire est cruciale pour la définition de la communauté politique française, les valeurs de la République - vérité, justice et universalisme - sont mises en cause par les événements, ainsi que d'autres valeurs traditionnelles chères à la société française, comme l'étaient l'Armée et l'Église.

Nous appelons cette période « Le temps des ligues » d'après les mouvements stratégiques de droite et de gauche, comme la Ligue des droits de l'homme, qui représentaient de courants différents, l'antisémitisme étant le dénominateur commun des ligues de droite. La Ligue antisémitique française, fondée en 1897 par Jules Guérin, fut proche de l'association catholique nationaliste l'Union nationale, et bon nombre de ses dirigeants étaient en effet des militants catholiques.<sup>40</sup> L'Église et la politique marchaient ensemble, ayant pour but commun l'exclusion des juifs de la société. Drumont était toujours un personnage important à cette époque : il fonda le Comité national antijuif en 1901, et plus tard, il tenta un regroupement des organisations antisémites. Même les royalistes, avec le duc d'Orléans en tête, rejoignirent ce combat contre les juifs ; c'est de cette manière que vit le jour l'alliance tactique entre le prétendant au trône, l'Église et le combat nationaliste.

En 1898 fut créée la Ligue de la patrie française pour conserver les « traditions de la patrie française »<sup>41</sup>, dont un des membres les plus significatifs fut Maurice Barrès, un nationaliste passionné.

---

<sup>38</sup> Winock, p. 74.

<sup>39</sup> Winock, p. 78.

<sup>40</sup> Winock, p. 91.

<sup>41</sup> Winock, p. 85

Charles Maurras fut aussi un nationaliste tenace et, pour lui, le catholicisme était la religion nationale française et, en conséquence, il mena une lutte acharnée contre les « quatre États confédérés » (le protestant, le juif, le franc-maçon et le « métèque ») au nom du roi et de la foi catholique.<sup>42</sup> Avec l'Action Française, Maurras s'impose comme le théoricien le plus influent de l'extrême droite jusqu'au régime de Vichy en menant le combat en faveur d'une restauration nationale et royale. Sans même avoir la foi, il reconnut l'Église comme un des piliers de la civilisation française.<sup>43</sup>

L'Action Française s'inscrit dans la tradition antirépublicaine. Elle défend la monarchie et le peuple français contre la décadence, produit de la Révolution, en outre elle critique la démocratie parlementaire ainsi que l'individualisme, ces idées qu'introduisirent les républicains. Pour Maurras, l'antisémitisme a une fonction politique, notamment celle de solidariser la nation contre les juifs qui déstabilisèrent la monarchie en installant la république en France. Maurras voulut donc instaurer une nouvelle monarchie forte et protectionniste, un régime d'autorité fondé sur la patrie de tradition où la société est tout et où la religion joue un rôle majeur.<sup>44</sup>

Ce renouveau nationaliste qui eut lieu en France, joue un rôle à la veille de la Première Guerre mondiale. Il est lié à une menace externe aussi bien qu'aux luttes internes pour, en s'appuyant sur la foi catholique traditionnelle, défendre l'identité française contre ses adversaires, à savoir le juif, le franc-maçon et le protestant. Il s'agit d'une tentative d'unification de la population française contre l'ennemi commun, ce fut une lutte amenée par des ligues mobilisatrices défendant la culture traditionnelle, à l'image du Front national de nos jours.

L'Action Française conquiert plus ou moins le mouvement royaliste et nationaliste avant la Grande Guerre, et cette réussite s'affirma au début des années 1920. Cependant, l'assassinat de Marius Plateau, le secrétaire général de la ligue en 1923, la conduisit à la violence et fit apparaître de nouveau les deux tendances différentes du mouvement : Maurras et ses alliés d'un côté et Valois et ses associés de l'autre, entraînant une rupture avec l'ordre politique établi. Néanmoins, la condamnation par le pape du mouvement en 1926 fut encore plus grave, et un vrai soulèvement n'eut jamais lieu, malgré une certaine influence sous le régime de

---

<sup>42</sup> Winock, p. 99.

<sup>43</sup> Winock, p. 126.

<sup>44</sup> Winock, p. 131.

Vichy. Il est intéressant de noter que les deux apogées, pendant les années 1920 et en 1940, de l'Action Française, correspondent à des impasses.<sup>45</sup> Cela veut dire que le mouvement de Maurras n'arriva jamais à réaliser le succès que Le Pen connaîtra presque un demi-siècle plus tard.

Comme nous l'avons déjà noté, le régime de Vichy s'inspira des idées de Charles Maurras et installa en France la « révolution nationale », désignant à la fois l'idéologie et la politique du gouvernement, la révolution culturelle attendue par les hommes de droite depuis longtemps, c'est-à-dire le rejet de l'individualisme et de l'égalitarisme, un nationalisme d'exclusion, une volonté d'unir la nation, ainsi qu'un refus du libéralisme et de l'industrialisation et, pour terminer, un anti-intellectualisme fermé.<sup>46</sup>

Le gouvernement du maréchal Pétain voulut instaurer un régime au goût des hommes de l'extrême droite : un régime autoritaire pour la nouvelle France sculptée selon le modèle de l'ancienne France rurale fondée sur les valeurs familiales. À propos de l'antisémitisme, le régime resta obsessionnel jusqu'à la conviction que le plus important était d'exclure le juif, sans pour autant parler ouvertement d'extermination.

Winock nous rappelle que la Libération et l'épuration stigmatisèrent et démembrèrent l'extrême droite. En même temps, ces deux événements fournirent la tradition de martyrs, tandis que d'autres militants survécurent la guerre et poursuivirent leur combat idéologique après les procès, comme nous allons le voir plus tard à propos du Front national.<sup>47</sup> Pourtant, cette mouvance ne connut plus de succès après l'expérience vichyssoise. Certains nouveaux groupuscules sont fondés, et sans que ceux-ci aient énormément de succès, le poujadisme et les événements concernant l'Algérie française firent croire que le moment était venu pour la résurrection des tendances d'extrême droite.

Le poujadisme commença comme une révolte antifiscale de petits artisans et commerçants pendant l'été 1953, et jusqu'en novembre 1954, le mouvement mena un combat pour la défense des intérêts professionnels des commerçants. Même si on trouve des éléments du populisme dans le poujadisme, le mouvement représente plutôt une partie de la société craignant la modernisation de l'économie et l'instabilité

---

<sup>45</sup> Winock, p. 154.

<sup>46</sup> Winock, p. 199.

<sup>47</sup> Winock, pp. 216-217.

politique de la République ; ce sont les petits contre les gros, justement comme la lutte menée par le FN aujourd'hui.<sup>48</sup>

Le succès de Poujade ne dure pas : le mouvement s'effondra en 1958 avec le retour définitif du général de Gaulle et le rétablissement de l'État fort. Alors, quelles sont les relations entre le poujadisme et le parti de Le Pen ?

D'une part, l'exaltation du passé, son agressivité verbale ainsi qu'une volonté de donner des solutions simples à des questions complexes, marquent l'appartenance du poujadisme au populisme ; peut-être Le Pen apprit-il l'art de la démagogie pendant sa période activiste au sein de ce mouvement dont il fut élu député en 1956 ? D'autre part, le mouvement poujadiste surgit à un moment de crise, et, comme nous le verrons plus tard, ce trait est typique pour l'orientation extrême ; il suffit de regarder le contexte de l'ascension du Front national trente ans après. Pourtant, les comparaisons entre le mouvement poujadiste et le Front national s'arrêtent là, surtout pour des raisons socio-économiques.<sup>49</sup> Le Pen connut d'autres raisons plus générales pour expliquer sa réussite, comme le chômage et l'insécurité, et tandis que le poujadisme se contenta de défendre quelques catégories professionnelles, Le Pen ne se limite pas à un seul groupe socio-professionnelle mais prétend diriger le parti interclassiste unificateur en France.

La défense de l'Algérie française donna un nouvel élan à l'extrême droite, car cette lutte était l'occasion d'invoquer le nationalisme, l'Algérie étant un territoire français, et les traditions catholiques contre l'islam. Dès janvier 1960, quand l'Algérie algérienne était en marche, l'extrême droite prospéra en France comme en Algérie, mais avec l'échec du putsch des généraux en avril 1961, la défense de l'Algérie française dut continuer en illégalité.<sup>50</sup> Jean-Marie Le Pen était engagé en Algérie, il était un défenseur ardent de l'Algérie française, et pendant la guerre, il fut rapporteur du budget de la guerre à l'Assemblée nationale.<sup>51</sup>

Nous avons suivi les traces d'une droite extrême du temps de la Révolution, quand apparurent pour la première fois ces tendances au sein de la Contre-révolution. Les « anti-89 » considéraient la Révolution comme antinaturelle et contre Dieu, et qu'il fallait réinstaller la monarchie. Cette tradition fut suivie par les légitimistes et, par la suite, renforcée par l'affaire Dreyfus et par l'Action Française ;

---

<sup>48</sup> Winock, p. 226

<sup>49</sup> Winock, p. 229.

<sup>50</sup> Winock, p. 237.

<sup>51</sup> <http://www.lepen.tv/>

par le nationalisme de Maurras et, ultérieurement, par le maréchal Pétain. Une autre tradition de l'extrême droite est populiste et remonte au temps du boulangisme. Paul Déroulède voulut une république populaire non-libre tandis qu'Édouard Drumont fournit au mouvement populiste un antisémitisme ralliant les foules catholiques et anticapitalistes.<sup>52</sup>

## Le Front national –innovateur ou traditionaliste ?

En troisième partie, nous allons examiner ce que dit Jean-François Sirinelli sur les droites en France, et étudier ses propos sur les héritages de l'idéologie frontiste.

Comme nous l'avons révélé au début, Sirinelli suit la tradition et date l'apparition de la division droite-gauche au commencement de la Révolution, mais nous ne voyons les partis se structurer - au sens moderne - qu'au début du 20<sup>e</sup> siècle.<sup>53</sup> À ce moment-là, les lignes de fracture idéologiques sont présentes : quelles sont les valeurs-clés de la société ? L'homme, a-t-il des droits ou seulement des devoirs ? Quelle est la nature du lien social : est-elle égalitaire ou hiérarchisée ?<sup>54</sup>

Aux droites nées des principes monarchiques, s'ajoutent d'autres droites, selon Sirinelli ; une droite *libérale*, après l'acceptation de la République au sein de l'orléanisme ; une droite *révolutionnaire*, fin du 19<sup>e</sup> siècle ; une droite *fasciste* ; et une droite *gaulliste* après la Libération.

Sirinelli constate qu'il est possible de distinguer les contours d'une droite organisée à partir de 1815, après la seconde abdication de Napoléon, et qu'en 1830 un deuxième courant de droite se dessine : l'orléanisme, qu'il appelle une droite situationnelle et non *la* droite,<sup>55</sup> en se référant à Albert Thibaudet : « Il ne représentait pas une idée ; il n'était que contre les idées. »<sup>56</sup>

Nous n'allons pas répéter ce que nous venons de dire sur Rémond et sur son approche historique de l'évolution des droites, seulement noter que le parcours de Sirinelli est pareil, pourtant, ce qu'il fait en plus, c'est de situer le Front national sur la carte politique et idéologique.

---

<sup>52</sup> Winock, p. 9.

<sup>53</sup> Sirinelli, p. XII

<sup>54</sup> Sirinelli, p. XXXVII.

<sup>55</sup> Sirinelli, p. 64.

<sup>56</sup> Sirinelli, p. 66.



Dans la politique, une porosité idéologique est visible, ce qui explique en partie les obstacles auxquels se heurte la définition d'une tradition politique, qu'elle soit de gauche ou de droite. Chaque tradition est enracinée dans des milieux sociaux, et selon Sirinelli, ceux des traditions de droite sont l'Église catholique, l'Armée, la famille et l'entreprise.<sup>57</sup> Cependant, les droites contemporaines ne sont pas que des continuités chronologiques, car elles portent aussi les empreintes de la société et de l'histoire, comme les marques de leurs succès et de leurs faillites. Sirinelli souligne la portée du temps suivant la Seconde Guerre mondiale, vu que c'est pendant la période des « trente glorieuses » que s'est transformée la société française, amenant les crises des référents institutionnels (la famille, l'armée), comme de grands changements sur le plan économique, qui ont tous ramené la société vers une « éruption individualiste ».<sup>58</sup>

Comme beaucoup de politologues et d'historiens, Sirinelli questionne la vraie nature du Front national ; comment expliquer ce parti ? Comment définir son idéologie, et le parti est-il le produit de courants idéologiques ?

L'objet de la discussion est de savoir si le parti est héritier de la droite ultraciste et contre-révolutionnaire, de nouveau réveillée par l'anticommunisme et les angoisses de la société postindustrielle, ou de savoir si nous devons le considérer de préférence comme une « version fin de siècle » du nationalisme populaire ? Il est alors difficile de voir s'il faut considérer le parti uniquement comme étant le produit d'un mélange idéologique ou s'il a surgi comme une nouveauté politique, ancrée dans l'extrême droite ayant une fonction tribunitienne.<sup>59</sup>

Depuis sa fondation, le FN se définit lui-même comme la *droite nationale*, contenant conservation et réaction, aussi paradoxal que cela puisse paraître. Une des plus grandes inventions du parti est, comme le souligne Sirinelli, sa stratégie parlementaire : comme le premier parti français de l'extrême droite, le FN vise à donner au parti une assise constitutionnelle, tandis qu'il reste composé de groupuscules agressifs. L'Action Française, par exemple, ne présentait pas de candidats aux élections nationales. En tant que force d'extrême droite, l'originalité du Front réside ensuite dans sa conquête électorale d'une base parlementaire ; un principe fondamental et incontestable dans une république.

---

<sup>57</sup> Sirinelli, pp. 571-572.

<sup>58</sup> Sirinelli, p. 596.

<sup>59</sup> Sirinelli, p. 691.

Tout en montrant l'innovation du FN, Sirinelli nous fait découvrir les héritages idéologiques du parti. En premier lieu, dit-il, le parti est le successeur du régime de Vichy, surtout par la nostalgie qu'il manifeste envers la révolution nationale et la collaboration. Certains frontistes veulent même une réhabilitation de Vichy pour ainsi disculper la politique de son gouvernement. Le Pen lui-même s'exprime parfois sur ces thèmes, comme lorsqu'il appelle le génocide des juifs « un point de détail », tout en revendiquant son passé de résistant pendant la Deuxième Guerre mondiale...

Ce que nous notons, en deuxième lieu, dans l'idéologie frontiste, ce sont les idées dont l'origine peut être tracée jusqu'à la tradition contre-révolutionnaire. Le premier de ces thèmes communs, est l'idée de fonder l'ordre politique sur la tradition et sur un ordre naturel. La société n'est pas, d'après les frontistes non plus, égalitaire, car les hommes y ont tous leur place, et il faut la construire selon cet ordre naturel et immobile. De même les deux droites sont contre l'individualisme qui contredit l'unité sociale et qui détruit l'institution familiale. Selon l'idéologie lepéniste, il est important de se souvenir et de retenir de l'histoire les expériences des ancêtres, car c'est uniquement par cet enracinement que nous pouvons continuer la bonne interaction avec la nature, sans laquelle la spécificité ethnique du peuple ne pourrait pas subsister.<sup>60</sup> La seconde idée venant de la Contre-révolution, par le nationalisme de Maurras, est le désir d'un État fort pouvant assurer l'ordre et l'autorité par la justice et la défense.<sup>61</sup>

La troisième orientation ayant influé sur le parti lepéniste est évidemment le national-populisme, dont le bonapartisme fut le premier modèle et qui érigea ses premiers principes. Selon Sirinelli, la corrélation entre le Front national et le national-populisme nous aide à distinguer le parti lepéniste du fascisme et, simultanément, de le placer dans une tradition historique des droites. Les propos de Le Pen, ainsi que les écrits du parti, le situent dans une tradition contre-révolutionnaire. Par ses propos anti-intellectuels et antibourgeois, la rhétorique du chef étale les héritages idéologiques depuis Drumont. Les paroles de Le Pen ont pour tâche de fonctionner comme un lien entre les petites gens et la classe politique ; c'est un discours pour satisfaire les obsessions et pour répondre aux passions des électeurs ; en bref, ce qui caractérise de telles déclarations populistes est leur évocation de solutions simples et faciles à comprendre pour tous. La thématique nostalgique gravite autour

---

<sup>60</sup> Sirinelli, p. 711.

<sup>61</sup> Sirinelli, pp. 712-713.

de quelques thèmes se référant au passé comme l'âge d'or, et simultanément il y a une forte critique de la société moderne comme étant la cause du déclin de la famille et des mœurs sans oublier la décadence et la crainte de perdre l'identité nationale.

Cette idée de décadence est devenue à la fin du 19<sup>e</sup> siècle, et le reste encore, l'un des fondements de l'extrême droite. Cet élément montre donc la constance de deux traditions différentes ; le national-populisme et la Contre-révolution traditionnelle. Drumont fut un des premiers à promouvoir cette pensée, et Sirinelli évoque l'exploitation frontiste de phobies et d'angoisses des électeurs à son profit. Les cadres frontistes parlent de la désintégration de la société et de l'identité françaises, suscitée par le monde en mutation et par les étrangers qui viennent s'installer en France, et cela démontre la continuité des idées maurrassiennes sur l'ennemi étant à l'origine des malheurs des Français. Il s'agit d'une rhétorique ami-ennemi encore valable aujourd'hui, et le cas échéant, le parti en fait usage.<sup>62</sup> C'est tout naturellement un prolongement de l'idée de Maurras sur les « quatre États confédérés », sans employer les mêmes mots, car aujourd'hui, c'est le mauvais étranger qui menace l'identité française : « Xénophobie non explicitement raciale et antisémitisme se sont ainsi trouvés placés, d'entrée de jeu, au centre de la construction mentale nationale-populiste. »<sup>63</sup>

Nous voyons donc une évolution des idées de la droite ; si le fond reste le même, une adaptation au temps présent et aux transformations sociales est considérée comme indispensable, et c'est pour cette raison que nous distinguons des différences au sein de la même formation ; des redéfinitions interviennent en réponse à des exigences et modifications de la société auxquelles on s'adapte :

« L'extrême-droite ne peut être perçue qu'en fonction d'une époque et des problèmes posés à un moment particulier de l'histoire, tant il est vrai qu'une force politique est tout autant reflet d'une philosophie politique donnée que témoignage de l'état de la société. »<sup>64</sup>

Sirinelli en conclut que le mouvement frontiste et son idéologie sont enracinés dans tous les courants qui forment l'essence des éléments constitutifs du caractère de l'extrême droite, et il cite Pierre-André Taguieff pour décrire la doctrine du Front :

---

<sup>62</sup> Sirinelli, p. 719-722.

<sup>63</sup> Sirinelli, p. 722.

<sup>64</sup> Chebel, p. 13,

« une synthèse des synthèses, une sommation de "troisièmes voies" se présentant comme autant de solutions à des antinomies ». <sup>65</sup>

## Le FN : un parti conservateur produit de son temps

Après les analyses de ces trois théoriciens, nous allons examiner les thèses de Jean-Yves Camus, auteur de plusieurs ouvrages sur le Front national.

Camus montre que les racines de ce courant politique remontent à la Révolution, toutefois son analyse diffère des trois premières, car il constate que si le FN emprunte idéologiquement à diverses traditions de l'extrême droite, son ascension est due à la situation socio-économique de la France, et même l'objectif du parti, c'est-à-dire le désir d'être une alternative aux partis politiques traditionnels pour ainsi se situer sur la scène parlementaire, diffère des traditions précédentes. <sup>66</sup>

Au lieu de classer automatiquement le Front national à l'extrême droite, Camus choisit de le qualifier de *droite radicale*, mais utilise « extrême droite » pour simplifier. <sup>67</sup>

Pour montrer la complexité de la classification et pour comprendre la nouveauté que constitue le Front national, Camus signale que nous pouvons distinguer plus de dix familles différentes dans ce représentant de l'extrême droite contemporaine. <sup>68</sup> Contrairement à la piste dégagée par René Rémond, dit-il, il n'est pas possible de réduire le parti lepéniste à l'une des trois familles délimitées par ce dernier, à savoir la droite libérale (orléaniste), la droite bonapartiste (autoritaire) ou la droite contre-révolutionnaire. Le FN ne se limite pas à une seule tendance, mais embrasse une variété idéologique. Camus choisit cependant de diviser les principales tendances du Front national en trois : la Nouvelle Droite, le catholicisme traditionaliste et une droite nationale issue du poujadisme ou de l'organisation Algérie française. <sup>69</sup>

Malgré cette perspective différente, Camus affirme que la complexité doctrinale du FN s'explique par les traditions historiques auxquelles le parti remonte, et nous pouvons en distinguer quelques-unes : la tradition contre-révolutionnaire, le

---

<sup>65</sup> « La rhétorique du national-populisme. Les règles élémentaires de la propagande xénophobe », dans *Cahiers Bernard Lazare*, n° 109, juin-juillet 1984, p. 19-38. Cité dans Sirinelli, p. 724.

<sup>66</sup> Camus, 1997, p. 12.

<sup>67</sup> Camus, 1998, p. 4.

<sup>68</sup> Camus, 1997, p. 128.

<sup>69</sup> Camus, 1997, p. 90.

national-populisme ainsi que quelques traits du fascisme français et de la Révolution nationale de Pétain. L'Action Française lui sert aussi de base idéologique.

En rejetant les valeurs républicaines d'égalité et d'universalisme, instaurées par la Révolution, les frontistes représentent parfaitement la ligne contre-révolutionnaire, ce qui montre leur célébration de du baptême de Clovis comme l'acte fondateur de la nation française. En plus, Louis XIV et Napoléon 1<sup>er</sup> sont des héros frontistes.<sup>70</sup>

Le FN est un parti nationaliste et son grand maître inspirateur est nécessairement Charles Maurras, le grand champion des valeurs de la monarchie, de la famille, ainsi que le défenseur des valeurs de l'Église catholique. Beaucoup des idées maurrassiennes sont reprises par le parti de Le Pen, qui, évidemment, loue l'identité française : son contenu doit être défendu à tout prix, surtout contre quiconque est étranger à la nation. Les conceptions de Barrès et de Déroulède sur la Nation, inspirèrent également les fondateurs du FN. En plus de cela, par l'évocation du discours frontiste contre les élites ainsi que son populisme xénophobe, Camus montre qu'il existe des liens entre le FN et le poujadisme

## **Continuité et renouvellement à l'extrême droite**

Avant de conclure cette synthèse théorique et historique sur le Front national, nous allons tenter d'examiner le terme d'*extrême droite*, car que signifie-t-il ? Et peut-on l'assigner aux frontistes ? Le Pen refuse l'appellation quant à son parti, qui, selon lui, n'est extrême en aucun sens. Pourquoi le rejet de cette appellation ?

Ariane Chebel d'Appollonia formule une synthèse de diverses définitions proposées par un nombre d'auteurs.<sup>71</sup> Toutes ces définitions mettent l'accent sur l'importance des valeurs dans cette force politique souhaitant une transformation de l'ordre social. Une autre caractéristique du courant est sa volonté d'établir un pouvoir fort contraire aux fondements de la démocratie libérale. En outre, la signification de la tradition comprend son opposition au parlementarisme et sa défense de l'action directe.

---

<sup>70</sup> Camus, 1998, p. 16.

<sup>71</sup> *L'extrême droite en France. De Maurras à Le Pen*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1988, cité dans Sirinelli, p. 699.

L'extrême droite en France ne représente pas une puissance politique permanente, mais comme nous l'avons montré, le courant est constitué par les idées des droites qui se sont exprimées, périodiquement, au long de l'histoire ces deux derniers siècles, ce qui fait que l'extrême droite aujourd'hui est une idéologie de synthèse.

Il semble clair que tout commença avec la Révolution, car c'était à ce moment-là qu'enfin la vie politique en France débuta ; cette prise de conscience ouvrit la voie aux critiques du régime et ensuite à la création des partis politiques et à l'initiation des masses à la politique.

### **Ni gauche ni droite mais Français ?**

En comparant la société d'aujourd'hui avec celle du 18<sup>e</sup> et du 19<sup>e</sup> siècle, il semble étrange que les valeurs et en partie l'idéologie des partis soient les mêmes, mais comme nous l'avons discerné, tel est le cas. Cela doit reposer sur le fait que les principes des partis politiques sont semblables aux normes des gens, et que malgré des ruptures et des changements sociaux au fil du temps, les mentalités se maintiennent à un certain degré. Pouvons-nous donc en conclure que la nature humaine est inaltérable et universelle ? Nous ne tenterons même pas d'y répondre, puisque la question est difficile et loin de l'objet de notre présentation ! Le but de ce chapitre est au contraire de tracer les origines d'un parti contemporain, le Front national, souvent dit d' « extrême droite », label refusé par les cadres du parti. Le refus vient des connotations qui suscitent des émotions négatives chez l'opinion, ce qui fait qu'aucun mouvement politique n'accepte l'appellation.

Le classement idéologique du Front national est plus facile à faire après notre consultation des œuvres de quelques théoriciens, et il semble pertinent de classer le FN comme un parti de l'extrême droite. Ses racines remontent à la Contre-Révolution jusqu'aux idées de Poujade et de la Nouvelle Droite, en passant par des idées et des valeurs incorporées au fil des deux derniers siècles. Il montre une faculté d'adaptation étant précisément un trait essentiel du courant puisqu'il parvient à suivre le développement de la société, tout en gardant un certain état d'esprit qui reste au fond.

La politique du FN cherche à rétablir la société conformément aux principes d'une autre époque : la prépondérance du droit de sang sur les autres droits, c'est-à-

dire un rejet des fondements de la société moderne, tels qu'ils furent acceptés par l'installation de la République. Le parti frontiste arrive à convaincre l'électorat de ce que le parti représente la seule voie possible pour sortir des crises que traverse le pays. L'identité française est en péril, et pour entreprendre la lutte contre la désintégration du pays, le FN désigne les boucs émissaires : les étrangers.

Selon les analyses que nous avons vues, il semble justifié de conclure que le Front national emprunte ses idées de conservation et d'ordre naturel à la Contre-révolution, tandis que sa conception d'autorité fut introduite en politique par le bonapartisme. Le nationalisme frontiste est en effet un produit mixte du boulangisme et du poujadisme, sans oublier l'influence qu'avait exercée l'Action française sur l'organisation de cette tradition de droite. Avec Charles Maurras, le mouvement devint l'incarnation de toutes les formations de droite par son nationalisme, son antiparlementarisme, sa violence verbale et, certainement, son antisémitisme.

## II

### ***Le Front national ou la renaissance de l'extrême droite***

Comme nous l'avons montré dans le chapitre précédent, il convient de situer le Front national dans le camp des mouvements politiques de l'extrême droite. Dans ce chapitre, nous allons étudier de plus près ce parti : son ascension dans le paysage politique, son programme et également son organisation, qui, de fait, diffère de celle des autres partis politiques. Nous allons également examiner l'électorat du parti. En effet, il convient de regarder comment sa composition sociologique s'est transformée depuis la première percée électorale au début des années quatre-vingt jusqu'au milieu des années quatre-vingt-dix, l'époque sur laquelle nous nous concentrons. Avant d'aborder ces thèmes, une esquisse de l'histoire du parti nous semble appropriée, c'est-à-dire que nous allons voir dans quel contexte politique il fut créé, et exposer les difficultés que devaient vaincre ses fondateurs au début. Au préalable, il importe d'observer la droite nationale dans la période d'après-guerre, puisqu'un tel examen nous aide à mieux saisir la particularité du Front national.



## Résurgence en temps de crise ou la droite extrême en crise ?

Rémond souligne qu'après la Libération et l'échec vichyssois, la droite ne semblait capable ni de sortir de l'impasse ni de sortir de son désert idéologique, au contraire, elle, ou surtout l'extrême droite, paraissait contrainte de rester dans l'anonymat politique.<sup>72</sup> D'une part, beaucoup de ses cadres étaient morts, d'autre part, ceux qui restaient se demandaient quelle politique entreprendre pour reconquérir le respect des Français d'avant les années de collaboration. Les obstacles paraissaient infranchissables, mais le cours de l'histoire le voulut autrement. En effet, la droite se releva d'abord par le gaullisme et ensuite la droite extrême se redressa, comme le montrent le poujadisme dans les années 1950 et plus tard la Nouvelle Droite.

À la fin des années 40, l'extrême droite continue à décliner. Si elle progresse rapidement par le réveil de la question coloniale, c'est la question algérienne, plus que la question indochinoise, qui permettra cette résurgence, puisque par la lutte pour l'Algérie française, le courant arrive à rassembler une partie de la population sur quelques questions essentielles. Comme nous l'avons déjà constaté (p. 32), l'extrême droite est caractérisée par son aptitude à intégrer de nouveaux éléments à son idéologie, une faculté qui en même temps la fractionne à l'intérieur ; la division interne des mouvements étant l'obstacle majeur à sa réussite durable.

C'est le moment du retour des idées de l'extrême droite, ce qu'illustre l'apparition de Jeune Nation,<sup>73</sup> un mouvement radical, dont quelques responsables allaient créer le *Parti Nationaliste*, interdit dès sa fondation.<sup>74</sup> Plusieurs groupements radicaux du même type datent de cette époque, dont plusieurs s'intégreront au Front national à ses débuts.

L'époque porte effectivement en soi des éléments conflictuels, car la nouvelle France en mutation est mal vécue par bien des gens, surtout par ceux qui n'arrivent pas à s'adapter aux changements. À cela s'ajoutent également les conflits coloniaux,

---

<sup>72</sup> Rémond, p. 9.

<sup>73</sup> Fondée en 1949, Jeune Nation fut une organisation politique extrémiste défendant l'Algérie française. Elle fut interdite par le décret du gouvernement Pflimlin en mai 1958, mais survit à travers son *Courrier d'information* et par sa revue *Jeune Nation*, fondée en juillet 1958. Le mouvement continue de jouer un rôle de plus en plus dur dans la clandestinité, en France comme en Algérie, jusqu'à devenir une organisation terroriste. Jeune Nation existe encore aujourd'hui. Pierre Milza, p. 319

<sup>74</sup> À la tête du parti nous retrouvons les dirigeants de Jeune Nation, comme Pierre Sidos et Dominique Venner. Le congrès de fondation eut lieu entre le 6 et le 8 février 1959, et la décision du gouvernement Debré d'interdire le parti fut prise le 13 février de la même année. Pierre Milza, p. 319

importants pour l'avenir de l'extrême droite. Elle n'est pas seulement nourrie par les attitudes d'autrefois, réveillées par les conflits, elle est également, remplie d'activistes de cette période.

L'extrême droite, ayant défendu l'Algérie française bec et ongles, s'écroule après la faillite française en Algérie. Un autre élément de son échec, fut la réinstallation du général de Gaulle au pouvoir. Pour une majorité des militants, il était l'ennemi mortel : responsable de l'Épuration et du procès contre le maréchal Pétain, il était coupable d'avoir poussé la mouvance aux marges de la vie politique pour une période importante. En même temps, cette défaite est un paradoxe, car après le retour du général, on aurait pu s'attendre à un renforcement de l'extrême droite pour ces mêmes raisons. Ce qui tout de même pourrait l'expliquer, est le fait que le nouveau parti gaulliste attirait les électeurs du courant extrémiste et non ses cadres, ces derniers étant plus conscients idéologiquement.

## La construction du parti dans l'espace idéologique

Le Front national fait aujourd'hui partie du paysage politique, c'est-à-dire que son importance reste considérable et stable, et même s'il recueille moins de voix à présent à cause de ses conflits internes, qui entre autres résultèrent en la scission de 1999, le parti attira pendant une période plus de 15 % du corps électoral. Il en était pourtant loin au début, n'attirant qu'une infime partie de l'électorat.

Quel était l'objectif du parti ? Pourquoi Le Pen et ses amis voulaient-ils fonder ce parti ? Comment pouvons-nous soutenir que le parti représente un phénomène atypique au regard de l'histoire politique en France ?

Avant la fondation de ce qui allait devenir le Front national au début des années 1970, l'extrême droite continuait sa lutte idéologique mais en dehors des structures partisans. Le combat intellectuel était mené par des revues, telle qu'*Europe-Action*,<sup>75</sup> préfigurant le combat culturel de la Nouvelle Droite, et l'activisme du courant fut également relancé par les membres d'*Occident* (entre 1964 et 1968)<sup>76</sup>

---

<sup>75</sup> De 1963 à 1967, à la fois un mouvement politique et une revue, Europe-Action est un lieu de formation des fondateurs et des idées de la Nouvelle Droite, et en partie du GRECE (le Groupement de recherche et d'étude pour la civilisation européenne). Son but était de créer une nouvelle culture de droite. Camus et Monzat, pp. 44-45.

<sup>76</sup> Le principal groupuscule activiste des années 60. Camus et Monzat, pp. 51-52.

et d'*Ordre Nouveau* (de 1969 à 1973).<sup>77</sup> La culture était donc pour un nombre d'intellectuels le plus important ; ils adoptaient les idées de Gramsci, le philosophe communiste italien qui prônait un combat idéologique « humaniste » pour transformer la conscience des masses. Il disait que pour conquérir le pouvoir politique, il fallait tout d'abord s'emparer du pouvoir culturel, et l'on peut donc parler d'un *gramscisme de droite*. Cela se fait par l'infiltration des espaces d'influence de l'opinion publique, tels que les universités et les médias. Une stratégie ultérieurement suivie par le parti de Le Pen.

À ses origines, le Front national était loin d'être un triomphe et le parti ne paraissait être qu'un phénomène politique éphémère, ravagé par des polémiques internes persévérantes, sans un leader unificateur. L'union des droites nationales était l'objectif de la création du parti ; des activistes ressentaient la nécessité de rassembler les différents groupuscules et militants pour lutter ensemble, et ils voyaient qu'il n'y avait qu'une alternative ; la fondation d'un parti politique, puisque la voie démocratique était la seule façon d'obtenir une influence politique permanente. L'originalité du parti réside précisément dans sa réussite de faire collaborer des groupements différents, alors que de telles tentatives avaient été menées antérieurement sans succès. Les échecs électoraux d'Ordre Nouveau et de Jean-Louis Tixier-Vignancourt obligèrent l'extrême droite de revoir ses conceptions politiques ainsi que d'analyser les causes de ses résultats médiocres.<sup>78</sup> Jean-Yves Camus considère la création du parti frontiste de la même manière que René Rémond, c'est-à-dire comme un « contre-courant d'une tendance considérée jusqu'alors comme irréversible depuis 1945 ». <sup>79</sup> Aussi importante, selon lui, fut la modernisation rapide de la société française entamée par les « trente glorieuses » qui engendrait en partie sa montée, comme l'explique également Ariane Chebel d'Appollonia : « Le rétablissement de l'extrême-droite s'effectuera sur une décennie.

---

<sup>77</sup> Un mouvement nationaliste agressif formé en 1969, le groupe le plus nombreux et le mieux organisé. À son apogée il avait 5000 membres, la plupart des jeunes et des étudiants, mais également d'anciens militants d'Occident comme de vieux collaborationnistes et d'ex-poujadistes. ON joue le rôle d'école pour les cadres. Camus et Monzat, pp. 53-56

<sup>78</sup> Un ancien de l'Action française et vichyste, avocat du maréchal Pétain et de l'OAS, Tixier-Vignancourt se présenta aux élections présidentielles de 1965 comme le candidat de l'« opposition nationale », avec Le Pen comme dirigeant de campagne, mais au lieu des 15 % escomptés, il ne totalise que 5,27 % des suffrages, soit 1 253 958 voix. En 1967, il se présente, en vain, aux élections législatives à Toulon sous l'étiquette Alliance républicaine pour les libertés et le progrès. Camus et Monzat, p. 89, Pierre Milza, pp. 332-334.

<sup>79</sup> Camus, 1997, p. 11.

D'abord dans la clandestinité. Puis au gré des crises de décolonisation et des mutations économiques mal ressenties par les classes moyennes traditionnelles. »<sup>80</sup>

Il semble clair que dès la création du parti, les fondateurs souhaitent poursuivre leur lutte politique en gardant leur univers théorique. Tout en devenant respectables, ils voulaient se distinguer des autres formations politiques, justement comme le dit Camus, ils ambitionnaient :

« bâtir un pôle national-populiste qui, rompant avec la tradition extraparlamentaire de l'extrême droite française, tire parti de la désaffection de l'électorat pour les repères traditionnels droite-gauche, pour promouvoir une alternative globale au système politique. »<sup>81</sup>

En 1972, quelques responsables d'Ordre Nouveau (ON) adoptèrent donc une stratégie politique qui allait s'achever par la création du Front national tel que nous le connaissons. Souhaitant sortir de leur marginalité politique, des cadres d'ON se présentèrent aux législatives partielles de 1970, mais après leur défaite électorale, quelques responsables, parmi lesquels François Duprat, François Brigneau et Gabriel Jeantet, prirent l'initiative, au deuxième congrès d'ON, de former une alliance nationale au sein d'Ordre Nouveau. La stratégie des cadres était surtout d'unir les nationalistes et les nationaux en un nouveau mouvement organisé selon le modèle du MSI italien (Movimento sociale italiano). Jean-Marie Le Pen en est dès le début son président, mais sans avoir beaucoup de pouvoir, car il n'est qu'une sorte de porte-parole au départ. Le secrétaire général était Alain Robert et le vice-président François Brigneau, des anciens d'Ordre Nouveau responsables de la politique du parti. L'emblème du Front était identique à celui du MSI ; seules les couleurs de la flamme tricolore étaient différentes.

Au 3<sup>ème</sup> congrès en juin 1973, la scission entre Ordre Nouveau et le Front national est une réalité, encore une fois la tentative d'unification échoue. Ordre Nouveau est ensuite dissout le 28 juin 1973 par le Conseil des ministres, et seul le *parti politique* Front national reste.<sup>82</sup> Le FN est donc un des plus durables des partis extrêmes européens, ce qui s'explique, au moins en partie, par le rôle de Jean-Marie Le Pen, le leader charismatique, et par l'autorité « incontestée et incontestable » de

---

<sup>80</sup> Chebel, p. 276.

<sup>81</sup> Camus, 1997, p. 19.

<sup>82</sup> Camus et Monzat, pp. 53-56 ; Michel Soudais, p. 183.

celui-ci.<sup>83</sup> Il domine le parti de façon efficace, écartant les éléments - et personnes - hostiles et non-serviles, comme nous allons le montrer dans le cas de la fédération du Var.

La plus grande difficulté au moment de la création du mouvement fut d'unir les *nationaux* et les *nationalistes*, deux tendances différentes. La première, ultra-conservatrice, défendant des valeurs traditionnelles, était principalement composée de partisans de l'Algérie française et d'anciens poujadistes, dont Jean-Marie Le Pen, qui voulaient suivre une ligne parlementaire et démocratique. Les nationalistes, par contre, étaient des activistes militants de Jeune Nation et d'Ordre Nouveau<sup>84</sup> ; ces anticommunistes défendant l'Europe et la civilisation européenne occidentale et chrétienne, avaient aussi lutté pour l'Algérie française. Ses militants étaient révolutionnaires et fascistes, donc des extrémistes politiques.

Le parti était les premières années nécessairement marqué par les querelles entre ces deux fractions - l'une modérée et traditionaliste, menant son combat conformément aux règles de la démocratie, l'autre plus révolutionnaire et activiste. Officiellement, le Front national lui-même évoque aujourd'hui la création du parti et le rôle de son chef ainsi :

« ... lorsqu'il [Jean-Marie Le Pen] décide de revenir au combat politique devant l'urgence de certains problèmes oubliés par les gaullistes au pouvoir. En octobre 1972, avec quelques nationaux issus des diverses mouvances de la droite, Jean-Marie Le Pen crée le Front National. Cette création répond à la volonté énoncée au premier abord par Jean-Marie Le Pen d'unir la droite nationale en un mouvement structuré, capable de faire entendre sa voix. »<sup>85</sup>

Contrairement à ce que l'on pourrait croire après une visite sur le site Internet du parti, Le Pen n'était pas *si* indispensable pour les débuts du parti, car son importance ne prit de l'ampleur que plus tard. Le Pen appartenait à l'aile modérée, c'est-à-dire qu'il faisait partie des *nationaux*, et la ligne suivie par le chef était contestée au sein du parti : elle causa en effet la scission du parti en 1973. Les nationalistes, parmi eux Brigneau et Robert, le considéraient comme mou et trop démocratique, suite à quoi ils quittèrent le parti, tandis que Le Pen put prendre en main la direction de la formation. Le Pen fut donc le principal bénéficiaire de la dissolution d'Ordre Nouveau. Non seulement parce qu'il obtint ainsi le pouvoir au

---

<sup>83</sup> D'après l'expression de Carl Lang, le secrétaire général du parti.

<sup>84</sup> Dont l'objectif « était de combiner la tactique d'agitation de rue [...] avec l'élaboration d'un programme politique cohérent, présenté dans le cadre légaliste des élections. » Camus, 1997, p. 20

<sup>85</sup> <http://www.front-national.com/fn.htm>

sein du parti ; plus important fut sa double leçon stratégique : premièrement, il apprit qu'un parti tel que le Front national ne peut devenir une force politique influente que s'il ôte de son programme les idées pouvant choquer le corps électoral, et deuxièmement, que par une concentration des idées, peu en nombre et susceptibles d'attirer l'électeur moyen, l'impact de la propagande sur l'opinion publique est renforcé.<sup>86</sup> Pourtant, il y a toujours des idées choquantes au programme du parti. Ce que Le Pen apprit à cette occasion l'a aidé pendant sa carrière d'homme et de chef politique, et le Front se sert justement de ces expériences au cours des années 80.

Le FN reste étique et fragile jusqu'en 1983, mais avant de devenir une force politique, les frontistes firent des efforts pour créer un mouvement national ayant une base idéologique solide et disposant d'une presse et de militants. Telle était en effet l'idée des fondateurs, ou au moins des *nationaux* : construire un nouveau camp politique représentant une alternative aux forces politiques existantes.<sup>87</sup> Jusqu'au début des années 1980, l'évolution de l'extrême droite est « contrastée », <sup>88</sup> car malgré ses efforts, le courant n'arrive pas à rassembler toutes les fractions, mais d'autre part, les adhérents occupent pour la première fois depuis longtemps une fonction dans le domaine de l'idéologie et de la culture du parti. L'hégémonie des partis traditionnels est brisée.

### **Stratégies électorales : populisme en réponse au malaise populaire**

Le FN souhaite offrir aux électeurs une alternative, non seulement à la droite traditionnelle, mais aussi à son véritable ennemi ; la gauche. Après l'élection de François Mitterrand en 1981, le Front entama son ascension électorale à partir de 1983, quand commença la période marquée par « la désillusion vis-à-vis de la gauche. »<sup>89</sup> Chebel note que c'est effectivement le début de « l'effet Le Pen » qui se fit sentir sur les électeurs, c'est-à-dire que le chef de la formation influa lui-même sur le résultat des urnes.<sup>90</sup> Cela signifie que la droite classique, ainsi que le FN, commencèrent de profiter du déclin de la gauche, du Parti communiste comme du Parti socialiste, perceptible à partir des élections municipales de 1983, mais déjà aux

---

<sup>86</sup> Chebel, pp. 318-319.

<sup>87</sup> Camus, 1997, p. 19.

<sup>88</sup> Pierre Milza, p. 341.

<sup>89</sup> Winock, p. 251.

<sup>90</sup> Chebel, p. 333.

cantonales de 1982 on vit l'indication d'un succès frontiste. C'était à ce moment-là que le FN remporta pour la première fois un véritable triomphe électoral par les 12,63 % obtenus à Dreux et par les 13,30 % dans la banlieue de Dunkerque, à Grande-Synthe, tous les deux des cantons situés en zone urbaine et péri-urbaine.

Les municipales de mars 1983 montrent la popularité croissante du Front national et marquent son entrée dans le paysage électoral. En même temps, la crise de confiance des électeurs à l'égard de la gauche, au pouvoir depuis 1981, se manifeste plus nettement et c'est encore les thèmes de l'immigration et de l'insécurité qui dominent les débats. Au total, le résultat du Front est plutôt dérisoire avec 0,1 % des suffrages. Le parti n'emporte que 211 des 501 278 sièges de conseillers municipaux, mais si nous regardons les résultats de près, quelques-uns frappent, comme les 5,9 % acquis dans le premier secteur de Marseille, les 9,6 % à Roubaix ou encore les 11,3 % décrochés par la liste menée par Le Pen dans le 20<sup>e</sup> arrondissement de Paris.<sup>91</sup> Encore plus étonnants sont les résultats aux élections municipales partielles des époux Stirbois à Dreux en septembre 1983 où le parti accumule 16,7 % des suffrages exprimés au premier tour. Au deuxième tour, la liste du FN fusionne avec la liste RPR-UDF, et cette nouvelle liste l'emporte avec plus de 55 % des voix. Ce « coup de tonnerre de Dreux » est considéré comme le vrai tournant du parti et permet au Front de franchir un seuil politique. Les cadres et les militants se sentent encouragés et rassurés et poursuivent leur lutte politique avec force.

Aux élections européennes de 1984, la première occasion nationale du corps électoral de s'exprimer après le changement de gouvernement en 1981, le Front obtient 11,06 % des suffrages, et avec ses dix députés à Strasbourg, le mouvement de Le Pen s'impose dans la vie politique nationale : l'extrême droite refait surface après de longues années dans l'oubli. Cette montée est évidemment indissociable des mutations profondes de la société, des évolutions qui affectent tous, plaçant même quelques-uns à l'écart de la société. Il en résulte des tensions, dans les groupes de populations et contre les couches sociales, ravivées par l'atomisation des relations sociales traditionnelles.

Ces succès électoraux furent décisifs pour le Front national, car il eut ainsi la chance d'être découvert par les Français : les électeurs se rendaient compte de

---

<sup>91</sup> Perrineau, 1997, pp. 32-33.

l'existence du parti, de même par sa présence croissante dans les médias. L'événement le plus important en ce domaine, eut lieu le 13 février 1984, quand, pour la première fois, Le Pen fut l'invité de *L'Heure de vérité*, une émission télévisée de *France 2*, consacrée à un seul invité, dont la plupart sont des hommes politiques, qui viennent débattre des questions d'actualité avec des journalistes. Cette fameuse émission fut d'une grande importance, constituant une reconnaissance de l'homme politique Jean-Marie Le Pen, et après cette première émission consacrée à lui, le parti et son image se voient « respectabilisés ». Tandis que les sondages pré-électorales du mois de janvier montraient que 3,5 % des électeurs voteraient FN, les sondages de février lui donnaient un score de 7 %, qui représente le double, pourtant une sous-estimation par rapport au résultat des élections où il ramasse plus de 11 %.<sup>92</sup>

C'est pendant cette période que le parti attirait sur lui l'attention à cause de son idéologie, et avec un fort soutien dans la population, il arriva à introduire de nouvelles valeurs en politique, souvent adoptées par les autres partis traditionnels, en même temps qu'il fit connaître les idées de l'extrême droite.

Après les « trente glorieuses », la société française se trouvait dans une situation économique difficile suite à la crise pétrolière : chômage de masse, inflation et précarisation. Ces nouvelles conjonctures génèrent un vide idéologique et firent renaître des références politiques d'autrefois : les valeurs des années trente, telles que le nationalisme, le racisme et l'antisémitisme. Le FN renouvela et modéra les anciens thèmes de l'extrême droite pour séduire et mobiliser un plus grand nombre d'électeurs ; le parti travaillait sérieusement et tentait de donner une image de sa compétence politique en même temps qu'il souhaitait, par ses discours adoucis, attirer ceux qui étaient las de la classe politique, éloignée du Français moyen.

S'agit-il uniquement de l'électorisme ?<sup>93</sup> Pas nécessairement, car même si c'est justement sur ce point que le Front national montrait son efficacité, en faisant appel à l'électeur délaissé, il réalisait ses projets sur un tout autre plan que les partis politiques traditionnels. Si ceux-ci font usage d'un langage difficile à comprendre, le Front s'adresse aux gens sans liens avec la classe politique traditionnelle par ses déclarations et promesses en langage compréhensible. Ce national-populisme est agissant et tire profit des abus des politiciens. Un parti n'ayant pas les mêmes

---

<sup>92</sup> Perrineau, p. 35.

<sup>93</sup> « Tendances d'un parti à subordonner sa politique à la recherche de succès électoraux. » *Le Petit Robert*.



traditions ou électorats que les partis traditionnels, doit agir différemment pour arriver au centre de l'intérêt et au cœur du débat politique. Pendant les années 1980, et tandis que la droite traditionnelle critiquait la gestion de la gauche au pouvoir, le FN canalisa ses propos sur un autre plan : de nouveau l'extrême droite investit la lutte du *peuple contre le gros*, comme le disait Poujade.

Les thèmes de l'insécurité et de l'immigration, en principe liés pour le Front national, furent introduits et mis au cœur du débat politique par le parti de Le Pen au début des années 1980. La France en crise profonde était sensible aux thèses lepénistes désignant le bouc émissaire, cherché par les Français inquiets à cause de l'insécurité et du chômage, à savoir l'immigré.<sup>94</sup>

La victoire électorale des socialistes en 1981 fut le résultat d'années de gouvernement de droite et d'une volonté de changement de la part des électeurs français, qui pourtant seront désillusionnés après quelques années de pouvoir socialiste, un sentiment renforcé par l'impression que rien n'a été amélioré. La déception de découvrir des ressemblances entre la gauche et la droite, prétendues antagonistes, ouvre la voie au Front.<sup>95</sup>

### **Un organigramme classique gravitant autour du chef omnipotent<sup>96</sup>**

Le Front national diffère de la plupart des autres partis politiques par son organisation et par ce qu'il propose aux adhérents, à l'intérieur du mouvement comme dans son entourage. Son organigramme est à la fois traditionnel et très hiérarchisé avec Jean-Marie Le Pen au sommet.<sup>97</sup> Le Pen est le président (presque) inamovible du parti depuis la scission d'Ordre Nouveau en 1973, assez remarquable en tenant compte de son âge considérable. Il servira son parti et lui fournira son programme politique, tout en gardant sa main sur la direction comme sur les adhérents qui paraissent l'adorer. Ce culte du chef est symptomatique de l'extrême droite.

---

<sup>94</sup> Perrineau, p. 28.

<sup>95</sup> En ce qui concerne l'ascension du Front dans le Var, se rapporter au chapitre suivant où la question sera examinée.

<sup>96</sup> Cette partie est écrite d'après les données du site Internet officiel du parti et d'après des renseignements trouvés dans le livre de Guy Birenbaum, pp. 195-219.

<sup>97</sup> Jean-Marie Le Pen est né en 1928, à la Trinité-sur-Mer, dans le Morbihan. Diplômé d'études supérieures de sciences politiques et licencié en droit, il est élu député poujadiste en 1956. Patriote fervent, il a servi la France en Indochine et ensuite lutté pour l'Algérie française. Un homme symbolique et charismatique, devenu incontournable sur le devant de la scène politique, que les politiciens traditionnels le veuillent ou non.

Pendant l'enfance du parti, le plus important était de faire connaître son chef et son idéologie, et ce n'est qu'après la première percée électorale que l'organisation et le développement de celle-ci deviennent des préoccupations pour la direction qui en effet voit qu'une telle organisation est essentielle pour la progression continue du parti. Parmi les responsables, quelques thèmes sont au cœur de leur intérêt ; le développement des fédérations locales, la formation des élus et des militants, et une stratégie pour rendre plus positive l'image du parti parmi les Français ainsi que la décision de tisser des liens avec d'autres partis.

En même temps que s'amplifie un réseau d'associations et de cercles autour du parti, l'organisation interne du parti est de plus en plus aménagée et définie par les cadres, notamment par le secrétaire général. À sa naissance, l'organisation reste peu structurée, Guy Birenbaum dit que même ses performances électorales au début des années 80 ne l'ont pas modifiée, protégeant le bureau politique en tant que force toute-puissante : « Ce bureau, gouverné par Jean-Marie Le Pen et administré par Jean-Pierre Stirbois, exerce seul la direction du parti. »<sup>98</sup> Néanmoins, cela change, tout d'abord par la prise en main de l'aménagement de l'organigramme par Jean-Pierre Stirbois, secrétaire général jusqu'à sa mort accidentelle le 5 novembre 1988.<sup>99</sup> À ce moment-là, Le Pen désigne Carl Lang comme nouveau secrétaire général.<sup>100</sup> C'est en effet lui qui sera responsable de la structuration du parti ainsi que de la formation des cadres et des militants, et à partir de là une préparation méthodique est mise en place par le manuel « Militer au Front », visant à rendre la formation plus efficace et identique pour que tout le monde marche droit !<sup>101</sup> Les efforts du parti sont efficaces et l'organigramme est plus ou moins le même à tous les niveaux.

Le FN est implanté sur tout le territoire français, et revendique 60 000 adhérents et sympathisants répartis dans les 100 fédérations de métropole et d'Outre-mer. Les adhérents élisent les délégués du congrès au niveau local, et chaque délégué au congrès est censé représenter cinquante adhérents.

---

<sup>98</sup> Birenbaum, p. 12.

<sup>99</sup> Jean-Pierre Stirbois, 1945-1988, milita au Comité Tixier-Vignancourt lors de la campagne présidentielle de 1965. Cet activiste fut un des animateurs de l'Union solidariste, un courant d'extrême droite anticommuniste et anticapitaliste, dont il fait partie lorsqu'il rejoint le FN en 1977. En 1982 il entre au bureau politique du Front. En 1983, il devint adjoint au maire RPR de Dreux. Camus et Monzat, p. 98-99.

<sup>100</sup> Trop jeune pour être parmi les fondateurs du FN, Carl Lang représente la nouvelle force juvénile du parti, devenu membre en 1977, à l'âge de vingt ans. Secrétaire général de 1988 à 1995, député européen et conseiller régional dans le Nord-Pas-de-Calais. Declair, p. 164.

<sup>101</sup> Declair, p. 110.

Le *congrès* du Front se réunit normalement tous les trois ans ; c'est l'assemblée générale du Front. Il assemble quelques centaines de cadres et de militants élus des fédérations. Les délégués au congrès préparent les plates-formes électorales du Front et élisent le président ainsi que le comité central.

Le *comité central* est le parlement du parti, se réunissant lors des conseils nationaux. C'est l'organe qui définit le programme, les démarches de propagande ainsi que la tactique du parti, qui inclut la désignation des membres du bureau politique, proposés par Jean-Marie Le Pen.

Le *bureau politique*, composé de 41 membres, est l'organe de décision du Front national, et se réunit une fois par mois.

Le *conseil national* se réunit deux à trois fois par an. Il est composé des membres du comité central et du bureau politique, c'est-à-dire qu'il comprend des élus nationaux et régionaux, des secrétaires départementaux ainsi que des personnes « nommées en raison de leurs compétences ou de services rendus ».

Il faut également mentionner le *bureau exécutif*, qui n'apparaît pas dans l'organigramme officiel du parti. Il est composé de Le Pen et de ses collaborateurs les plus proches, comme le secrétaire général et le délégué général, se rencontrant régulièrement. C'est l'organe où sont fixées les véritables décisions et manœuvres politiques.

Le *secrétariat général* comprend les responsables liés à la gestion du mouvement : structure, formation et implantation, dont le responsable est le secrétaire général. La *délégation générale* est présentée par le parti comme un supplément au secrétariat général, c'est-à-dire qu'elle élabore en partie la stratégie politique, et donne les consignes sur les discours à tenir auprès des médias par son service de presse.

Au niveau régional, des *secrétaires régionaux* nommés coordonnent l'action des secrétaires départementaux, également nommés. Le *secrétaire départemental* conduit la machine partisane de son département ; le bureau départemental est composé d'un secrétaire chargé des adhésions et d'un trésorier, et de plus il y a un secrétaire administratif, un secrétaire qui s'occupe de la propagande et un secrétaire de presse. Dans les régions où le FN a des *conseillers régionaux*, ceux-ci sont organisés en un groupe dirigé par un président.

## « Moi je veux la France pour tous les Français »<sup>102</sup>

Tel était un des slogans de Jean-Marie Le Pen pendant sa campagne présidentielle de 1995. De cette manière il marqua sa différence par rapport aux autres candidats. Nous allons brièvement esquisser le programme électoral de Le Pen tel qu'il fut présenté aux électeurs en 1995 :

« En avant pour la VI<sup>e</sup> République », c'est-à-dire pour une république (de préférence) nationale et souveraine avec la primauté du droit français où seront défendues la liberté et l'identité françaises, y inclus la culture et la langue françaises. Cette république sera sociale, populaire et morale, pour restaurer l'ordre et la sécurité, et enfin elle sera une république respectée : « Elle sera la République de la vraie France. »<sup>103</sup>

Depuis la création de son parti, Jean-Marie Le Pen ressent le même besoin d'avertir le peuple français des périls qui le menacent et que le FN est son bienfaiteur par son programme politique différent. La doctrine du parti reste peu ou prou la même au cours des années : d'une part, elle est quelque peu adaptée pour attirer un nouvel électorat, mais d'autre part, elle est conservée pour rassurer l'électorat déjà conquis. Les points de repère de la doctrine sont l'*identité française*, au cœur de laquelle nous trouvons la famille et la nation ; la *souveraineté française* ; et la *sécurité* des Français. Le programme politique du Front national se propose de changer la société française, accusée d'être décadente, par ses mesures de renouvellement, qui en effet ne sont qu'une revalorisation de quelques anciennes idées nationales.

Le FN défend la nation française, puisque la nation est, pour le parti, la valeur la plus précieuse ; elle comprend une communauté de langue, de culture et d'histoire et de souvenirs partagés. La nation appartient au peuple français, elle est l'aboutissement d'un héritage, et pour la conserver comme tel, le FN prévoit des mesures contre les immigrés qui menacent l'identité nationale. Cette politique nationale imprègne le programme entier du parti, que se soit en matières sociale,

---

<sup>102</sup> Cité dans «Les priorités de Jean-Marie Le Pen », supplément au n° 211, février 1995, de *La lettre de Jean-Marie Le Pen*, le bimensuel du FN, p. 2.

<sup>103</sup> P. 4 dans *La lettre de Jean-Marie Le Pen*.

économique ou familiale : « Nous n'avons qu'une politique : la grandeur du pays », puisque : « La voie nationale est désormais la seule possible. »<sup>104</sup>

De cette politique de « solidarité nationale » découle la préférence nationale, qu'il est possible d'appliquer en tout domaine : « Nous n'avons qu'une vocation : servir la France pour rester Français. »<sup>105</sup> Tout cela indique une mise en place d'une nouvelle politique familiale, puisque : « La renaissance nationale passera nécessairement par la renaissance familiale. »<sup>106</sup> Cette politique de préférence familiale signifie entre autres l'adoption de lois contre l'avortement, et que l'on offre aux femmes (les *hommes* ne semblent pas être une alternative) la possibilité de rester à la maison avec un salaire parental, bref, c'est une reconnaissance de la famille française. Le parti veut instaurer la préférence nationale, c'est-à-dire que seuls les Français pourront bénéficier des allocations économiques (du RMI, de l'attribution de logements et de foyers, du revenu parental et cetera). Le parti veut également prendre des mesures pour « renverser le courant migratoire. »<sup>107</sup> Premièrement, le parti veut rapatrier les immigrants non-européens ; deuxièmement, il prescrit une réforme du Code de la nationalité, car « être Français, cela s'hérite ou se mérite. »

En matière de politique étrangère, le Front national veut sauvegarder les intérêts nationaux pour assurer l'indépendance de la France (contre l'influence des États-Unis, de l'Union européenne...), de même pour la défense du pays, de sorte qu'il rejette la construction européenne : « Elle [la France] doit refuser d'autre part de se dissoudre dans le magma eurofédéraliste. »<sup>108</sup> Le parti veut réaffirmer la prééminence de la loi française sur les lois internationales, dénoncer les traités de Maastricht et de Schengen et également supprimer la Commission de Bruxelles.

La défense, comme la justice, vise à défendre la France (indépendante) et les Français d'abord, une défense rétablie par une augmentation du budget militaire pour fortifier l'armée et une remise en valeur de la sécurité (rétablissement de la peine de mort, prison pour tout délit commis...). Ainsi il sera possible de mieux défendre les Français. Le FN souhaite donc une continuation de la République, mais avec quelques modifications. Il défend la République populaire, parce que : « Le

---

<sup>104</sup> <http://www.front-national.com/programme/indexc.htm>

<sup>105</sup> <http://www.front-national.com/programme/indexc.htm>

<sup>106</sup> P. 5 dans *La lettre de Jean-Marie Le Pen*.

<sup>107</sup> P. 9 dans *La lettre de Jean-Marie Le Pen*

<sup>108</sup> P. 8 dans *La lettre de Jean-Marie Le Pen*.

peuple français a été progressivement privé de son droit d'expression par la bureaucratie technocratique, les partis de la bande des 4, les groupes de pression et les médias. »<sup>109</sup>

Le Front national est démocratique puisqu'il participe à la vie politique selon les règles définies par la communauté, mais en même temps il rejette un certain nombre des principes de base lorsqu'il affirme : « Nous vivons sous un joug totalitaire à masque démocratique. »<sup>110</sup>

Le parti est libéral en matière de politique économie : attaché aux principes du libre-échange, il défend le marché français ; c'est une politique de protectionnisme, tout en étant favorable à un « capitalisme populaire »<sup>111</sup>, c'est-à-dire qu'il faut donner la priorité à la propriété individuelle des moyens de production. Le FN prescrit la réduction des interventions de l'État par des réformes fiscales et par une diminution des dépenses publiques et sociales afin de « recentrer l'État sur ses missions régaliennes. »<sup>112</sup>

## Un parti politique différent des autres ?

« Le Front National est un mouvement et non un parti : il n'a pas vocation à regrouper une partie des Français pour s'opposer à une autre. Il est animé par des valeurs et par un idéal qu'il cherche à exalter pour mettre en mouvement le peuple Français[sic]. Les membres du Front constituent une authentique communauté, soudée face à l'ennemi commun et animée par des liens de fraternité. »<sup>113</sup>

Le parti prétend se distinguer des partis traditionnels, et comme nous allons voir, il est différent !

À celui qui veut s'engager, le FN propose une organisation, des activités ainsi qu'un autre discours : non seulement une interprétation banalisée et familière de quelques thèmes du quotidien ; l'insécurité, l'immigration et le chômage, mais l'organisation du parti prétend offrir aux adhérents une véritable vision innovatrice du monde. Plus que les autres partis, le FN propose deux faces clairement distinguées : l'une publique et l'autre privée ; d'un côté l'on travaille sur la société et l'État, de l'autre sur le parti, la machine, l'interne. La propagation d'une identité commune,

---

<sup>109</sup> P. 10 dans *La lettre de Jean-Marie Le Pen*.

<sup>110</sup> <http://www.front-national.com/programme/indexc.htm>

<sup>111</sup> Bréchon, p. 48.

<sup>112</sup> <http://www.front-national.com/programme/indexc.htm>

<sup>113</sup> <http://www.front-national.com/fn.htm>

forgée dans l'adversité, est transmise aux affiliés, rassemblés par les symboles et par la légitimité de leur combat commun qui découle du sentiment d'être des excommuniés. Le parti remplit donc la place que la société n'arrive pas à occuper, c'est-à-dire qu'il offre la dignité à l'exclu, au non-intégré. Ces personnes évincées trouvent leur place au cœur du mouvement, qui devient donc la famille de l'adhérent, et où il pourra enfin exprimer ses sentiments envers la société. La conséquence en est la formation de rapports consistants et de liens de dévouement entre la fédération, qui est le parti, et ses adhérents. En même temps une question importante se pose aux militants : comment se définir ? Comment se placer vis-à-vis de « l'autre » ; de celui qui n'adhère pas au Front ? Claude Askolovitch, un journaliste juif de *Marianne* qui a séjourné, ou voyagé, comme il dit, parmi les frontistes pendant trois ans, décrit ce qu'il a compris au cours de son « séjour » au mouvement, notamment que « le vrai défi du FN, des FN, quels que soient leurs noms, ce n'est pas le fascisme : c'est la normalité ».<sup>114</sup> Cela veut dire que les adhérents, même au sein du parti, se considèrent comme étant différents des « autres », et que leur aspiration serait de « se voir normal dans le regard de l'autre, sans rien renier, sans renoncer à aucune idée. »<sup>115</sup> Ainsi, absorbé par la société, le frontiste garderait toutes ses idées, sans rien lâcher ; entretenant l'ambition de vouloir changer avec et par le parti son propre avenir. Jean-Marie Le Pen explique ainsi l'adhésion au Front national : « Au FN, le lien entre les militants et le mouvement est proche du lien féodal, c'est une adhésion féodale, en venant au Front, on choisit un chef et un combat. »<sup>116</sup>

Le parti est formé selon un modèle d'organisation qui ressemble peu à celui d'autres partis politiques, cela s'explique par sa volonté de former un *mouvement* et non un parti politique : les frontistes cherchent à se présenter comme un rassemblement alternatif, constituant un tout idéologique ou bien une force de synthèses doctrinales. Ses partisans sont généralement des défenseurs ardents du mouvement, ayant une image de l'idéal du combat politique ainsi qu'une ambition collective, leur rassemblant au cœur du mouvement en écartant l'ambition personnelle. Il serait possible d'appeler l'ensemble une armée ayant pour vocation de « sauvegarder » le peuple français des périls qui l'entourent. Chebel explique bien

---

<sup>114</sup> Askolovitch, p. 43.

<sup>115</sup> Askolovitch, p. 44.

<sup>116</sup> Cité dans Martin, p. 175.

les qualités du courant « dont la fugacité va de pair avec la pugnacité de leurs militants. »<sup>117</sup>

Comme nous l'avons déjà souligné, la structure d'organisation au Front diffère de la plupart des autres partis politiques, mais le conglomerat de groupements et d'associations autour du parti rappelle l'enracinement social du Parti communiste durant ses années de gloire. Ces groupes autour du parti :

« contribuent chacun, selon des logiques de fonctionnement propres, en diffusant valeurs et croyances communes, à construire une véritable sous-société nationale-frontiste dont le FN est " l'agent politique spécialisée. " »<sup>118</sup>

Pourtant, tout cela n'indique pas forcément une tactique bien organisée de la part du mouvement, car en effet, ces associations sont souvent créées sur l'initiative d'un membre. Ces organisations-satellites en différents domaines relèvent d'une volonté de signaler à autrui hétérogénéité et que le Front n'est point un parti exclusif mais qu'il est au contraire capable de représenter des intérêts divergents, à l'instar d'Entreprise Moderne et Libertés (EML), créée en 1984 par André Dufraisse pour réunir des cercles organisés par professions, ou Front Anti-Chômage et Fraternité Française, des associations ayant pour visées l'aide aux exclus. D'autres cercles importants sont le Cercle national des combattants et le Cercle national des rapatriés, surtout actifs dans les départements du Sud-Est.<sup>119</sup> Il est important pour la direction de permettre à tous et à toutes catégories sociales de connaître le parti, alors on s'efforce de créer des cercles permettant aux gens de s'exprimer, au cœur même du parti, selon leurs besoins.

Le Front est aussi caractérisé par un chevauchement de positions parmi ses membres et cadres, c'est-à-dire qu'une personne peut occuper plusieurs postes à la fois, et au lieu d'y voir un défaut, le parti estime que c'est un atout et que l'adhérent le fait par désir de voir triompher le parti

## **L'électorat frontiste**

Comme nous l'avons vu, la droite fut critiquée dans l'opposition au début des années 1980. Un des premiers actes du président Mitterrand, à savoir sa décision d'abolir la

---

<sup>117</sup> Chebel, p. 409.

<sup>118</sup> Birenbaum, p. 220.

<sup>119</sup> Camus, 1997, p. 101, Camus et Monzat pp. 114-123, Declair, pp. 168-169.



peine de mort, fut très discrédité par l'opinion publique, en général *pour* le maintien de la peine capitale, et une conséquence en fut la consolidation des positions de la droite.<sup>120</sup> C'était au même moment que fit son entrée sur la scène politique la question de la *sécurité*, souvent attachée au sujet des immigrés, un sujet que le Front national exploita largement. Comme nous allons le montrer, l'électorat frontiste change sociologiquement par étapes des années 1980 au milieu des années 1990, comme le font les argumentations de l'électeur.

Nous trouvons les électeurs frontistes à l'est d'une ligne Le Havre-Perpignan, et l'électorat du Front est essentiellement jeune, masculin et urbain. Aux élections présidentielles de 1995, 18 % des 18 à 34 ans, contre 9 % des plus de 65 ans, votent pour Le Pen, et 19 % des hommes, contre 12 % des femmes, lui sont favorables. Les zones où le parti remporte le plus de succès sont le Sud-Est, grâce à l'appui d'une partie des rapatriés et suite aux maintes « affaires » des hommes politiques de la région, puis la région parisienne, et finalement l'Est et le Nord, deux régions touchées par la crise. L'électorat frontiste est donc essentiellement situé en régions urbaines ou urbanisées, touchées par les effets du réaménagement industriel, comme le chômage, et où les problèmes urbains du quotidien affectent les habitants, tels que la délinquance et les petites infractions.

Nous pouvons distinguer trois phases dans l'évolution sociologique de l'électorat frontiste, la première s'établit pendant la première période de l'ascension électorale, c'est-à-dire de 1983 à 1986.<sup>121</sup> L'accroissement des inégalités fait sentir à plus de gens comment la politique des dernières décennies a échoué, et l'électorat frontiste est premièrement formé par des votants en opposition à « l'établissement » et par les milieux des travailleurs indépendants.<sup>122</sup> C'est pendant cette période que le parti devient stable ; son électorat grandit et les thèmes raffermissant le parti sont souvent présents dans les médias comme dans la mentalité du corps électoral.

La seconde période, modelée pendant les années 1988-89, voit naître une nouvelle alliance, à savoir celle du parti avec « le monde de la boutique et celui de l'atelier » selon l'expression de Michel Soudais, et pour la première fois, la classe ouvrière commence réellement à s'intéresser au parti de Le Pen : aux présidentielles

---

<sup>120</sup> Souchard et al., p. 180.

<sup>121</sup> Selon un modèle proposé par Soudais, pp. 64-85.

<sup>122</sup> « L'établissement » est un anglicisme venant de « the establishment », terme (péjoratif) souvent repris par les frontistes pour désigner les partis traditionnels.

29 % des ouvriers et aux législatives de 1988, 27 % des ouvriers votent FN, tandis que seulement 16 % de ce groupe l'avaient choisi aux européennes de 1984.<sup>123</sup>

Pendant les années 1990, le FN passe par une troisième étape de formation de l'électorat du Front, il s'agit évidemment de son implantation en milieux populaires et ouvriers, quand le Parti communiste n'arrive plus à être le parti des gens en crise, jusqu'à la culmination électorale en 1995 : « Il [le PCF] y perdra, en particulier, sa fonction tribunitienne de porte-parole de ceux qui rejettent globalement un système politique et social dont ils estiment n'avoir rien à attendre. »<sup>124</sup> Le nombre grandissant d'ouvriers votant Le Pen saute aux yeux ; 33 % aux européennes de 1994 et le même pourcentage aux présidentielles de 1995.<sup>125</sup>

Lors de l'université d'été du FNJ (Front national de la jeunesse) en 1994, on lance le thème du Front populaire, appelé le *gaucho-lepénisme*.<sup>126</sup> Cette stratégie est mise en place pour montrer comment le mouvement est une force populaire ; pour le peuple, à l'inverse des autres partis... Cette méthode s'est montrée très efficace, nous l'avons vu : le FN est devenu le parti de la classe ouvrière. Le Pen le dit depuis des années ; le FN n'est « ni gauche ni droite mais Français ! »<sup>127</sup>

Comme l'explique Michel Soudais, le Front arrive à séduire pendant cette dernière période « les victimes de la fracture sociale », comme les jeunes hommes, les travailleurs indépendants et les chômeurs.<sup>128</sup> Le Parti communiste et le mouvement ouvrier se retrouvent très affaiblis après avoir montré leur incapacité de se renouveler et de s'adapter à la société. Après son positionnement pendant les trente glorieuses, le parti a abandonné la classe ouvrière et n'arrive plus à traduire ou transformer les mécontentements en soutiens électoraux.<sup>129</sup> Le FN, au contraire, profite de ce déclin, ou pourrions-nous dire que le terrain était préparé pour l'arrivée du Front ? De toute façon, il est le seul parti qui paraît capable de répondre aux demandes du nombre grandissant de familles incapables de s'ajuster aux transformations de la société, comme la classe ouvrière, particulièrement touchée par les restructurations industrielles : « L'automation, plus encore que l'immigration,

---

<sup>123</sup> Perrineau, 1997, p. 210.

<sup>124</sup> Christian De Brie : « L'extrême droite sur les ruines d'une gauche sans projet », dans *Le Monde Diplomatique*, juillet 1990.

<sup>125</sup> Perrineau, 1997, p. 210.

<sup>126</sup> Perrineau, 1997, p. 81.

<sup>127</sup> Premièrement formulé par Samuel Maréchal, le responsable du FNJ et gendre de Le Pen !

<sup>128</sup> Soudais, p. 254.

<sup>129</sup> Bréchon, p. 180.

désorganise, entre 1973 et 1983, la classe ouvrière. »<sup>130</sup> Une conséquence est donc l'affaiblissement des organisations ouvrières abandonnant le champ libre au FN qui y arrive à constituer de nouveaux réseaux, répondant aux aspirations des travailleurs et en désignant celui qui est à blâmer pour leurs malheurs : l'immigré.

Le FN se constitue donc un électorat au pays des crises ; où les difficultés sociales et économiques frappent le plus, le vote frontiste est le plus répandu. Cela dérive de la capacité de se nourrir des problèmes identitaires et des désespoirs du corps électoral quant à l'avenir, aussi bien que des problèmes des institutions familiales, telle que le foyer :

« Ce vote n'est pas un simple vote de réaction, c'est un vote refuge, motivé par une situation sociale et économique sur laquelle s'appuient les discours de Jean-Marie Le Pen. Les représentations construites par ces discours prennent alors un sens politique. Ce vote devient, au fil des ans, un vote de conviction, un vote de classes, bref, un vote idéologique. »<sup>131</sup>

Le vote frontiste est plus social que politique ; il se situe surtout dans les grandes métropoles urbaines imprégnées par de grandes concentrations d'immigrés ; c'est souvent dans de telles régions que les gens se sentent le plus en insécurité et angoissés par la présence de populations étrangères menaçant l'identité française.<sup>132</sup> Les inégalités se renforcent et la société se divise en deux, d'une part ceux qui en font partie, qui maîtrisent les nouvelles structures sociales et économiques, et d'autre part ceux qui sont soumis et qui ne sortent pas de la fracture du système social.

Cela explique donc en partie la composition interclassiste de cet électorat. Le Pen rallie les catégories menacées par la diminution du pouvoir d'achat et le chômage, tandis qu'il attire des gens des couches les plus aisées. Des analyses montrent que le vote frontiste correspond à la situation socio-économique en France, c'est-à-dire que l'implantation du parti est la plus importante dans les régions urbaines et industrielles, les régions où l'on trouve le plus d'immigrés. En conséquence, on pourrait croire que la crainte des immigrés y serait plus forte, et depuis les années 1980, l'explication de la réussite frontiste est cette corrélation à la situation des immigrés. Néanmoins, une enquête du CSA (Conseil supérieur de l'audiovisuel) pour la Commission nationale consultative des droits de l'homme

---

<sup>130</sup> Todd, p. 11.

<sup>131</sup> Souchard et al., p. 194.

<sup>132</sup> Winock, p. 255.

remarque que le rapport est l'inverse, à savoir que les habitants de régions ayant le plus grand nombre d'immigrés sont les gens les *moins* racistes !<sup>133</sup> Ce résultat fut aussi relevé par une étude lors des élections municipales de 1988 qui montrait que c'était en effet les électeurs sans contact avec les étrangers qui en avaient le plus peur ou qui se sentaient le plus menacés, c'est-à-dire que les inquiétudes à propos des immigrés semblent découler de l'invention ou du surcroît de l'inconnu plutôt que du concret. Cependant : « Quelle que soit la nature du groupe minoritaire, c'est dans l'électorat du FN qu'il est le plus violemment rejeté. »<sup>134</sup> Nous considérons qu'il est important de se souvenir de ces résultats, car penser uniquement aux immigrés ou aux étrangers comme seul principe explicatif, serait réduire et simplifier le vote Le Pen en un phénomène discontinu. Cela n'est pas le cas, comme les élections présidentielles et municipales de 1995 nous l'ont montré, tout au contraire, le FN réussit au cours des années 1990 à s'emparer de nouveaux terrains, une évolution achevée au milieu des années 90, lorsqu'il devient le premier parti ouvrier et populaire progressant de - ou provoquant ? - l'érosion socialiste aux présidentielles de 1995.<sup>135</sup>

Il est intéressant de noter que le vote lepéniste est le plus fort dans les départements où le travail des femmes est le moins répandu (comme dans les départements sur la côte méditerranéenne, ainsi qu'en Alsace et dans le Nord-Pas-de-Calais, pour ne mentionner que quelques exemples), ce qui pourrait indiquer une adhésion aux idées des valeurs traditionnelles, telles qu'elles sont propagées par le Front, par exemple la notion de la femme au foyer ou sa position contre l'avortement, tandis que le vote d'adhésion est remarquablement moins important en zones plus modernes, comme l'Île-de-France, mis à part quelques circonscriptions.<sup>136</sup> Au total, en mars 1996, 31 % des Français sont sensibles au thème de la défense des valeurs traditionnelles soutenues par Le Pen.<sup>137</sup> Si l'électorat du Front est jeune, il est conservateur.

Michel Soudais affirme que l'électorat frontiste est hétérogène et que, contrairement à ce qu'en paraissent penser quelques cadres frontistes, cette diversité symbolise la vitalité du parti, évoluant en un parti attrape-tout,<sup>138</sup> et il en

<sup>133</sup> Soudais, p. 78, Winock, pp.263-264.

<sup>134</sup> Winock, p. 266.

<sup>135</sup> Soudais, p. 75.

<sup>136</sup> Soudais, p. 88.

<sup>137</sup> Sondage SOFRES, cité dans Viard, p. 52.

<sup>138</sup> Soudais, p. 91.

dégage, d'après une étude de la SOFRES, quatre types de votes différents ; le premier étant un *vote malaise*, dû à la défaite sociale éprouvée par un nombre d'électeurs, surtout jeunes, sans vraiment adhérer à l'idéologie.<sup>139</sup> Le second type d'électeurs, ceux qui sont classés au rang du *vote identitaire*, sont au contraire conscients de leur situation sociale, ayant choisi le vote lepéniste en raison du programme du parti qu'ils pensent pourrait faire une différence. Le *vote d'assentiment* est établi comme le troisième type de vote, et y sont placés les électeurs qui considèrent le Front comme une nouvelle voie ; il est pour eux la dernière alternative, et ils se rangent eux-mêmes plutôt dans la droite modérée. Le dernier type de vote établi est le *vote de protestation*, probablement le plus important en nombre. Ce groupe se compose d'électeurs fatigués ou peu intéressés par la politique, qui malgré leur rejet du parti extrême le choisissent, tandis que d'autres encore sont séduits par ses idées sur la sécurité et l'autorité, problèmes qu'ils rencontrent au quotidien et auxquels Le Pen est le seul à donner des solutions.

Le temps a montré que le parti de Le Pen n'est pas seulement un parti de protestation, car s'il en était ainsi, il n'aurait pas persisté et, de même, les succès électoraux ne se seraient pas répétés.

« D'une dimension protestataire contre la faillite des politiques publiques à résoudre les problèmes du chômage, de l'insécurité et de l'immigration, le vote Front national se déplace vers un vote d'adhésion idéologique, mais aussi vers une attente gestionnaire. »<sup>140</sup>

L'électorat frontiste devient de plus en plus fidèle au fil des années.<sup>141</sup> De même nous voyons que les électeurs de Le Pen le choisissent plus (60 %) en fonction de son programme et non autant en fonction de sa personnalité (18 %) ou de son étiquette politique (19 %).<sup>142</sup> Cela est contraire à ce que les politologues pensaient quand commença l'escalade de Le Pen. En général, les analyses montraient que le parti n'aurait rien emporté sans son chef et son charisme. Il est possible que ce soit le cas au début, mais après plus de vingt ans sur la scène politique, le FN n'est plus un phénomène éphémère.

---

<sup>139</sup> « Le vote front national à Vénissieux : les mécanismes d'un enracinement », dans : *L'Etat de l'opinion 1996*, pp. 213-240

<sup>140</sup> Soudais, p. 104.

<sup>141</sup> Perrineau, 1997, p. 209.

<sup>142</sup> Ces résultats parviennent d'un sondage postélectoral des élections présidentielles de 1995 de la SOFRES, repris par Pascal Perrineau, 1997, p. 211.

## **Un renouveau efficace et durable**

Après la Deuxième Guerre mondiale, la droite extrême ne semblait pas capable de rebondir. Ses premières tentatives de mobilisation étaient anodines, et de même le renouveau de l'extrême droite, tel qu'il fut entamé par le Front national, semblait passer et s'étiolait peu à peu jusqu'à sa percée électorale à partir de 1983. Le parti comme ses adhérents furent surpris, mais ils arrivèrent peu à peu à mettre sur pied une nouvelle organisation et à se doter de cadres compétents, capables de diriger un parti. Un mouvement oscillant fut transformé en un parti viable avec une base fidèle, un programme, un électorat et surtout un chef intouchable et incontesté.

À partir de 1983, le Front national arrive à changer son image auprès des Français : l'extrême droite n'évoque plus une France vieillie et fanée, au contraire représente-t-elle cette nouvelle France touchée par la crise ; celle qui s'adapte mal aux transformations sociales et économiques. Le Front national devient le porte-parole des jeunes hommes urbains, de ceux qui ressentent le marasme quotidien de l'insécurité et de la délinquance.

Suite au dégoût des votants, le parti encaisse des votes de protestation au début des années 80, mais son électorat évolue sociologiquement, et à partir de la fin des années 80, préparé par la dépression de la classe ouvrière, il héberge de plus en plus l'électorat du Parti communiste. L'électorat du FN ressemble peu à l'électorat poujadiste des années 50, car le parti lepéniste recueille des votes dans toutes les classes sociales.

L'organigramme du parti étant traditionnel, l'organisation du parti ressemble à celle du PCF, c'est-à-dire que le mouvement propose aux adhérents des associations non-politiques ainsi que de l'aide ; le parti leur procure des assistances auparavant offertes par l'État et la société, ainsi que des liens comparables aux relations familiales.

### III

## ***Le FN à Toulon : une conquête électorale à longue échéance***<sup>143</sup>

*« Nous sommes de la grande France, ni plus ni moins. »*<sup>144</sup>

L'extrême droite est depuis longtemps une force politique importante dans le Sud de la France, nous allons le découvrir plus tard, c'est-à-dire que le FN n'est pas le premier parti extrême à réussir dans cette région. Dans ce chapitre nous allons examiner le Front national dans le Var et plus spécifiquement son positionnement dans la ville de Toulon, l'objet de notre étude, avant les élections municipales de 1995. Avant de passer à l'analyse des élections dans le chapitre suivant, nous allons examiner le parti varois ; quand et comment apparut-il à Toulon ? Qui étaient ses premiers chefs ? Ensuite, nous allons retracer le développement du parti dans le Var ainsi que les conflits fréquents au sein de la fédération entre ses adhérents et ses chefs, pour la plupart largués dans la région par la direction centrale du parti, jusqu'à

---

<sup>143</sup> Ce chapitre repose dans sa plus grande partie sur une étude de Frédéric Delmonte, réalisée à l'Université de Nice. L'objectif du travail de Delmonte est de suivre l'évolution du FN dans le Var à partir de 1973 jusqu'à la victoire aux élections municipales de 1995. Son étude est basée sur des témoignages d'acteurs de cette période, sur des sources écrites du parti varois ainsi que sur des archives publiques, des journaux et des livres.

<sup>144</sup> Frédéric Mistral, cité dans *La flamme tricolore* (bulletin de la fédération du Var), n° 7, mai 2000.

l'arrivée de Jean-Marie Le Chevallier, celui qui sera élu maire de Toulon en juin 1995. Nous allons également étudier l'organisation de la fédération et ses liens associatifs, tout comme les médias frontistes du Var.

## **L'apparition du FN dans le Var**

Il nous semble utile de donner un aperçu sur le Front national varois dans le dessein d'examiner son apparition et son implantation dans la région. Nous pencher sur l'histoire du parti nous permet de suivre son évolution et de connaître ses leaders dans le dessein de mieux comprendre les événements menant à son apogée électorale au milieu des années 1990.

Comme le souligne Delmonte, on dispose de très peu de renseignements sur le Front national varois avant les années 1980. Le mouvement n'avait pas de secrétaire départemental permanent avant 1983, paraît-il, car auparavant, le Front fonctionnait par ses militants, cela veut dire que le parti n'avait pas une véritable organisation partisane mais qu'il fonctionnait comme un groupe plus ou moins autonome par rapport à la direction centrale à Paris. Il est certain que le parti ne paraissait pas en être un ; l'engagement des militants, surtout issus de mouvements politiques extrémistes, restait encore « musclé » et parler d'un groupuscule sans structure semble plus adéquat que parler d'un parti politique, ce qui explique que nous savons peu de choses sur les dissidences et les crises du parti dans les années soixante-dix. Ce qui caractérise le parti varois à ses débuts, c'est la prépondérance des anciens activistes de l'Algérie française. Quant aux extrémistes nationalistes, le Parti des Forces Nouvelles (PFN) était la force politique dominante en France, faisant du FN un groupe marginal.<sup>145</sup>

Début des années 80 : c'est le moment de la percée du FN au niveau national, et les responsables s'efforcent de donner une nouvelle image de respectabilité au parti, aussi au niveau local ; par conséquent le mouvement s'applique à se réorganiser et à se donner de nouveaux responsables sérieux. Le premier véritable chef frontiste dans le Var était le docteur René Communal, dirigeant au début des années 80, quand commence l'histoire du Front national varois.

---

<sup>145</sup> Le PFN fut fondé par les animateurs d'Ordre Nouveau en octobre 1974. Le parti était entre 1974 et 1981 le principal rival du FN, réunissant ceux qui refusaient la tactique modérée de Le Pen au FN. Camus et Monzat, p. 56.



Le docteur Communal, catholique traditionaliste et ancien membre de l'Organisation Armée Secrète, l'OAS, était un pied-noir qui n'avait jamais accepté la perte de l'Algérie française. À ce qu'il paraît, Communal représentait à l'époque le militant type du FN : il était convaincu et virulent, et sa rhétorique, identique à celle du parti, exprima des regrets quant à la perte de l'Algérie.

Le docteur était une personne très dévouée et exigeante, et il privilégiait au parti le terrain, au lieu de suivre automatiquement les directives de Paris, ce qui faisait de lui un symbole frontiste à un moment où la fédération varoise fonctionnait pratiquement de façon autonome comme un groupuscule composé de militants fanatiques. Même après son exclusion du parti, pour une raison inconnue, le docteur continuait sa lutte politique. Il menait un combat nationaliste, pareil à celui qu'il avait mené autrefois en Afrique, et il est certain que le Front national varois n'aurait pas connu les mêmes débuts sans les anciens militants de l'Algérie française qui en effet aidèrent le parti à être accepté dans des milieux différents, à l'instar du milieu pied-noir.

Grâce à l'étude de Delmonte, nous connaissons également le parcours politique de plusieurs autres militants ayant pour base commune l'engagement pur et dur, tout d'abord pour l'Algérie française ou à l'Ordre Nouveau, et ensuite au Front national, à titre d'exemple Bernard Mamy.

En 1965, le poujadiste Bernard Mamy faisait partie des comités Tixier-Vignancourt, où il rencontra Jean-Marie Le Pen. Il s'éloigna politiquement de ce dernier à la fin des années soixante, avant de le rejoindre de nouveau en 1983, quand Le Pen, alors président du Front national, lui demanda de l'aider à organiser le parti. En 1984, Le Pen désigna Bernard Mamy nouveau responsable du FN varois dans le souci de donner au parti une nouvelle image et une meilleure organisation. Mamy représentait une nouvelle voie pour le FN ; son parcours politique est aussi riche que son parcours professionnel, et son combat pour l'Algérie française évidemment un véritable atout dans le Var.

Bernard Mamy, né en métropole, avait joué un rôle important dans la défense de l'Algérie française. En 1957, il participa à l'Organisation de la Caravane pour l'Algérie française ; ce lieutenant commandant de compagnie fut engagé volontaire en Algérie, et en 1958 il y resta pour participer au comité de Salut Public. En 1960, il était commandant en second de l'unité territoriale de choc d'Alger, et le 29 mai 1960, il fut élu conseiller général d'Alger. En 1961, il participa au putsch d'Alger.

Par son statut de métropolitain engagé, Mamy remplit une fonction de rassembleur dans le milieu pied-noir dans le Var. Son engagement ardu et son passé politique, ainsi que ses relations avec Le Pen, le placent donc en première ligne d'une des fédérations les plus puissantes du FN. Le secrétaire général varois attend donc sa nomination aux élections législatives de 1986, lorsque le secrétaire général du parti, Jean-Pierre Stirbois, prend la décision de l'écarter de la tête de la formation et nomme à sa place au secrétariat Yann Piat en octobre 1985. Mamy est écarté de la fédération varoise mais reste quelque temps au parti comme formateur des élus régionaux, avant d'en être exclu en février 1986. Il paraît que la décision de remplacer Mamy fut prise après un procès où il était accusé d'avoir blessé un colleur d'affiches. En mars 1986, il se présente à la tête de la liste Fédération Nationaliste Varoise, FNV, qu'il vient de créer avec d'autres anciens responsables frontistes du Var.

### **Yann Piat – femme forte dans le Var**

Avec l'arrivée de Yann Piat à la tête du FN dans le Var, le parti entra encore une fois dans une nouvelle ère : désigner une femme responsable d'une des fédérations les plus dures du FN indiqua un vrai changement ainsi qu'une volonté de renouvellement de la direction du parti, car le Front national n'est point connu pour être un parti de femmes, surtout pas sa direction.

Yann Piat n'était pourtant pas une novice, ni au parti ni dans le Var. C'était au Front national varois qu'elle avait appris la politique, elle avait même participé à la réunion fondatrice du FN varois.

Yann Piat fit la connaissance de Jean-Marie Le Pen, ami de sa mère, déjà dans son enfance, et c'est par lui qu'elle allait entrer en politique en 1983, à l'âge de 34 ans. Implantée par Le Pen, et sans aucune expérience politique formelle, Piat doit reprendre en main la fédération varoise, qui a du mal à accepter cette jeune femme au début, d'autant plus que l'ancienne équipe n'est pas prête à céder la place. Comme nous l'avons vu, elle provoque le départ de l'ancien secrétaire départemental, Bernard Mamy, mais soutenue par Le Pen et par Stirbois, elle se sent probablement suffisamment forte pour affronter et combattre les militants varois. Pourtant, la fédération est en crise : beaucoup de militants et de cadres quittent le parti puisqu'ils se sentent négligés, et il y a même une fraction de ces responsables

qui se rassemblent en dehors de la fédération varoise mais « pour les idées de Le Pen », sous le nom de FNV, et qui par la suite seront exclus du FN.

En dépit de ses débuts parfois difficiles, il semble que les militants du parti s'attachent à elle. Il est probable que son chemin familial, l'aida, au fur et à mesure, à être acceptée dans le Var, où beaucoup de militants de l'extrême droite partagent son passé.<sup>146</sup> Ces mêmes militants eurent du mal à accepter son départ du parti le 10 octobre 1988, suite à son exclusion après une divergence avec Le Pen à l'Assemblée nationale (l'AN) quand la députée vote le projet de loi socialiste instituant le revenu minimum d'insertion (le RMI) contre la volonté de Le Pen.<sup>147</sup> L'élimination de Piat prive le parti de son influence parlementaire, ou peu s'en faut. Réélue en juin 1988 dans la troisième circonscription du Var, Piat était au moment de son exclusion le seul député frontiste, ce qui met en relief l'importance du département au FN. Piat rejoint ensuite le groupe PR à l'AN avant d'être assassinée le 25 février 1994, un fait qui révélera par la suite un certain nombre d'affaires.

L'exclusion de Piat provoque une nouvelle intervention parisienne dans le Var : Jean-Marie Le Pen envoie un nouveau responsable à Toulon, ayant pour mission la conquête de la mairie de Toulon. Il s'agit évidemment de Jean-Marie Le Chevallier.

### **Jean-Marie Le Chevallier – le giscardien converti<sup>148</sup>**

Jean-Marie Le Chevallier, l'ancien maire frontiste de Toulon,<sup>149</sup> fils de Charles Le Chevallier et de Blanche Trousselier, est né le 22 novembre 1936 à Sceaux, dans les Hauts-de-Seine.

Il fait ses études au lycée Lakanal à Sceaux et est diplômé du Centre de formation des assistants techniques de commerce.

Le parcours professionnel de Le Chevallier n'est pas typiquement frontiste ; il n'est ni un théoricien, ni un doctrinaire extrémiste, et il a toujours fait carrière dans le

---

<sup>146</sup> Sa mère avait fait partie de l'AFAT ; Auxiliaire Féminin de l'Armée de Terre, et elle était activiste à l'OAS. Son père militaire était inconnu et décédé.

<sup>147</sup> Piat annonça sa démission du parti la veille de l'annonce de son exclusion, cependant nous ignorons la cause exacte de son départ ; elle est controversée. Bréchon (p. 58) confirme qu'elle quitte le parti après le jeu de mot « Durafour-Crématoire » de Le Pen sur Michel Durafour, à l'époque ministre de la Fonction Publique ; une déclaration qu'elle n'avait point approuvée. De plus, la députée était sûrement trop indépendante par rapport à Le Pen et à sa politique, ce qui sûrement déclencha les affrontements initialement.

<sup>148</sup> Cette partie est basée sur des données de l'étude de Frédéric Delmonte, du livre *Ascenseur pour les fachos*, d'Ardid et de Davin, pp. 41-53 et de *L'Évènement du jeudi*, du 27 juillet au 2 août 1995.

<sup>149</sup> Le Chevallier quitte le FN en mars 1999, et aux élections municipales de mars 2001, il sera largement battu.

commerce, pendant quelques années il était même directeur de la Chambre de commerce et d'industrie de Rennes. Le Chevallier a également un autre trait différent du frontiste moyen : il est déserteur ! À la veille de son embarquement pour l'Algérie en 1956, il part pour l'Angleterre. Rentré en France, il sera puni par la justice militaire pour plus tard être réformé. Il dit lui-même qu'il l'a fait par amour...

Au début des années 1970, Le Chevallier est l'un des fondateurs de la fédération des Républicains Indépendants de l'Ille-et-Vilaine dont il devient le secrétaire général.

C'est par sa première belle-famille, les Chiappe, qu'il entre pour la première fois en contact avec Jean-Marie Le Pen, et c'est à cette époque-là que remonte l'amitié entre les deux Jean-Marie.<sup>150</sup> En 1976, Le Chevallier est directeur du cabinet du secrétaire général des Républicains indépendants, Jacques Dominati, « un ancien condisciple de Le Pen à la Corpo de droit », parrain d'une des filles de ce dernier.<sup>151</sup> Le Chevallier manifeste, avec Dominati, un certain intérêt pour le parti fondé par Le Pen déjà à cette époque. Le 1<sup>er</sup> novembre de la même année, une bombe explose dans l'appartement de Le Pen, et avec sa famille, il sera hébergé chez Le Chevallier pendant trois mois.

En 1978, Le Chevallier quitte le cabinet de Dominati pour aller travailler à la direction du service de presse de Maurice Plantier, secrétaire d'État aux anciens combattants dans le gouvernement Barre. De 1980 à 1981, il est secrétaire général du conseil de la Croix rouge française de Paris.

En 1979,<sup>152</sup> Le Chevallier entre au Front national. C'est le bon moment. Le FN commence son ascension électorale et en 1983, Le Chevallier est nommé directeur du cabinet de Le Pen en 1983, avant d'être placé sur la liste européenne en position d'éligible en 1984, ce qui surprend les militants. De mauvaises langues disent que l'escalade rapide de cet ancien giscardien survient après qu'il a divorcé de sa première femme et lorsqu'il fait connaissance avec Cendrine Chereil de la Rivière, aussi frontiste, qui sera sa seconde femme en 1984. Le nouveau beau-père de Le Chevallier, Marcel Chereil de la Rivière, un industriel riche et monarchiste, membre du FN, aurait versé une somme importante au parti pour « faciliter » l'ascension

---

<sup>150</sup> Le père de sa femme fut préfet du Gard pendant la 2<sup>ème</sup> Guerre mondiale et exécuté à la Libération pour avoir collaboré. *L'Évènement du jeudi*, du 27 juillet au 2 août 1995.

<sup>151</sup> Libération, le 20 juin, 1995.

<sup>152</sup> 1979 est l'année où il adhère au FN, selon Delmonte et Ardid et Davin, tandis que *L'Évènement du jeudi*, du 27 juillet au 2 août 1995, signale que l'année de son adhésion est 1983.

partisane de son futur gendre. Élu député européen en 1984, Le Chevallier est tout de suite nommé trésorier du groupe parlementaire des droites européennes par Le Pen.

Le Chevallier fait partie du Club de l'Horloge<sup>153</sup> et il est membre de Chrétienté-Solidarité, un courant nationaliste-catholique traditionaliste fondé par Bernard Antony,<sup>154</sup> ayant pour programme la volonté d' « édifier une société fondée sur le Décalogue, sur la religion catholique plutôt que sur la démocratie. C'est un programme corporatiste, aussi anti-libéral qu'anti-marxiste [...]. » Voilà le programme que voulait appliquer Le Chevallier à Toulon.<sup>155</sup>

## L'« ère Le Chevallier »

Le Pen envoie Le Chevallier dans le Var en mai 1988 pour affronter François Léotard (PR) dans la 5<sup>ème</sup> circonscription du Var (Fréjus) aux élections législatives de 1988. Au premier tour, Le Chevallier obtient 20,65 % des voix et arrive le troisième. Une semaine après, il perd six pour cent (14,59 %), et sera largement battu par Léotard (45,9 %). Quelques mois après, Le Chevallier remplacera Yann Piat à la direction de la fédération varoise.

L'arrivée de Jean-Marie Le Chevallier à la tête du parti varois annonça un nouveau changement d'image pour le parti, car comme nous l'avons constaté, Le Chevallier se distingue nettement du frontiste type. Le parcours politique de cet ancien giscardien correspondrait plutôt à celui d'un homme politique de la droite traditionnelle : il n'est ni un ancien de l'Algérie française, ni un hiérarque de l'extrême droite. Cependant, pas tous semblaient le mépriser :

« Ce n'est pas très important que des gens disent cela [qu'il avait été un giscardien avant de devenir frontiste] à propos de Le Chevallier, le FN n'est pas un parti politique, c'est un mouvement d'hommes et de femmes de sensibilité différente, avec leur spécificité mais des objectifs communs. »<sup>156</sup>

Le Chevallier était depuis longtemps un proche de Jean-Marie Le Pen, et après avoir été membre du bureau politique du Front national, ce dernier le

---

<sup>153</sup> Créé en 1974 par Yvan Blot et Jean-Yves Le Gallou, ce club est également une filiale du GRECE. Le but est de créer un laboratoire d'idées au service de la droite. Camus et Monzat, pp. 352-353.

<sup>154</sup> B. Antony, alias Romain Marie, dirigeant de la faction nationale-catholique du FN, député européen. Camus et Monzat, p. 63-64.

<sup>155</sup> Camus, 1997, p. 250.

<sup>156</sup> Éliane de La Brosse, conseillère municipale FN, cité dans Martin, p. 99.

« largua » dans le Var pour reprendre la fédération en main après que Le Chevallier avait évolué dans les coulisses du parti depuis des années. Certains commentateurs remarquent que Le Pen voulait écarter Le Chevallier de la direction du parti en l'installant dans le Var, une version contestée par Le Pen : « Croyez-vous que l'on se débarrasse d'un homme en lui offrant la direction du département dans lequel notre parti est le plus fort ou presque ? »<sup>157</sup> Dans son livre, *Seule tout en haut à droite*, Yann Piat écrit que le largage de Le Chevallier était destiné à défier François Léotard, puisque le parti ne disposait pas de candidat convenable au niveau local.<sup>158</sup> À ce qu'il paraît, Le Chevallier se serait opposé à Jean-Pierre Stirbois, le secrétaire général du parti. Quelle que soit l'explication, son arrivée reste contestée pour des motifs politiques, une tradition varoise et assez symptomatique des partis de l'extrême droite.

Le Chevallier surgit donc dans le Var à la mi-mai 1988, et en 1989 il se présenta aux élections municipales à Toulon, ville devenue la priorité du Front puisque les responsables du bureau politique considéraient qu'elle était probable de « succomber » aux initiatives politiques du parti et le laisser aller jusqu'au bout, à savoir au bureau du maire de la ville, tenant compte de leur volonté de convertir la ville en un laboratoire politique des idées frontistes.

Le Chevallier tenta de donner de nouveaux objectifs au FN dans l'intention de le rendre plus respectable pour un électorat plus vaste, y compris la bourgeoisie que lui-même pouvait attirer. Aux élections municipales de 1989, le nouveau dirigeant était trop peu connu pour conquérir la mairie de Toulon, nonobstant le Front national décrocha sept sièges au conseil municipal, dont un pour Le Chevallier.

Comme nous l'avons déjà souligné, Le Chevallier représente une nouvelle tendance au sein du FN varois, étant plus lisse et plus discret que ses prédécesseurs. Dans le Var, la coutume paraît être de changer de secrétaire départemental au gré de la direction nationale du parti et contre la volonté des cadres et militants locaux. Et la tradition continue. D'après Claude Ardid et Luc Davin, Le Chevallier fut contesté en tant que chef dès son débarquement dans le Var et provoqua ainsi le départ de militants et de cadres, ce qui vida l'organisation

---

<sup>157</sup> Cité dans Martin, p. 100.

<sup>158</sup> Maire PR de Fréjus, ville voisine de Toulon, à l'époque (de 1977-1992, puis de 1993-1997), il a aussi été ministre de la Culture (1986-1988), et ensuite de la Défense (1993-1995), et de 1996 à 1998, président de l'UDF. Après l'assassinat de Yann Piat il fut, avec Jean-Claude Gaudin, aussi un dirigeant de l'UDF et aujourd'hui maire de Nice, accusé d'avoir commandité le meurtre de celle-ci.  
<http://encyclo.voila.fr/cgi-bin/mframe?str=Titre%3Al%E9otard&id=I0001571.1&type=2>

varoise de militants les premiers mois après son arrivée.<sup>159</sup> Les cadres frontistes se demandaient également ce qui se passait quand Henri Arion, conseiller régional de l'époque et le successeur prévu de Yann Piat, fut écarté par Le Chevallier.<sup>160</sup> Malgré les avertissements donnés par d'autres permanents du parti auprès de Le Pen, Le Chevallier resta son protégé dans le Var. Un nombre important de cadres trouvaient ce dernier trop mou et sa formation d'homme politique traditionnel trop différente de celle du frontiste moyen ; une impression renforcée par son apparence physique d'un gérant de société qui leur paraissait non-frontiste. Quand bien même, les frontistes y voyaient un avantage : ce lepéniste présentable pouvait séduire la bourgeoisie, représentant un nouvel électorat frontiste dans le Var.

Le Front national du Var est une fédération rongée par les clivages et par les désaccords personnels. Au lieu de débattre la politique, des personnes sont au cœur des dissensions ; surtout les responsables sont critiqués. En effet, Le Pen semble toujours avoir été très déterminé à propos de l'avenir de cette région. Par son autorité, le président a imposé ses dispositions, souvent contre la volonté des cadres locaux, comme s'il n'avait pas confiance en eux, et tout a sûrement été fait pour s'assurer le contrôle de la direction varoise, c'est-à-dire sous la garde de responsables fidèles à Le Pen. Dans le cas de Mamy, Piat et Le Chevallier, ils obtinrent leur position, probablement, grâce à leurs liens personnels avec Le Pen.

Ceux qui ont quitté le parti sont restés proches idéologiquement, c'est-à-dire qu'ils ont continué à lutter pour leurs idées politiques au sein d'autres groupuscules politiques en marge du Front, tout en gardant un certain contact avec lui.

## **L'organisation partisane « à la communiste »**

En 1995 : quelle est la base du Front national à Toulon, à la veille des élections municipales ?

Il est certain qu'un parti, ayant obtenu 37,02 % des suffrages exprimés, s'appuie non seulement sur ses militants mais aussi sur un certain soutien populaire stable. Un tel résultat suppose le soutien d'un nombre important de personnes qui défendent les idées et les valeurs du parti, luttant pour les mêmes principes.

---

<sup>159</sup> Ardid et Davin, p. 63.

<sup>160</sup> Ardid et Davin, p. 71.

Le Front national à Toulon est passé de ce que Delmonte appelle une *sous-société* au début des années 1980 à une toute autre organisation : à une véritable *contre-société* lors de sa victoire aux élections municipales en juin 1995. C'est effectivement la même stratégie que nous avons décrite auparavant, rappelant la structure du PCF.

Nous avons antérieurement exposé les débuts difficiles du parti varois, donnant au parti une certaine robustesse. Les difficultés ont engendré un noyau dur d'adhérents qui, dès la création du parti, avaient des traits communs, à savoir un passé politique coloré par l'engagement pour l'Algérie française, qui, avec les références partagées, les unissent au sein du parti. Au début, les militants étaient plus ou moins isolés, appartenant à des mouvements politiques confidentiels et parfois éphémères, en revanche, leurs expériences leur donnèrent une plate-forme identique, qui en même temps leur permit de mieux comprendre la politique. C'est de cette façon que s'est formée la conception frontiste constituant une politique personnelle et active dans le Var, possédant un vocabulaire riche en images et codes, liés à la lutte pour l'Algérie française, comme « nettoyer le terrain », « ratisser le terrain » ou « travail de rat crevé ». La conversation est remplie par ces métaphores, et nous pouvons dire que cette constance de langage permet aux militants de rester unis et consolidés en tant que groupe.

L'importance des militants reste une caractéristique du FN, non seulement dans le Var, mais les militants sont dans ce département particulièrement actifs et leur passé de l'Algérie française les unit et fortifie l'ensemble davantage. Cette assise d'activistes s'affermirait en s'organisant en groupe, et le développement du parti se fait par relations personnelles. Le militant joue un rôle primordial au FN, et il en découle une société frontiste où l'organisation et la mobilisation s'effectuent contre l'ennemi ; l'entrée au FN n'est pas seulement le passage à un parti politique, mais plutôt une entente entre les membres pour s'y organiser comme une famille associant les aspects de la vie politique et sociale, comme on le faisait au PCF. Le militant frontiste ne se contente pas de coller des affiches ou de cotiser, car son engagement le conduit également à participer aux réunions et aux autres rencontres « familiales ». Les sympathisants du Front national se recréent des liens sociaux dans le cadre du parti, comme s'il représentait pour eux une nouvelle société, possédant ses lois propres, références politiques et culturelles, et même ses propres médias.



## Les médias du FN varois

Les médias sont importants pour former l'opinion, et il en est ainsi pour les partis politiques, que ce soit pour leurs membres ou pour ceux souhaitant en savoir plus sur le parti. Les médias de l'extrême droite suivent une ligne éditoriale qui colle à l'idéologie. Ces publications servent la formation de plusieurs façons, car non seulement elles informent les électeurs, elles expliquent également aux électeurs les plus radicaux que les idées les plus « extrémistes », démenties dans les médias non-frontistes, sont encore au cœur de l'idéologie du parti.<sup>161</sup> L'extrême droite française a pu s'appuyer sur des journaux et des revues lui assurant un fort appui idéologique, et encore aujourd'hui, elle en profite : le Front national possède des journaux qui idéologiquement suivent sa ligne politique, à savoir des publications nationales comme *Les Français d'abord*, le journal officiel de Jean-Marie Le Pen ; *Rivarol* ; *Minute* ou l'officieux *National-Hebdo*.

Pour un groupement politique, il est important de disposer d'une presse, car celle-ci représente un moyen certain de garder le contact avec les adhérents et les sympathisants, et les médias donnent en même temps l'occasion de transmettre et de propager ses idées politiques, nouvelles ou non. Les organes de presse du parti participent donc largement à la diffusion des idées politiques et des références culturelles.

Le *FN 83* est un bulletin frontiste, publié pour la première fois dans les années quatre-vingt, destiné à créer des liens entre la fédération varoise et ses militants et sympathisants. Il se transformera en *National 83*.

*National 83* est donc le nom du premier journal régulier du FN dans le Var, et nous pouvons situer la parution de son premier numéro en 1985, à l'arrivée de Yann Piat. Ce premier numéro constitue plus ou moins une présentation de Piat, le directeur de la publication. Le but du bulletin est la diffusion des idées du FN, mais il sert aussi à tisser des liens entre Le Pen et ses partisans. Le journal est distribué aux militants par abonnement, c'est leur « journal de liaison », et ne se vend pas dans le réseau de distribution des kiosques.

Le bulletin présente surtout trois thèmes, dont le premier est la référence constante au président du parti et à ses actions au niveau national. Le journal se

---

<sup>161</sup> Camus, 1997, p. 172.

présente comme un organe de presse de la société que forme le parti ; il expose la culture et les idées politiques de cette société, et souvent les articles renvoient à la guerre d'Algérie ; les anciens combattants de l'Algérie française constituent son public principal. Le deuxième thème est les valeurs associées à la culture chrétienne, comme la lutte contre l'avortement, etc. Le troisième aspect est l'organisation de la fédération : on annonce aux militants les prochaines réunions ainsi que les autres activités du parti varois. En même temps, il encourage la création de rapports sociaux et humains dans l'entourage du parti, et montre un aspect très humain du parti, presque familial, en annonçant entre autres les décès des personnes proches de la fédération.

Il existe aussi un autre journal qui va aider le FN à conquérir la mairie de Toulon, *Le Patriote du Var*. Cette publication, qui paraît pour la première fois en 1989, n'est pas directement éditée par le Front, mais par l'association « Les Patriotes du Var », avec Jean-Claude Poulet-Dachary,<sup>162</sup> directeur de la publication, et Jean-Marie Le Chevallier comme directeur politique. La présentation de ce journal est distincte des deux précédents ; l'impression est plus professionnelle et le nombre de pages augmente largement. De plus, depuis le 10 octobre 1991, il est le seul journal frontiste du département à être en vente dans les kiosques à journaux, et sa ligne éditoriale évolue vers un ancrage varois, c'est-à-dire qu'il met l'accent sur les événements politiques du Var et non sur la politique nationale. Un des objectifs principaux du journal est d'attaquer la politique municipale menée par François Trucy, le maire PR de l'époque.

*Le Patriote* est donc distribué gratuitement aux cadres, tandis que les militants et d'autres intéressés peuvent l'acheter en kiosque. Le journal se montre combatif et constitue un appui activiste ; il ne s'adresse pas uniquement aux militants du parti, mais ambitionne également d'attirer de nouveaux sympathisants. Il est clair que *Le Patriote* souhaite être le journal de ce que nous appelons la société frontiste dans le Var, et il annonce les réunions du parti ainsi que celles des organisations amicales, comme Fraternité française ou Cercle national des rapatriés, ou bien les conférences organisées par ces groupes. Le journal vise à montrer une image positive du FN comme un parti convivial et humain ; un parti où l'électeur trouve plus que la

---

<sup>162</sup> Un maurassien ayant fait partie de la Légion étrangère, nommé directeur du cabinet de Le Chevallier, le maire de Toulon en 1995, assassiné à Toulon en août de la même année.

politique. Plus que ses devanciers, *Le Patriote* se présente comme le porte-parole de toute cette contre-société que constitue le Front national.

### **Une famille et non un parti politique ?**

Nous avons montré dans le chapitre précédent que le Front national offre à ses adhérents plus qu'un parti politique traditionnel par ses associations d'entraide et de sociabilité.

Delmonte affirme en effet que le Front national varois est plus qu'un parti. Il remarque que le parti forme un mouvement social dans le département, offrant beaucoup de choix à ses membres, c'est-à-dire qu'un adhérent y trouve des associations ou clubs de toute sorte : du domaine économique et social. Les militants peuvent également compter sur une aide sociale ou une assistance financière selon leurs besoins. Le parti réussit parfaitement dans sa stratégie de créer de nouveaux réseaux ; il ne s'agit pas tout simplement de politique, mais d'une infiltration culturelle par des réseaux sociaux, ce que l'on appelle une « lepénisation des esprits ». Cela est visible dans l'apparition d'associations amicales ou même dans la conquête frontiste d'anciennes organisations, ce qui fait du parti le créateur de tissus sociaux dans de nouveaux secteurs. À Toulon, cette initiative s'est avérée très efficace puisqu'il y avait peu d'associations auparavant, dès lors, ce travail de pénétration dans le vide a été efficace, d'autant plus qu'il se fait à la proximité des gens, comme par exemple dans les quartiers.

À partir de 1986, le Front national fonde plusieurs associations en même temps qu'il dispose de beaucoup de cercles amicaux. Cette méthode permet au parti de s'approcher subtilement des gens sans forcément faire de la politique, surtout là où antérieurement il n'y avait qu'un vide social. Quand une personne ne dispose pas de liens sociaux ou si elle se débat avec des problèmes économiques ou sociaux, elle sera vite séduite par une nouvelle offre ou par des paroles donnant la solution aux problèmes. Dans ce cas-là, il est facile de regarder les apparences et non ce qui est caché derrière, comme les idées politiques.

Le FN peut compter sur un électorat pied-noir dans la région, traditionnellement attiré par les idées et valeurs exprimées par le Front. La défense des rapatriés lui ouvre des horizons, sans que ces liens soient pour autant nouveaux. Or, les liens permettent au parti de s'approcher d'autres électorats sans trop d'efforts,

cette communauté de rapatriés ayant des formations implantées dans la société. Par ces affiliations, le parti gagne aussi des électeurs venant d'autres groupements.

C'est avec l'arrivée de Le Chevallier dans le Var que le Front national commence à se doter de nouveaux cercles. Au préalable, Toulon est devenu une priorité nationale à la direction du Front national, qui voyait une vraie possibilité de conquérir la direction de la ville. « Le Front anti-chômage » est conçu au début des années quatre-vingt, comme un club d'entraide, et fin 1993 est créée l'association « Mieux Vivre à Toulon » qui allait préparer le FN aux élections municipales de 1995 et former un comité de soutien à la liste des municipales. Les responsables de l'association étaient les dirigeants du Front national varois : Le Chevallier, président ; Lunardelli et Nachin, vice-présidents, ainsi que Louis Soccoja et Éliane de la Brosse, qui feront tous partie de l'équipe municipale frontiste après les élections de 1995. Cette période pré-électorale fut marquée par une intense activité où le parti cherchait à s'installer partout. Le parti profitait du mécontentement des électeurs, ranimé après l'assassinat de Yann Piat en février 1994, et du climat politique malsain de la région.

Cela sera donc le fondement idéologique de la campagne électorale du parti, et à l'origine du lancement du groupement « Mains propres dans le Var » le 12 août 1994, dont les thèmes principaux sont le caractère méprisable du personnel politique en place ; « le RPR ne lave plus blanc » et « faire confiance au FN ».

Par la création de l'association « Mains propres dans le Var », le Front national voulait être l'innovateur de la lutte contre la perversion des mœurs des responsables politiques et contre la corruption politique, et le parti cherchait à démarquer les candidats frontistes des autres politiciens. L'association symbolisait donc cette transparence politique dont souhaitait se doter le FN ; le parti devrait mettre accent sur la moralité politique contrairement à ce qu'avaient affiché en gros les autres partis en exerçant le pouvoir. Le FN prétendait être indépendant par rapport aux sociétés secrètes, telle que la franc-maçonnerie, et aux autres groupes d'influence, et les frontistes exprimaient un désir de le montrer par leur gestion.

## **Toulon : une politique frontiste réussie**

La fédération varoise est parmi les plus importantes du Front national, mais également une des plus agitées, des débuts turbulents avec des conflits personnels et luttes internes, jusqu'aux derniers changements de secrétaires départementaux

parachutés dans le Var. Longtemps une fédération d'activistes presque autonome, elle a été transformée par les interventions de la direction nationale.

Le parti, sur l'échelle locale comme nationale, est différent des autres formations politiques par ce qu'il propose. Par sa culture sociale répondant à la transition de la société moderne où l'importance de la famille est réduite par rapport à la période de l'entre-deux-guerres, le parti prétend se mettre au service des Français les plus faibles : il veut les assister pour lutter *contre* quelque chose, que ce soit le chômage ou l'immigration. En s'appuyant davantage sur le militant, le parti exige naturellement plus de lui, et souhaite que les activistes tissent de liens plus forts au sein du mouvement. Une société est donc créée au sein du parti politique ; les adhérents continuent ce travail d'infiltration et renforcent ainsi leurs réseaux sociaux. Telle était la stratégie dans le Var qui connut autant de succès. C'est dans ce climat qu'évolue et vit la fédération la plus ( ? ) dure du parti, et c'est ici que le parti remporta sa première victoire électorale dans une ville de plus de 100 000 habitants après de longues années de préparation. Car, comme nous l'avons noté, le parti avait longtemps travaillé sur le terrain varois lorsque Le Chevallier gagna les élections municipales de 1995.

## IV

### « *Concordia parva crescunt* »<sup>163</sup>

Lorsque le Front national l'emporta aux élections municipales de 1995 dans trois villes de France (Marignane, Orange et Toulon), presque la totalité des Français, mis à part les électeurs frontistes, dénoncèrent le résultat. Personne ne semblait croire qu'une majorité des électeurs dans ces villes avait pu voter en faveur du Front national, un parti politique souvent comparé aux partis fascistes ou nazis. Comment les électeurs avaient-ils pu le permettre ? La démocratie aurait-elle achevé sa mission dans la République ? En même temps, il était évident pour tous que la décision surprenante des électeurs était enracinée quelque part, et que les hommes politiques étaient en grande partie à blâmer.

Nous n'allons pas entrer dans le débat sur la survie de la démocratie dans ce mémoire, seulement rappeler au lecteur la signification du terme *démocratie*, à savoir un gouvernement installé par le peuple où les élections libres et secrètes sont un des facteurs majeurs pour assurer que la volonté du peuple soit respectée. Le vote populaire et souverain est donc un des fondements principaux de la société démocratique. Suite au succès frontiste aux élections de 1995, plusieurs

---

<sup>163</sup> « Par la concorde, les petites choses s'accroissent » ; la devise de la ville de Toulon.

commentateurs ont parlé d'interdiction du parti lepéniste, mais il nous semble que cette solution serait inefficace et mauvaise pour la République, voire contradictoire aux principes égalitaires de la démocratie. Pierre-André Taguieff avertit : « Cela [l'interdiction] pourrait être pire. Le FN ritualise et canalise, en les intégrant dans le jeu démocratique, des passions qui, sans lui, s'exprimeraient de façon beaucoup plus convulsive. »<sup>164</sup> Cependant, nous dirions avec Pierre Mendès-France : « La démocratie est d'abord un état d'esprit. »<sup>165</sup> Alors, pouvons-nous dire que la mentalité frontiste est démocratique ? Cela reste à voir. Cependant, si nous sommes contre la politique et l'idéologie du FN, au lieu d'attaquer la liberté politique, il faut se pencher sur la société et ses défaillances à l'origine du vote. Il est faux et dangereux de présumer que les gens sont bêtes, la sous-estimation ne sert qu'à opprimer, et au lieu de suivre une telle démarche, la seule voie possible est de rechercher et comprendre les causes des problèmes et du mécontentement. Étouffer les opinions extrêmes n'est pas digne d'une société démocratique – dans ce cas, que ferions-nous de la précieuse liberté d'opinion et d'expression, une des libertés fondamentales de notre société ?

Dans ce chapitre, il est question de la ville de Toulon. Nous parvenons enfin à nos recherches sur les élections municipales de 1995, où nous allons tenter de comprendre le choix des Toulonnais lors des deux tours d'élection, en particulier le vote frontiste. Quelle était la raison de la volonté et du fort désir de changer d'équipe municipale ?

De premier abord, la performance frontiste toulonnaise est facile à comprendre, tandis qu'un examen plus approfondi des conditions locales nous permet de raisonner avec précision sur le résultat. Si certains des facteurs agissant sur les électeurs sont nationaux, voire globaux, nous tenterons d'explicitier les origines du succès au niveau local, car notre compréhension ne peut être exhaustive que par une approche locale. Un tel approfondissement nous permettra également de mieux comprendre le comportement du corps électoral au niveau national et percer en partie les conceptions politiques et l'action des électeurs.

---

<sup>164</sup> *L'Express*, la semaine du 19 au 25 septembre 1995.

<sup>165</sup> Pierre Mendès-France dans *La République moderne*, cité dans le *Dictionnaire des citations françaises et étrangères*.

Pour mieux illustrer le phénomène frontiste s'achevant le 18 juin, avant d'arriver à l'analyse même, nous allons ébaucher un modèle comportant certains faits servant de points de repère au sujet de la ville de Toulon.

Le succès du FN à Toulon ne fut guère une surprise pour ceux ayant suivi la gestion néfaste de la ville. Après plus de vingt ans de pots-de-vin et d'affaires, les Toulonnais en avaient assez des hommes politiques traditionnels et optaient pour un renouvellement à la mairie. Les électeurs exigeaient que les nouveaux élus ne soient pas aussi corrompus et malhonnêtes que les anciens, qui avaient plutôt l'air de se *servir* au lieu de servir son électorat. Un autre facteur de la réussite frontiste, est la crise financière de la ville. L'omniprésence de la Marine nationale dans la ville l'a largement marquée, même aujourd'hui, car elle dépend toujours de l'État et de ses crédits, diminuant le rôle du civil. L'économie de la ville est bloquée par ces deux facteurs : un résultat fatal.

## **La ville et sa situation géographique**

La ville de Toulon, neuvième agglomération en France, est le chef-lieu du département du Var. Le Var est situé sur la Côte d'Azur où apparemment les beaux paysages, la culture, la bonne nourriture et les gens sympathiques prédominent ; bref, tout ce que l'on pourrait espérer pour mener une vie heureuse. Cependant, quelque chose ne va pas dans cette partie rêvée de la France ! De loin, tout paraît bleu, calme et ensoleillé, sentant la lavande, alors pourquoi a-t-on ce sentiment de malaise à Toulon ?

La Provence n'a été rattachée à la France qu'en 1481, et elle devient la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA) en 1956. La PACA est une région administrative rassemblant six départements, dont le Var, et elle est assez hétérogène ayant deux pôles urbains concurrents : Marseille et Nice, deuxième et cinquième villes de France.

En pensant à la Provence aujourd'hui, tout le monde imagine le soleil et le chant des cigales, la bonne vie entre montagnes et mer bleue : un des atouts principaux de la région. Même si nous songeons premièrement au tourisme comme étant l'activité économique principale de la région, deuxième région touristique de France après l'Île-de-France, il est important de rappeler que l'essor touristique,



surtout dû au climat, de la région est récent, car avant de devenir populaire, le tourisme avait été aristocratique et exclusif au début du 19<sup>e</sup> siècle.

En ce qui concerne l'emploi dans la région, le secteur tertiaire est dominant avec plus de 75 % des actifs, l'industrie n'arrive que loin derrière avec 21,1 %.<sup>166</sup> La région est dotée d'industries différentes, telle que l'industrie agro-alimentaire et plus récemment l'industrie pétrolière et sidérurgique à Fos-sur-Mer, à côté de Marseille, ou près de Nice, le technopôle prospérant de Sophia Antipolis (surtout informatique).

Toulon comptait une population totale de 160 639 en 1999, soit 6 980 personnes de moins qu'en 1990, tandis que l'agglomération toulonnaise, rassemblant 18 communes, recensait 456 086 habitants, soit plus de la moitié de la population du département.<sup>167</sup>

L'arrière-pays du département, où sont pratiqués la polyculture (céréales, olives, vigne, fleurs et arbres fruitiers) et l'élevage ovin, endure depuis un certain temps un exode vers le littoral industrialisé et surtout tertiarisé, représenté par Toulon et Brignoles, où l'on exploite le bauxite.<sup>168</sup>

La ville de Toulon est située au pied du Mont Faron (542 mètres), un des massifs calcaires dominant la ville au nord. En montant à son sommet, parmi les quelques pins et chênes épargnés par les incendies réguliers, il est possible de contempler la ville qui de là-haut paraît bleue, belle et tranquille. C'est ici, parmi les fortifications, que se trouve le musée Mémorial du Débarquement allié en Provence, destiné à commémorer la libération du sud-est de la France. Du sommet, on voit son port, dominé par deux rades naturelles, une à l'est et l'autre à l'ouest, ainsi que les plages du Mourillon, proches du centre-ville. Le Mourillon, le cap Brun et la Mitre sont les quartiers bourgeois de Toulon.

## **Histoire (militaire) de Toulon**

Pour écrire l'histoire de Toulon, il faut remonter quelque deux mille ans dans l'histoire et regarder les premiers marins romains qui arrivèrent dans la rade, voyant ce site protégé par les montagnes qui l'entourent. Ces Romains y fondèrent une colonie - le

---

<sup>166</sup> <http://www.webencyclo.com/articles/articles.asp?iddoc=00002125>

<sup>167</sup> [http://www.insee.fr/fr/insee\\_regions/provence/rfc/chiffres\\_cle.htm](http://www.insee.fr/fr/insee_regions/provence/rfc/chiffres_cle.htm) et [http://www.recensement.insee.fr/RP99/rp99/wr\\_demopage.affiche?p\\_id\\_nivgeo=P&p\\_id\\_loca=8399&p\\_id\\_princ=E\\_DEMO&p\\_theme=ALL&p\\_typeprod=ALL&p\\_langue=FR](http://www.recensement.insee.fr/RP99/rp99/wr_demopage.affiche?p_id_nivgeo=P&p_id_loca=8399&p_id_princ=E_DEMO&p_theme=ALL&p_typeprod=ALL&p_langue=FR)

<sup>171</sup> <http://www.webencyclo.com/articles/articles.asp?iddoc=000029b7>

port de Telo Martius, l'antique Toulon, fut établi par Antonin en l'an 150 après Jésus-Christ. Toulon resta longtemps un bourg sans grande importance, et à l'époque la cité fut souvent pillée par les pirates et les Sarrasins, les comtes de Provence et les vicomtes de Marseille ne souhaitant pas venir à son aide.

La localisation remarquable de Toulon ne commence à être vraiment « appréciée » que lors du rattachement de la Provence au royaume de France en 1481, à la mort de Charles III. Le Var devient département en 1790 par un vote de la Constituante.

Lorsque la Provence devient une province française, les hommes d'État commencent de s'occuper de la ville, et le développement de Toulon se fera au gré des rois et des ministres, et jusqu'à nos jours, la ville servira de port de guerre. L'histoire de Toulon a toujours été liée à la volonté du pouvoir politique ; la ville doit son développement et sa situation économique pour la plus grande partie aux décisions des monarques successifs, comme nous allons le voir.

Sous Louis XII, la ville entreprit des travaux, et elle fut fortifiée par la construction des tours à l'entrée du port. Suite aux démolitions des troupes de Charles Quint en 1524 et 1536, une nouvelle enceinte fut construite sous Henri IV en 1589. En 1639, Richelieu décida d'établir une marine de guerre et de faire de Toulon le centre stratégique de tous les armements maritimes de la Méditerranée. Colbert, ministre des finances de Louis XIV, fut un des hommes politiques les plus importants pour l'avenir de Toulon. C'est en effet Colbert qui décida de vouer le port de Marseille aux activités marchandes et de réserver Toulon comme port de guerre. Il fit appel à Vauban,<sup>169</sup> et commença en 1679 l'agrandissement de l'arsenal. Louis XIV décida d'agrandir la ville pour laisser de la place aux projets de Vauban, des opérations qui modifièrent définitivement la physionomie de la ville, et le long des siècles suivants, Toulon vit amplifier ses fonctions militaires.

En 1720, la ville est fortement touchée par la peste, venant de Marseille ; d'après les estimations, 15 000 (ou plus) des 26 000 citadins en périssent. Le 18<sup>e</sup> siècle commence alors mal pour Toulon. La ville se relèvera par la suite avec des projets urbains d'après le style classique de l'Antiquité, entrepris pour transformer le visage de la ville.

---

<sup>169</sup> Maréchal de France, rallié à Mazarin et nommé ingénieur du roi, Vauban aura la charge de commissaire général des fortifications.

Les tensions de la Guerre de succession d'Autriche (1740-1748) et la croissance économique liée à la multiplication des armements militaires, marquent la reprise des travaux à Toulon : la Marine décide d'y faire construire un arsenal plus moderne et fonctionnel.

C'est à la même époque que Louis XV décide de supprimer le Corps des Galères et de l'attacher à la Marine Royale.<sup>170</sup> Dès lors, Toulon dut recevoir les bagnards, et le bagne y survécut jusqu'en 1873.

Avec la multiplication des guerres, le rôle de Toulon s'amplifie et se renforce ; cela signifie en même temps que la ville dépend largement et toujours de l'État et des dispositions économiques de ses ministres, dont on verra les résultats lorsque débute la démilitarisation suite à la « fin des guerres » en Europe. Pourtant, Toulon reste au centre des préoccupations des chefs militaires, et doit ses infrastructures à sa fonction militaire : la ville et ses habitants vivent de l'Arsenal.

La Révolution engendre des insurrections en Provence. À l'occasion d'un mouvement contre-révolutionnaire, les Britanniques proposent aux Toulonnais de leur garantir et protéger la ville, mais les habitants n'exécutent pas la contre-partie, à savoir le désarmement de la flotte, alors les Britanniques occupent la ville royaliste pendant l'été 1793.<sup>171</sup> Bonaparte, avec les armées de la Convention, entreprend des opérations grâce auxquelles il délivre la ville des Britanniques en décembre 1793. Ensuite, l'Empereur entamera la reconstruction de la flotte, pour la plus grande partie détruite par les Britanniques.

À cette époque, de nouvelles tâches furent confiées à Toulon et son port. Bonaparte partit de la rade pour sa campagne d'Italie en 1796 et pour son expédition d'Égypte en 1798. En outre, la marine était très active dans la Méditerranée ; à Toulon, des modernisations et des reconstructions de la flotte et de l'arsenal eurent lieu, et avec la conquête d'Alger en 1830, la nouvelle fonction de la ville comme port de guerre de l'empire colonial fut entamée, ce qui donna lieu à un grand nombre d'investissements modifiant les fonctions de l'Arsenal, de telle sorte que l'entretien de la flotte et non plus la construction devint l'activité principale de Toulon. Les navires qui allaient à Alger, partaient du port de Toulon, de même pour beaucoup des expéditions allant vers l'outre-mer, l'Afrique occidentale, l'Indochine, ou le Mexique

---

<sup>170</sup> Il semble que la tradition d'utiliser des condamnés comme rameurs sur les galères royales remonte jusqu'au 15<sup>e</sup> siècle. Leur base d'origine était Marseille.

<sup>171</sup> À la fin de l'Ancien Régime, l'Arsenal obtint ses lettres de noblesse.

(1862). C'est aussi du port de Toulon que partit Dumont d'Urville pour découvrir l'Antarctique, et dans le port de Toulon que l'on débarqua les premiers eucalyptus ou mimosas d'Australie sur la côte d'Azur ; l'Obélisque de Louxor, aujourd'hui dressé sur la place de la Concorde à Paris ; ou la *Vénus* de Milo, ramenée de Grèce par ce même Dumont d'Urville.<sup>172</sup>

Au début du 19<sup>e</sup> siècle, la Marine française était parmi les premières au monde ; elle fut modernisée et avec les nouvelles technologies, la ville de Toulon renforça son rôle de port colonial, d'où partaient les convois vers l'outre-mer, que ce soit vers Oran ou Shanghai. Le tournant de la ville fut l'année 1939, lorsque éclata la Seconde Guerre mondiale.

Le 27 novembre 1942, lors de l'occupation allemande de la zone libre, la flotte française se saborda à Toulon pour ne pas tomber aux mains des Allemands. Le 15 août 1944, les Alliés débarquèrent en Provence, et une semaine plus tard, la ville de Toulon fut libérée par les troupes du général de Lattre de Tassigny. La ville fut bombardée à maintes reprises pendant la guerre, et suite aux dévastations, il faudra des années à Toulon, au port comme à la ville, pour renaître de ses cendres. Les monuments de la ville seront restaurés, y compris les deux grandes tours à l'entrée du port.

Au milieu des années 50, avec le commencement de la guerre d'Algérie en 1954 et l'indépendance de la Tunisie en 1956, Toulon reprend son rôle de premier port de guerre français ; encore une fois les événements politiques ainsi que les décisions des dirigeants politiques arbitrent l'avenir de la ville qui est dotée de nouvelles fonctions liées à l'Arsenal.

Depuis 1989 et la fin de la guerre froide, la ville de Toulon est encore frappée par les événements internationaux. De plus, la France étant membre de l'Union européenne, elle est obligée à participer à l'harmonisation de la défense des pays membres. La Défense nationale est donc contrainte à réviser ses projets pour l'avenir ; les dépenses militaires ont été diminuées, ce qui affecte énormément Toulon et ses habitants. Cependant, l'Arsenal est toujours l'employeur le plus important du département avec 22 000 militaires et 10 000 civils vivant grâce à elle, et 60 % du tonnage de la Marine nationale y est encore basé.<sup>173</sup>

---

<sup>172</sup> <http://www.toulontourisme.com/toulon.htm>

<sup>173</sup> <http://www.netmarine.net/forces/operatio/toulon/aujourd.htm>

Un grand avantage pour la ville de Toulon, est que l'on y trouve le seul port militaire français de la Méditerranée. Son positionnement géographique l'aide davantage, car située à proximité de la Yougoslavie, du golfe Persique et du Moyen-Orient, il est facile de partir de là pour les troupes françaises ou celles de l'Union, voire de l'OTAN. C'est un positionnement stratégique que Brest, l'autre port militaire de la France, ne peut que lui envier.

Le chef-lieu varois est la plus grande ville du département, ainsi qu'un des plus grands conglomérats urbains de la région, seulement dépassé par Marseille et Nice. C'est notamment ce voisinage qui pour beaucoup de Toulonnais est, et a été, difficile à vivre et dont la ville a souvent souffert.

### **Toulon - la ville bleue blessée**

Le Front national l'emporta aux élections municipales à Toulon après une campagne basée sur un programme affichant quatre priorités : préférence nationale, sécurité, baisse des impôts et restauration culturelle.

Tout d'abord, pour illustrer combien le programme frontiste était adéquat à Toulon, il convient de présenter la situation sinistrée de la ville à l'époque.

Quand nous avons choisi de concentrer notre attention sur l'histoire *militaire* de Toulon, c'est parce que la ville fut créée pour et par l'État. L'Arsenal et la Marine dominant la ville, encore aujourd'hui, même si leur impact économique est moins fort qu'il ne l'était. Blanchard dit que l'identité des Toulonnais est empreinte par le fait que la ville a toujours souffert de cette dépendance de l'État et que les responsables sont restés fidèles aux décisions prises ailleurs.<sup>174</sup> En même temps, la ville a toujours été protégée par le pouvoir, par ceux qui aujourd'hui la mettent en difficultés. C'est une sorte de relation « je t'aime, moi non plus » avec l'État. Voilà également le danger de la ville, car comment forger son propre destin tout en dépendant de quelqu'un ?

Le taux de chômage du département est toujours supérieur au taux national, et au moment des élections municipales, le taux s'élevait à Toulon à 18 % !<sup>175</sup> De plus, l'endettement lourd de la ville compliquait sa situation financière : les

---

<sup>174</sup> Blanchard, pp. 3.

<sup>175</sup> *Libération* le 18 juin 1995.

investisseurs étaient très réticents et la ville étouffait. De plus, son taux de fonds publics de 71 % sur le revenu de la ville, est le plus élevé en France.<sup>176</sup>

En arrivant à Toulon, on sent nettement que la cité diffère des autres villes de la côte. L'avenue de la République, la voie principale pour arriver en ville, est parallèle au bord de la Méditerranée, pourtant l'automobiliste ne la voit pas à cause d'une rangée de hauts immeubles. Avec la reconstruction de la ville après la guerre, les Toulonnais ont perdu la vue sur la mer : un de leurs principaux atouts naturels. Ces hauts bâtiments, dus à l'architecte Jean de Mailly, ont remplacé les logements bombardés pendant la guerre. Aujourd'hui, les appartements de ces immeubles sont pourtant appréciés pour leur emplacement, notamment comme résidences secondaires. Au rez-de-chaussée se trouvent des magasins de souvenirs et des cafés. Le centre-ville de Toulon est désert, presque abandonné, et pratiquement sans touristes. Pendant la journée, on y trouve quelques piétons et des gens faisant leurs courses, mais le soir, les ruelles restent vides, à part quelques Maghrébins.

Toulon est une cité hétérogène et évoque des images divergentes, car elle n'est pas seulement une ville noire, comme le dit Virginie Martin.<sup>177</sup> Contrairement aux aspirations des dirigeants, la modernisation du centre, aménagée ces dernières décennies, paraît étrange. L'architecte Jean-Michel Bailly explique ainsi les raisons de sa physionomie :

« C'est vrai, avant, il y avait des villages, ils ont été englobés par la ville, mais ont gardé leur autonomie. Ici le centre ne joue pas son rôle de pôle. Or, en France, le centre-ville est primordial. C'est un point de repère pour chaque individu. À Toulon, la population a tourné le dos au centre car il est principalement habité par les populations issues de l'immigration et plus à l'ouest fréquenté par les prostituées et les marins : c'est le quartier de Chicago. En perdant le centre ville, les Toulonnais ont perdu leurs racines et leurs références. »<sup>178</sup>

Les quartiers de la ville semblent avoir été créés sans plan d'ensemble, c'est-à-dire qu'ils ne collent pas les uns aux autres. Le fait que les différentes catégories socioprofessionnelles vivent séparément renforce le sentiment de discontinuité, c'est-à-dire qu'en général, les quartiers sont habités par une seule classe sociale, ce qui évidemment résulte en une ségrégation et une marginalisation des immigrants.<sup>179</sup>

---

<sup>176</sup> *Libération*, le 19 mai 2000.

<sup>177</sup> Martin, p. 19.

<sup>178</sup> Entretien avec Jean-Michel Bailly, architecte, 3 juillet 1995, dans Martin, pp. 20-21.

<sup>179</sup> Martin, p. 22.

Une grande ville comme Toulon se heurte à des problèmes différents dont certains sont renforcés par le fait que l'on se trouve dans le plus grand port militaire de France et ici, comme dans bien d'autres ports dans le monde entier, les marins trouvent des rues chaudes avec des prostituées, dans le quartier de Chicago. La ville de Toulon connaît depuis des décennies la complexité de populations d'origine ethnique et de cultures différentes, toutes mélangées dans cette ville militaire où seules les cigales et la mer les unissent. Sa position géographique fait qu'elle a reçu des vagues d'immigrés ; des flux migratoires ont marqué la ville, d'abord venus d'Espagne et d'Italie, les immigrants se sont adaptés à la ville, et ensuite sont arrivés les pieds-noirs à la fin des années 60, et finalement, ces dernières années, sont arrivés d'autres groupes d'immigrants, notamment des Maghrébins. Quand bien même les Provençaux ayant l'habitude d'intégrer des immigrants depuis des siècles, ils ont eu du mal à accepter ces derniers venus de l'autre côté de la Grande bleue. Pourquoi ?

Ce qui pourrait l'expliquer, est le fait que les Maghrébins viennent d'un autre continent, cela signifie que les différences culturelles sont plus importantes qu'elles ne l'étaient avec les Italiens ou les Espagnols, des peuples latins avec le même héritage culturel et religieux. Une autre explication de l'hostilité est le chômage, car beaucoup de gens ont tendance à penser que les immigrants ne viennent que pour chercher du travail alors qu'il n'y en a pas, même pas pour « nous ». Le sociologue Michel Wieviorka, explique l'hostilité envers les immigrants ainsi :

« C'est en fait la même logique. Les uns, niés dans leur identité, la crient en ayant recours à la violence. C'est une manière de dire qu'ils existent. Les autres, menacés dans leur identité, l'affirment en rejetant l'autre, en votant pour le FN et pour la préférence nationale. »<sup>180</sup>

Ce racisme populaire est basé sur la peur de l'exclusion dont le travailleur immigré : « [...] est perçu comme celui dont le statut social, vulnérable et dévalorisé est l'image vivante de ce que bon nombre d'ouvriers et d'employés français craignent de devenir un jour. »<sup>181</sup> À cela s'ajoute la crainte d'être un jour le concurrent de cet immigré, signe de dégradation et d'humiliation, ce qui fait de l'attaque la meilleure défense.

---

<sup>180</sup> Directeur de recherche à l'École des Hautes Études en sciences sociales, cité dans Martin, p. 29.

<sup>181</sup> Alain Bihr dans *Le Monde diplomatique*, décembre 1995.

## « La justice pour tous, les faveurs pour mes amis »<sup>182</sup>

« Je suis le parrain du Var », déclara Maurice Arreckx après l'assassinat de Yann Piat, devant des journalistes le 25 février 1994 à Hyères, pour tenter de contrecarrer toute accusation d'implication dans le meurtre de la députée ; une déclaration différemment interprétée par les témoins qui l'ont comprise avec une connotation mafieuse et non religieuse. *Parrain* est un terme évoquant la mafia et les traditions affaireuses, pour ne pas mentionner les pots-de-vin et le clientélisme.

Né le 13 décembre 1917 en Haute-Vienne, mort d'un cancer le 21 mars 2001, Maurice Arreckx entra en politique à la Libération en 1944. Il fut élu conseiller municipal à Toulon en 1953, pour être élu maire en mars 1959 ; une charge qu'il occupa jusqu'en 1985, lorsqu'il choisit comme son successeur François Trucy. Arreckx quitta Toulon pour présider le conseil général du Var où il succéda à son rival historique dracénois et socialiste, Édouard Soldani. Arreckx présida le conseil général jusqu'en 1994.

Avant les élections municipales de 1995, la scène politique varoise semblait être bien définie, clairement divisée en deux : au nord, c'était le rose, incarné par le socialiste Édouard Soldani, tandis que le bleu commandait le sud par son leader incontestable, Maurice Arreckx. Le Parti républicain contrôlait donc les grandes villes du sud du département, Toulon, Draguignan, Brignoles, Fréjus ; et Arreckx présidait le conseil général. Le maire toulonnais, était aussi un homme politique sur le plan national : il est élu député PR dans la troisième circonscription en 1978, et en 1986, il est réélu à l'AN, mais choisit en septembre de la même année de devenir sénateur.

Arreckx était bien aimé par les Toulonnais, mais sa gestion fut catastrophique et à son propre profit ; surtout son aménagement urbain est critiquable, car il fit « construire n'importe quoi n'importe où », et son projet de tunnel routier, par exemple, a « enrichi les grandes sociétés, profité aux notables et endetté durablement les Toulonnais. »<sup>183</sup> Même s'il ne fut pas le seul à profiter du climat affairiste du département, Arreckx se révèle l'instigateur du système, sur la scène ou

---

<sup>182</sup> Aurait été la maxime d'Arreckx pendant ses années à la mairie de Toulon.  
[http://www.chez.com/constit/Toulon\\_parrain.html](http://www.chez.com/constit/Toulon_parrain.html)

<sup>183</sup> *Le Monde diplomatique*, juillet, 1996.



plus tard dans les coulisses, il introduisit bien des pratiques douteuses et prit de nombreux contacts auprès du milieu.<sup>184</sup>

Omniprésent pendant un demi-siècle, l'importance du long règne d'Arreckx est considérable. En 1974, il obtint le transfert de la préfecture du département de Draguignan à Toulon. Cette décision, prise avec le soutien du président de la République, Valéry Giscard d'Estaing, fut décisive pour la ville pour sortir de son complexe d'infériorité.

Dans son éditorial du 11 octobre 1994, c'est-à-dire huit mois avant l'élection de Le Chevallier, *Var-Matin*, le journal local de Toulon se demande : « Le Var arrivera-t-il un jour à sortir la tête de l'eau ? ». Il évoque ensuite l'assassinat de Yann Piat et l'incarcération de Maurice Arreckx comme les deux événements déclenchant la découverte ou plutôt la mise à jour de « la *spirale infernale* [c'est nous qui soulignons] dans laquelle sont entraînés plusieurs responsables varois. » Le journal fut en effet responsable d'une partie des révélations concernant les « participants » du « système politico-affairiste mafieux du Var ». <sup>185</sup> Nous n'allons pas énumérer tous les défaits qu'ont commis les dirigeants politiques du Var, seulement en mentionner quelques-uns.

Ce fut donc le meurtre de Yann Piat qui déclencha la longue suite de révélations sur les affaires dans le Var. Piat, l'ancienne députée frontiste, fut tuée pour avoir évoqué l'alliance impétueuse entre la politique et le milieu dans le Var. Piat avait même écrit une lettre deux ans avant sa mort qui, au lendemain de l'assassinat, parvint au bureau d'un policier où elle accusa des responsables politiques d'infractions économiques.<sup>186</sup> Après l'assassinat, beaucoup de théories sur ce meurtre furent lancées. André Rougeot, journaliste au *Canard Enchaîné*, et Jean-Michel Verne, journaliste indépendant, écrivirent en 1997 le livre *L'affaire Yann Piat. Des assassins au cœur du pouvoir*, où ils accusèrent François Léotard, député-maire PR de Fréjus à l'époque, et Jean-Claude Gaudin, maire PR de Marseille à l'époque, d'avoir commandité le meurtre. D'autres livres, parmi lesquels *Ils ont tué Yann Piat*, de Claude Ardid et Jacques-Marie Bourget de 1995, lancèrent aussi des théories sur les relations entre Piat, les politiciens du Var et le milieu. Quoi qu'il en soit, avec l'enquête sur l'assassinat et les faits ainsi dévoilés, on découvrit que Jean-Louis

---

<sup>184</sup> <http://www.lapolitique.com/elections/municipales/toulon.cfm>

<sup>185</sup> *Le Var-Matin*, le 15 octobre 1994.

<sup>186</sup> <http://www.soirillustre.be/3409yannpiat.html>

Fargette savait qu'Arreckx et un de ses conseillers avaient obtenu des commissions en concédant des contrats, c'est-à-dire qu'ils avaient pratiqué le clientélisme à la mairie...<sup>187</sup> Tout le monde était au courant de leurs démarches et des relations qu'ils entretenaient - peut-être parce qu'ils étaient tous dans la même situation ? De toute façon, François Léotard dit à propos de l'ancien président du conseil général : « Que M. Arreckx ait connu Fargette [...], petit à petit, ça se savait ! »<sup>188</sup>

Piat, surnommée « Madame Propre », après sa lutte contre la drogue et la mafia, gênait les héritiers de Fargette. La députée aurait également menacé le milieu en dénonçant les liens entre les hommes politiques du Var et les gens du milieu, luttant pour garder le contrôle des trafics locaux.<sup>189</sup> Yann Piat avait fait peur à beaucoup de gens quand elle déclara la guerre contre la « mafia varoise », chose qui fit trembler à la fois les élus locaux et les grands hommes politiques varois, et leurs alliés du milieu, puisqu'ils craignaient tous les conséquences de l'engagement de Piat pouvant ébranler et finalement faire tomber leur système.

« Tous » paraissaient avoir connaissance des pratiques des politiciens et des liens qu'ils entretenaient avec le milieu, pourtant, comme si de rien n'était, personne ne le commentait, au contraire, beaucoup faisaient avec. Il en allait de même pour ceux qui voulaient s'établir dans la région, puisqu'ils savaient qu'il fallait s'adapter au système et y consentir pour acquérir des contrats :

« Tout le monde savait. Pour les marchés publics, nous savions que les devis coûtaient 20% plus cher que dans le reste de la France, en prévisions des pots-de-vin. Et que la même entreprise - Campenon-Bernard, filiale BTP de la Générale des eaux - raflait tous les marchés. »<sup>190</sup>

Maurice Arreckx fut le premier homme politique inculpé pour avoir monté ce système politico-mafieux subordonnant l'intérêt général au profit personnel. Cependant, Arreckx et Trucy ne sont pas les seuls responsables varois à être impliqués dans des affaires, la liste est longue. Nous ne mentionnons que quelques-uns mis en examen : le président de la Chambre de Commerce de Toulon et du Var,

---

<sup>187</sup> Né à Toulon, Fargette crée en 1973 le Comité d'action de la majorité, en soutien à la droite toulonnaise, et à Arreckx en particulier. Étant le chef de la pègre de Toulon, il s'exile en Italie en 1983, d'où il continue à diriger ses affaires. On le surnommait « la Savonnette », puisqu'il avait toujours glissé entre les mains de la justice. Cet ancien caïd toulonnais fut tué dans son refuge italien en 1993. *L'Humanité*, le 13 mai 1998.

<sup>188</sup> <http://www.multimania.com/nech/piat/3act1605.html>

<sup>189</sup> *L'Express*, la semaine du 5 au 11 décembre 1996.

<sup>190</sup> André Bertrand, professeur d'économie et vice-président régional de la Ligue des droits de l'homme, cité dans « Toulon, ville amirale du FN », *Le Monde diplomatique*, juillet 1996.

Pierre Meiffret ; Jean Michel, ancien maire de Signes ; François Hérisson et Charles Scaglia, anciens maires de La Seyne-sur-Mer, commune voisine de Toulon.

Déchu de ses derniers mandats, l'ancien maire de Toulon est interné à la prison des Baumettes à Marseille en 1994, et le 16 décembre 1996, il est condamné à deux ans de prison ferme pour une affaire de pots-de-vin, et à plus d'un million de francs d'amende. Il est libéré en 1998 pour raison de santé, mais il est de nouveau condamné le 2 juin 2000 à trois ans de prison ferme pour recel et abus de biens sociaux (1 795 000 francs de la part de Campenon Bernard Sud, filiale de la Compagnie Générale des eaux, en contrepartie du marché public de travaux concernant la construction de l'École d'ingénieurs de Toulon) et à quatre millions de francs d'amende par le tribunal correctionnel pour avoir perçu sept millions de la part d'entreprises de travaux publics, somme placée en Suisse.<sup>191</sup> Ayant fait appel de ce jugement, il se trouve en liberté quand il meurt le 21 mars 2001.

Jusqu'à sa mort, Arreckx va nier toute relation avec le milieu tout en disant au procès contre les assassins présumés de Piat à Draguignan : « Ces gens-là ont tous les torts du monde mais ils ont de l'honneur, une parole et de la fidélité que je n'ai pas souvent rencontrés dans les milieux politiques. »<sup>192</sup>

## **Héritier du parrain, maître des affaires urbaines**

Pilier de la mairie depuis 1971, François Trucy du PR fut désigné comme le successeur d'Arreckx par ce dernier en 1985.

Trucy naquit à Toulon en 1931. Ce médecin d'une famille bourgeoise était le directeur d'un laboratoire d'analyses médicales lorsqu'en 1971, il fit son entrée dans la politique toulonnaise au conseil municipal. Il fut élu conseiller général du Var en 1976, réélu en 1982, l'année où il devint premier adjoint de la ville sous Arreckx. Il siégea au conseil régional de la PACA de 1978 à 1982. Élu sénateur du Var en 1986, Trucy est réélu en 1995. Aujourd'hui il est sénateur du groupe des Républicains et Indépendants.<sup>193</sup>

---

<sup>191</sup> Arreckx alla en Suisse déjà au début des années 80 pour ouvrir un compte, celui qui sera nommé « Charlot ». Plus tard il ira ouvrir d'autres comptes. Pour ses enfants ! Le nom du compte de son fils sera « Spirou », tandis que sa fille choisira le nom de « Waterloo »...

<sup>192</sup> <http://www.censure.org/archives/arreckx.htm>

<sup>193</sup> Martin, p. 67 et [http://www.senat.fr/senfic/trucy\\_francois.html](http://www.senat.fr/senfic/trucy_francois.html).

Même si Trucy est Toulonnais d'origine, il est connu pour être moins « provençal » dans ses mœurs que son devancier, plus bourgeois. Tout en voulant rester fidèle aux habitudes d'Arreckx, Trucy eut, dès le début, l'intention de compenser tout ce qui n'avait pas été fait par son prédécesseur pendant l'administration de celui-ci. Trucy décida alors d'entamer de grands travaux dans la ville pour moderniser le centre-ville et de proposer de nouvelles activités culturelles aux citoyens.

C'est donc avec Trucy à la tête de la municipalité que l'urbanisme à Toulon prend une nouvelle direction. Au début de son mandat, Trucy prévoit un programme pour la renaissance du centre. Quelque temps après son élection au poste de maire, il justifie sa stratégie politique :

« C'est l'effondrement qui a donné l'alarme. Un effondrement lié à différents symptômes : circulation automobile très difficile, raréfaction des commerces qui deviennent de plus en plus désuets ; insalubrité de nombreux immeubles, surpopulation et forte concentration de population étrangère à majorité maghrébine, paupérisation et vieillissement des habitants. Sur le plan économique, la situation n'est guère plus brillante : à la crise se sont ajoutés les ravages de la concurrence occasionnée par l'installation de grands centres commerciaux à la périphérie de Toulon. D'où une hémorragie très inquiétante des commerces traditionnels vers cette même périphérie. » <sup>194</sup>

Trucy avait sûrement raison à propos de l'économie et des problèmes que connaissait la ville, mais il ne réussit pas pour autant ses projets urbains, au contraire, il commit toutes les violations possibles en matière d'urbanisme. S'il aspire à introduire sa ville dans l'âge de la modernité, il en résultera un renouvellement hâtif au-dessus des moyens de la ville. Devant la dégradation du centre-ville, la municipalité de Trucy engagea des opérations qu'elle considérait nécessaires pour régénérer à la fois la qualité de la vie, l'économie de la cité et les finances locales. Faute d'avoir procédé à une analyse préalable de l'état de ses finances, la ville démarra une politique de grands travaux sans rapport avec ses capacités de financement.

La Zone d'aménagement concerté (ZAC) Mayol est le « grand méchant loup » des affaires urbaines de Trucy. Située au centre-ville, la ZAC fut le pire des projets de Trucy. Par son plan de renouvellement, Trucy adopta un programme « comportant la création d'un vaste quartier doté d'équipements publics et privés

---

<sup>194</sup> Dans *Le Quotidien de Paris*, le 27 décembre 1985, cité dans Martin, pp. 69-70.

dans une zone d'aménagement concertée près du stade Mayol et la rénovation des quartiers de la vieille ville. »<sup>195</sup> Les études préalables ainsi que par la suite la concession de l'aménagement, en 1987, furent confiées à la société d'économie mixte toulonnaise d'aménagement et de développement du centre-ville (SEMTAD) ; créée pour la circonstance. La réalisation du Palais des congrès, le palais Neptune, fut l'occasion de modifications techniques et financières très importantes, et au lieu de payer 30 millions francs pour 4000 m<sup>2</sup>, le coût définitif fut de 176 millions pour 7300 m<sup>2</sup>. Un hôtel était prévu dans le projet du Palais, cautionné par la ville jusqu'à 50 millions de francs ; un hôtel soumis à la liquidation au milieu des années 90. En 1987, on avait prévu que la participation financière de la ville atteindrait 127,7 millions, mais la facture communale monta jusqu'à quelque 394 millions de francs, taxes déduites, une grosse somme qui représente une fois et demie le produit annuel de la taxe professionnelle perçue par la ville.

Trucy fit construire un grand centre commercial au milieu de la ZAC pour répondre à la crise du commerce toulonnais : une action regrettable ! Le centre Mayol est identique aux centres commerciaux que l'on trouve dans d'autres villes, avec ses lumières artificielles, il s'oppose symboliquement au marché provençal traditionnel, situé au cours Lafayette, à deux pas de là. Le centre commercial, ouvert en 1990, aggrava la situation de la ville en rendant superflus les petits commerces du vieux centre-ville : 24 % des presque deux mille locaux commerciaux et boutiques sont aujourd'hui vides ou abandonnés. Les ruelles au cœur de la ville ont vu disparaître leurs clients et, par la suite, leurs marchands. Les Toulonnais eux-mêmes sont contents d'avoir un assortiment de magasins et de marchandises tel qu'un grand centre commercial peut leur offrir, mais en même temps la ville perd une de ses caractéristiques : la vitalité de son centre. Depuis 1995, le nombre des commerces de détail a chuté de 16 %.<sup>196</sup>

Dernier projet de Trucy, et non le moindre, était la construction de la Maison des technologies. Le problème est évidemment de caractère financier, car le budget initial fut largement dépassé : d'une somme prévue de 55 millions on passa à un montant de 140 millions de francs ! La construction de la Maison des technologies fut un scandale en soi, toutefois aggravé par les pots-de-vin....

---

<sup>195</sup> Extrait tiré du rapport public de la Cour des Comptes 1997 : « Les opérations d'aménagement et de rénovation urbaine de la ville de Toulon », cité sur [http://www.marianne-en-ligne.fr/98-01-12/e\\_a3.htm](http://www.marianne-en-ligne.fr/98-01-12/e_a3.htm)

<sup>196</sup> *Le Monde*, le 5 février 2001.

Si les intentions du maire étaient bonnes, les finances de la ville étaient insuffisantes pour bien accomplir ses projets :

« De 1988 à 1994, la commune a arrêté les comptes de chacun des exercices en déficit, malgré une augmentation de la pression fiscale et de l'endettement. Le résultat global et cumulé des opérations budgétaires a atteint – 278,4 millions en 1994, la dette en capital représente 1,48 année de recettes courantes et 11 262 francs par habitant. »<sup>197</sup>

Autre surcharge financière : si ces projets ont coûté cher aux Toulonnais, leurs ordonnateurs en ont bénéficié largement ! Et là réside évidemment un des problèmes principaux, car Trucy montrait ainsi qu'il continuait la ligne « affaireuse » d'Arreckx. Suite à l'assassinat de Yann Piat, la gestion de Trucy est passée au crible par les enquêteurs, et il en ressort que Trucy aurait truqué le marché pour favoriser une filiale de la Générale des eaux.

Trucy était également associé à une autre affaire, celle de Toulon Communications (TOCO), une organisation paramunicipale qu'il présidait. Cette organisation visait à assurer la communication de la ville, mais elle aurait reçu 103 millions de francs du budget municipal pendant la gestion de Trucy, et ce dernier est déclaré comptable de fait le 12 avril 1995.<sup>198</sup> Un rapport de la Cour régionale des comptes montre que « l'indépendance de TOCO par rapport à la mairie n'était qu'une " indépendance de façade " et les règles statutaires de fonctionnement n'étaient pas appliquées. »<sup>199</sup> En plus d'être déclaré comptable de fait, Trucy est déclaré inéligible, ce nonobstant, il obtient un répit pour les élections municipales de 1995.

La crise financière de la ville de Toulon est surtout due à la réhabilitation ratée du vieux Toulon, telle qu'elle fut lancée en 1991 par François Trucy. Ses projets ambitionnaient entre autres la restauration de 3000 des 7000 logements existants et la réimplantation de 3000 à 6000 m<sup>2</sup> de commerces. Toutefois, la rénovation ne fut pas effectuée comme prévue : en 1995, seulement 1650 logements étaient réhabilités.

---

<sup>197</sup> [http://www.ccomptes.fr/Cour-des-comptes/publications/rapports/rp1997/cdc62\\_6.htm](http://www.ccomptes.fr/Cour-des-comptes/publications/rapports/rp1997/cdc62_6.htm)

<sup>198</sup> *Le Var-Matin*, le 7 mai 1995.

<sup>199</sup> Martin, p. 75.

## L'identité provençale et la préférence de l'extrême droite

Les fondements de l'identité des Provençaux remontent à l'époque où la Provence fut rattachée au royaume de France. Longtemps indépendante, cette région ne fut reliée à la France que tardivement, et ses habitants ont gardé une mentalité d'autonomie et de résistance contre l'ordre établi. Géographiquement éloignés de Paris, ils sont régionalistes, ce qui fait qu'ils sont premièrement Provençaux et fiers de l'être avant d'être Français, l'accent et le patois leur distinguant des « autres ». Loin de Paris, il est facile de se distinguer, et cette sorte de volonté souveraine reste au cœur des Provençaux.

Le long des siècles, la Provence a accueilli des vagues d'immigration, et même si leur identité a été modifiée et influencée par ces nouveaux arrivés, les Provençaux sont assez déterminés de la garder, car comme le dit Martin, ils sont fiers de ce qu'ils sont ; dans leur acceptation de certains idéaux provençaux, à l'exemple de Charles Maurras, leur nationalisme de fond apparaît.<sup>200</sup> Le fondateur de la ligue de l'Action française était originaire d'une famille provençale : « L'œuvre de Maurras ne se sépare pas de la ville provençale de Martigues où celui-ci naquit. »<sup>201</sup> Il défendit l'identité du Sud, la région et l'héritage romain contre l'influence décadente et capitaliste du Nord. L'antisémite et pétainiste Maurras s'allia à Frédéric Mistral, auteur provençal et lauréat du prix Nobel de littérature. Mistral adhéra à la Ligue de la patrie française et devint lui aussi un nationaliste tenace et convaincu. Il prôna la réunion du peuple latin, qu'il considérait comme le seul moyen de maintenir la primauté de cette espèce. Une autre figure de proue provençale est Léon Daudet, fils d'Alphonse Daudet. Ce publiciste antisémite était inspiré par Édouard Drumont, et adhéra à la ligue antisémite. En 1904, il rejoignit Maurras à l'Action française, et quand l'AF se dota d'un quotidien, il devint le rédacteur en chef.<sup>202</sup> Daudet écrit aussi un ouvrage sur la Provence exaltant la supériorité de la culture provençale, un livre xénophobe et antisémite.<sup>203</sup>

La plupart des idées du Front national coïncident avec les idées régionalistes et nationalistes de ces intellectuels provençaux. La Provence est une région

---

<sup>200</sup> Op.cit., pp. 24-30.

<sup>201</sup> Julliard et Winock (dir.), pp. 772-773.

<sup>202</sup> Julliard et Winock (dir.), p. 336.

<sup>203</sup> Martin, p. 26.

conservatrice et catholique, traditionnellement de droite, à l'image de ce que nous allons voir ; les Provençaux ont l'habitude de soutenir les tendances politiques d'extrême droite. Dans ce contexte, la ville de Toulon s'est montrée parmi les plus jusqu'au-boutistes. L'héritage dont profite le parti lepéniste date au moins d'un siècle, et les idées ont été nourries par les tendances et personnes prônant cette politique le long du 20<sup>e</sup> siècle. En matière de l'emploi, la région est très traditionnelle, l'agriculture étant un des secteurs les plus importants, et le sud de la France a été une des régions les plus touchées par les crises économiques et sociales ces dernières années. Le conservatisme de la région s'oppose à la modernisation et aux nouvelles idées venant de l'étranger. Les coutumes traditionalistes marchent la main dans la main avec les idées du FN qui prônent la famille et les valeurs classiques.

Max Weber (1864-1920), sociologue allemand, divise l'Europe en deux dans son livre *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*. Il y fait une distinction dans le domaine du travail entre les pays catholiques du Sud et les pays protestants du Nord. L'éthique protestante est essentielle au développement du capitalisme, symbole du progrès individuel et de la modernité, plus présent au Nord que dans le sud de l'Europe. Il en est de même pour la France, puisque les régions du Sud sont plus traditionnelles et plus catholiques que les régions du Nord. Pour notre étude, la distinction weberienne est valable sur deux plans : d'une part, en matière de valeurs, la Provence étant plus traditionnelle que les régions du Nord, et, d'autre part, elle l'est aussi dans le domaine économique. Évidemment, le FN souhaite être le parti de tous les Français, selon sa propre définition, cependant, son programme est plus susceptible d'attirer un public défendant les mêmes idées que lui-même, à savoir l'ensemble des idées protégeant une France traditionnelle et catholique faisant de la famille l'élément rassembleur de la nation, et donc indispensable à l'identité française.

## **Les élections dans le Var**

Le département du Var, ou encore la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, se distinguent du reste de la France pour ce qui est de la popularité de l'*extrême droite*. Nous le voyons très clairement à travers les résultats des élections des années 1990, cependant le résultat de l'élection présidentielle de 1965 révèle déjà l'alliance PACA-extrême droite : tandis que Jean-Louis Tixier-Vignancourt n'obtient que 5,19 % sur



l'ensemble du pays, 15,85 % des électeurs varois lui sont favorables, un résultat largement dû à la forte présence des rapatriés d'Algérie dans le Var.

Les élections européennes de 1984 démontrent pour la première fois que le FN dispose d'un avenir politique dans la région PACA. Nous avons vu l'importance de ces élections pour le parti au niveau national, dans la région PACA le parti encaisse 19,08 % des voix et dans le Var 19,96 % des suffrages exprimés ; le parti est le deuxième parti de la région après l'Union des droites classiques.<sup>204</sup> À Toulon, le vote frontiste est encore plus élevé avec 22,3 % des voix ; ainsi commence donc la véritable ascension électorale du Front. Aux élections suivantes, la tendance est similaire ; Toulon sera toujours le bastion frontiste dans le Var, juste un peu devant le reste du département. Aux élections européennes de 1989, le FN obtient 22,86 % des voix dans le Var et 28,32 % à Toulon. Aux élections législatives de 1993, le Front national réalise 21,5 % dans le Var et presque 27 % à Toulon.

Le premier tour des élections municipales de 1995 ne survient que cinq semaines après l'élection présidentielle, dans la région PACA nettement remportée au second tour par Jacques Chirac. Pourtant, le score élevé de Le Pen lors du premier tour donne des soucis aux hommes politiques, car il encaisse 21,57 % des suffrages en PACA ; il arrive même en tête dans le Vaucluse (23,11 %), dans le Var (22,35 %) et dans les Bouches-du-Rhône (21,42 %). Dans le Var, Toulon s'impose, vu que Le Pen y recueille à peu près 24 % des voix, c'est-à-dire que le résultat de la ville de Toulon est supérieur à la moyenne départementale. La préparation sur le terrain a réussi. Les sondages « sortie des urnes » de l'élection présidentielle en font la preuve : en 1995, les électeurs frontistes votent premièrement en fonction du programme du parti ; un phénomène nouveau, car avant, la dimension de la personnalité (du leader) était essentielle pour le vote.<sup>205</sup>

La majorité du corps électoral de Toulon penche vers la droite, et une partie importante vers *l'extrême droite* ; la ville est bien préparée à l'arrivée de Le Chevallier et de son équipe.

---

<sup>204</sup> Martin, p. 92.

<sup>205</sup> Viard, pp. 92-93.

## Le rôle des rapatriés

Si beaucoup de rapatriés quittent l'Afrique après le référendum sur l'autodétermination de l'Algérie le 8 avril 1962, un nombre important d'Européens sont déjà partis dès le début de 1962, car ils ne croient plus à une Algérie française ; alors commence l'exode vers la « mère patrie » ; cette France que beaucoup d'entre eux n'ont jamais vue. Aux mois de juin et de juillet 1962, les rapatriés s'embarquent pour la France au nombre de 8000 à 9000 par jour, au total, environ un million de pieds-noirs rentrent d'Algérie en France pendant ces deux mois ; la plupart débarquent dans le port de Marseille. La région toulonnaise accueillera environ 30 000 rapatriés, et entre 18 000 et 19 000 s'établissent dans la ville de Toulon, soit un dixième de la population, ce qui va modifier la composition de son électorat.<sup>206</sup>

Par leurs relations et leurs expériences collectives, les nouveaux arrivés en métropole forment un groupe assez homogène. La « trahison » du général de Gaulle est une de ces expériences, et peut-être la plus importante, ce qui va colorer leurs sentiments politiques et qui explique également en partie leur préférence de l'extrême droite, défendant fermement l'Algérie française :

« C'est un peuple d'une grande immaturité politique qui arrive en métropole. Un peuple qui ne réagit pas aux événements, mais aux hommes, à coups de haine ou de reconnaissance. C'est ce qui lui tient lieu d'engagement. »<sup>207</sup>

Cette tradition semble se maintenir. Si le Front national favorise les thèses anti-immigration, beaucoup de pieds-noirs le soutiennent, surtout ses thèses anti-maghrébines du type : « S'ils ont volé notre pays une fois (en Algérie), ils ne le feront pas une deuxième fois en métropole. » Pourtant, il est important de rappeler que déjà en Algérie, l'extrême droite était une force politique de poids. Parmi les Européens en Algérie, qui progressivement se considéraient comme les « perdants » de la guerre, les tendances de l'extrême droite avaient toujours connu un succès, renforcé par l'aggravation de la guerre et par la crainte de voir le gouvernement français céder au Front de Libération Nationale (FLN). L'Algérie était française, alors comment de Gaulle pouvait-il l'abandonner ? La guerre renforça les opposants du

---

<sup>206</sup> *Libération*, le 19 mai 2000.

<sup>207</sup> Georges Boutigny, le président de l'Amicale des anciens de la province d'Alger, cité dans *Le Monde*, le 2 mars 2001.

régime, c'est-à-dire les adversaires du général de Gaulle. C'est au cours de l'année 1960 que l'on pouvait observer l'apparition de deux organisations activistes clandestines ambitionnant l'union des partisans de l'Algérie française des deux côtés de la Méditerranée : le modéré Front de l'Algérie française (FAF), et le Front national pour l'Algérie française (FNAF), qui avait dans ses rangs un certain Jean-Marie Le Pen...<sup>208</sup> L'Organisation armée secrète, l'OAS, fut créée officiellement en février 1961, regroupant les partisans de l'Algérie française. Par des actions terroristes en métropole et en Algérie, l'OAS s'efforça à rendre difficile tout accord avec le FLN, toutefois, l'organisation extrémiste était surtout antigaulliste.

Lors du référendum sur l'autodétermination de l'Algérie, une partie importante des électeurs toulonnais marquèrent leur désaccord avec la stratégie politique du général de Gaulle ; le pourcentage des non s'élève à 15,44 % dans la ville. Le résultat s'explique d'une part par le vote de la communauté des rapatriés. D'autre part, il faut rappeler la présence massive de militaires à Toulon ; la plupart d'entre eux contre le général. Le résultat est bien supérieur à la moyenne nationale, 90 % des suffrages exprimés en France disent « oui ». La ville de Toulon manifeste son hostilité au général à une autre occasion aussi : le 15 août 1964, lors d'une visite au Mémorial du Mont Faron, le général de Gaulle y échappe à un attentat.

## **Le vote frontiste à Toulon**

Les succès électoraux du Front national aux élections municipales de 1995 furent d'une grande importance symbolique pour l'extrême droite, surtout sa victoire à Toulon ; la première ville de plus de 100 000 habitants conquise par le Front fut remportée avec 37,02 % des voix.

Qui sont donc les électeurs qui votent Front national à Toulon ?

Nous avons déjà ébauché la composition sociologique du parti au niveau national en exposant les étapes menant à sa structure telle qu'elle était au milieu des années 1990. Les données résultent de sondages électoraux des élections présidentielles, tandis que l'objet de notre étude est une élection municipale sans enquêtes sur l'électorat particulièrement liées à celle-ci. Pour cette raison, notre

---

<sup>208</sup> Pierre Milza, p. 318.

étude de l'électorat frontiste toulonnais est le produit de résultats présentés auparavant.

La conquête des trois municipalités provençales fut le résultat d'efforts menés pendant des années ; en effet, surtout la ville de Toulon avait depuis longtemps été au cœur de la stratégie politique du parti où les cadres avaient voulu ancrer le parti dans le Sud pour accroître sa respectabilité auprès des Français ; il leur fallait également un laboratoire pour mettre en pratique les conceptions frontistes.

Une analyse des élections après-guerre à Toulon montre que la ville a plus ou moins toujours été de droite. À la Libération, l'électorat toulonnais choisit le RPF, et après un court interrègne de la gauche, les militaires et les bourgeois conservateurs et catholiques font élire comme maire Maurice Arreckx, déjà conseiller municipal, en 1959.

Nous avons vu que la communauté pied-noir vote traditionnellement très à droite, et tout semble affirmer que la tradition se maintient en 1995. Jean-Yves Camus avance une autre thèse pour nous éclairer sur le vote des rapatriés, car dès leur arrivée en métropole, cette communauté avait connu des problèmes d'intégration, et après avoir été déçus et ignorés par les partis politiques traditionnels pendant des décennies, les rapatriés se sont tournés vers le FN pour protester contre cette classe politique qui les avait abandonnés.<sup>209</sup> D'une certaine façon, cela est vrai, mais pas toujours. Dans le cas d'Arreckx, il avait toujours des rapatriés sur ses listes et pendant son règne, il leur offrait des emplois à la mairie. Il avait donc la confiance de la communauté toulonnaise : « Il était des nôtres et ça... on l'a tout de suite senti », affirme une octogénaire toulonnaise.<sup>210</sup> À l'arrivée des pieds-noirs en 1962, Arreckx devient antigaulliste et aura par la suite le soutien de beaucoup des rapatriés d'Algérie, un nombre important de ses électeurs ayant été membres de l'OAS. Arreckx continue de soutenir cette communauté, en 1976, il inaugure à Toulon l'unique monument en France à la gloire de l'Algérie française : « L'Algérie française (1856-1962) à ses martyrs ».

Toulon a cependant une autre particularité ; son statut militaire. Comme nous l'avons dit, l'Arsenal emploie à peu près 30 000 personnes dans le Var, un grand nombre d'entre eux à Toulon, et l'on estime qu'un tiers des employés, militaires et

---

<sup>209</sup> 1997, p. 80.

<sup>210</sup> Citée dans *Le Monde*, le 2 mars 2001.

civils, a voté FN.<sup>211</sup> Les conséquences des transformations de l'Arsenal sont d'une grande envergure, et dans ce département déjà largement atteint par le mal du chômage, et par son programme, le Front national est apparu comme le seul parti favorable à la survie de la Marine, le seul défenseur d'une armée française renforcée.

### **« Opération mains propres dans le Var »**

Tel fut un des slogans des frontistes les préparant aux élections municipales de Toulon, choisi pour marquer que ses dirigeants ne trempaient pas dans les affaires comme les responsables de tous les autres partis, un mot d'ordre rappelant des campagnes semblables du même nom en Italie.

Le 12 mai, à la publication de sa liste aux élections : « Mieux vivre à Toulon », Jean-Marie Le Chevallier rappela qu'il était en faveur d'une « politique conservatrice bien comprise plutôt que les grands équipements comme le Palais Neptune ou la Médiathèque » qui correspondaient, selon lui et son parti, à « autant d'échecs du maire sortant. »<sup>212</sup>

La campagne électorale frontiste fut entamée bien avant 1995. Avec le parachutage de Le Chevallier dans le Var en 1988, une nouvelle époque commença pour le parti ; les stratégies à long terme se montraient enfin très efficaces ! Le Chevallier dit à propos de l'avenir du parti dans la région : « [...] j'ai rapidement compris que Toulon était un jardin qu'il fallait cultiver. »<sup>213</sup>

Pendant le printemps 1995, le FN était le parti qui faisait la campagne la plus active avec un bon programme, une idéologie bien définie et beaucoup de militants sur le terrain. En outre, il était le seul à bénéficier tant de la situation locale. Les responsables de la fédération toulonnaise incitaient ses adhérents et sympathisants à aller dans la rue pour discuter avec les gens, une stratégie appelée l'Action Politique de Proximité (APP). Depuis 1989, tous les samedis, les Toulonnais rencontraient des frontistes au centre-ville et sur les marchés. Ils étaient là pour parler et discuter avec les électeurs et pour la distribution des tracts, toute occasion était une bonne occasion !

---

<sup>211</sup> *Le Monde diplomatique*, juillet 1996.

<sup>212</sup> Cité dans le *Var-Matin*, le 13 mai 1995

<sup>213</sup> Martin, p. 101.

« Nous faisons campagne depuis six ans, nous avons tracté tous les samedis, nous sommes intervenus sur tous les sujets nationaux ou locaux, de Maastricht à la gestion municipale. Nous étions les seuls à faire ça, à part les communistes, mais eux le faisaient de manière plus pépère. »<sup>214</sup>

Tandis que les autres partis discutent longuement, le Front national agit, telle est une des caractéristiques du parti, car il dispose d'un grand nombre de militants prêts à lutter pour sa politique ; une action militante qui consiste à conquérir de nouveaux terrains. Jean-Pierre Liparoti, permanent à la fédération varoise et responsable des questions juridiques, affirme que la stratégie frontiste est bel et bien une tactique de diversité pour tisser des liens partout, une stratégie accomplie avant les élections : « On a aujourd'hui [ juillet 1995] un bon capital d'élus, sur le terrain ils font un très beau travail, ils ont des contacts avec le monde économique, administratif, ils sont parvenus à crédibiliser le discours et ses hommes. »<sup>215</sup> Ce tissage de liens, cette sous-société frontiste, telle que nous l'avons décrite, renforce le parti pendant la campagne, car disposant d'une telle structure partisane ferme, presque militaire, il est facile pour les responsables de diriger une lutte efficace, vu qu'au FN, le chef décide et les masses exécutent ses décisions loyalement.

Carl Lang, le stratège du FN, introduisit et dirigea une tactique de marketing approuvée par Le Pen, à savoir que les candidats aux élections devaient se démarquer du parti pour faire valoir leur implantation locale et leur indépendance par rapport à Paris et Le Pen. La stratégie était donc simple ; la discrétion combinée avec l'implantation locale des candidats.

La campagne électorale était une campagne frontiste allégée, toutefois on mettait l'accent sur quelques thèmes typiques : premièrement, le parti veut instaurer la préférence nationale pour l'allocation des assistances et logements sociaux ; deuxièmement, le FN veut améliorer la sécurité par une augmentation du nombre d'agents de la police municipale. En troisième lieu, le parti exige une diminution des impôts locaux et il veut mettre fin à l'accroissement de la fiscalité locale (par une remise en cause de toutes les subventions aux associations et de tous les marchés publics, etc.). En quatrième lieu, le parti souhaite changer l'offre culturelle et renoncer à l'élitisme pour une culture plus populaire. En cinquième et dernier lieu, il faut mettre

---

<sup>214</sup> Jean-Marie Le Chevallier à propos de la campagne dans Martin, p. 94.

<sup>215</sup> Martin, p. 97.

fin à la corruption et au gaspillage des biens publics, c'est-à-dire une stratégie de *nettoyage politique* à Toulon.<sup>216</sup>

Les frontistes ont bien joué leurs cartes ; ils ont mis le doigt sur les points faibles des autres partis en même temps qu'ils ont tenté de – et sont parvenus à – donner une image d'eux-mêmes comme des gens accueillants, sérieux et travailleurs ; en s'orientant vers la politique régionale, voire toulonnaise, ils ont montré leur ancrage local. En même temps, il ne fallait pas oublier de démontrer le sérieux de sa politique en rappelant qu'on pensait aussi aux questions nationales ou encore internationales, mais à une moindre échelle.

La politique locale du Front lui donnait des atouts, car préalablement, ses responsables n'avaient jamais été au pouvoir, donc il n'y avait rien à leur reprocher. Aux yeux des Toulonnais, donc, ce privilège dont jouissaient les frontistes les aidait énormément, car en plus de sa crédibilité, la popularité du parti fut renforcée par leur honnêteté incontestable, donc pour les Toulonnais, il s'agissait d'offrir le bénéfice du doute au novice ; Le Chevallier, qui n'avait pas fait de mal à quiconque dans le Var, et qui, tout compte fait, était le meilleur candidat au poste de maire.

Un autre avantage pour le parti était la présence des multiples associations du parti, à Toulon comme ailleurs. Le Front faisait en 1995 ce qu'il pouvait pour capter l'électorat pied-noir, déjà séduit par le programme du parti. Le Front dispose naturellement de la FNJ (Front national de jeunesse), symbole de solidarité et d'entraide, qui est un mouvement visant à aider les jeunes, et qui souhaite être, comme la totalité des associations amies du parti, une branche amicale.

Le Front national a également profité de l'appui des militaires, soutien indispensable à Toulon, et la liste du FN était la seule à comprendre des militaires à la retraite. Le travail d'ancrage politique dans ces milieux date depuis longtemps, car non seulement il est de tradition de voter conservateur, voire très à droite dans l'Armée, mais en 1995, le FN avait mené des actions dans ses entourages depuis des années. Le 8 juin 1991, lors des journées de l'artillerie à Draguignan, Le Chevallier y avait participé avec trois officiers de réserve responsables départementaux du FN.<sup>217</sup> Il y a aussi une forte présence de militaires et d'officiers dans les rangs du parti : beaucoup de cadres frontistes sont des militaires de réserve, retrouvant dans le programme du parti les valeurs d'antan ; travail, famille et

---

<sup>216</sup> Viard, p. 120.

<sup>217</sup> Camus et Monzat, p. 409

patrie, telles qu'elles sont appréciées par les conservateurs, ceux qui votent Front national par adhésion à ses idées. L'ancien directeur de l'Arsenal, André Gemp, était un des défenseurs de Le Chevallier et présent dans le comité de soutien de celui-ci avec trois amiraux.<sup>218</sup> Si l'histoire montre que les militaires votent à l'extrême droite, le Front national s'efforça d'attirer ce milieu dès 1989 en vue des élections municipales - et présidentielles - de 1995.

« On a énormément crédibilisé nos discours auprès des marins depuis six ans. Pendant la campagne présidentielle, Le Pen a adressé un document à l'attention des marins. Cela a été un des éléments de la construction de notre victoire. Toujours pendant la campagne présidentielle, Jean-Marie Le Pen a fait un discours à l'opéra de Toulon sur la Défense nationale. »<sup>219</sup>

### **Le 18 juin : c'est gagné !<sup>220</sup>**

En 1995, la ville de Toulon était gouvernée par les mêmes hommes politiques depuis un demi-siècle, représentant ce que Virginie Martin appelle « une offre politique vieillissante ». <sup>221</sup> Quand bien même, ces mêmes politiques se sont présentés de nouveau aux élections municipales de 1995 ; au total, *neuf* listes sont proposées aux électeurs, dont quatre dissidentes, et la droite traditionnelle se présente avec trois candidats !

La première liste est celle du maire sortant ; François Trucy de l'UDF-PR. La seconde, la liste de la gauche plurielle (PS-PC-Radical), est dirigée par Christian Goux. La liste du Front national a à sa tête Jean-Marie Le Chevallier. Les listes qui suivent sont plus composites, c'est-à-dire qu'elles sont un mélange de dissidents et d'autres candidats ne trouvant pas leur place dans le système, tel que Louis Colombani, ancien adjoint de Trucy et député PR de Toulon. Le conseiller général et régional, Louis Bernardi, RPR, se présente également, ainsi que Jacques Croidieu, dissident UDF. Guy Durbec, ancien député socialiste, se propose comme candidat indépendant après s'être brouillé avec Goux concernant la liste PS. Jacques Pizzole est le candidat des écologistes, et enfin nous trouvons Gérard Estragon à la tête

---

<sup>218</sup> Samson, p. 166.

<sup>219</sup> Jean-Pierre Liparoti, responsable à la fédération du Var, cité dans Martin, pp. 120-121.

<sup>220</sup> Cf. p. 6.

<sup>221</sup> P. 110.



d'une liste représentant l'extrême gauche et quelques verts. Ce dernier aurait voulu être sur la liste de l'union de la gauche, mais :

« Il n'y avait pas de priorités politiques dans ce qu'ils nous ont proposé, leur tête de liste était ridicule, et en guise d'ouverture ils nous ressortaient de leurs placards les apparatchiks locaux, les petits professionnels de la politique, alors pour nous, c'était clair, on ne partait pas avec eux. »<sup>222</sup>

Si nous choisissons de citer Estragon, c'est pour illustrer le fait qu'au moment des municipales, le milieu politique toulonnais se heurte à des divisions et à des querelles, au sein des partis comme entre les partis dans l'opposition. Les désaccords ne se terminent pas avant les élections, tant s'en faut, puisqu'ils battent leur plein entre les deux tours.

Au printemps 1995, les querelles politiques toulonnaises ravagent donc la droite comme la gauche, et il paraît que même le soutien à la candidature de Trucy est loin d'être unanime au RPR. Le problème, qui se posera, est que Marc Bayle, fils d'un ancien député gaulliste du Var, adjoint de Trucy et travaillant avec Alain Juppé au Ministère des affaires étrangères, avait été contacté, par le RPR pour venir dans le Var. Initialement, le parti voulait lui offrir la première place sur sa liste, mais au lieu d'investir Bayle, il désigne Trucy comme le candidat officiel du parti. De toute façon, Marc Bayle ne conteste pas officiellement la décision de son parti par crainte de se voir exclu, pourtant la controverse est ouverte au début de la campagne électorale et il annonce à maintes reprises : « Votez pour qui vous voudrez, mais pas pour Trucy. »<sup>223</sup> De telles divisions profondes à l'intérieur d'une force politique sont nuisibles, surtout lorsqu'on n'arrive pas à y mettre fin et qu'elles continuent à dégrader le milieu. Trucy présente une liste rajeunie et renouvelée pour compenser sa condamnation, cependant, son cas s'aggrave lorsque sont mis en examen les quatre enfants d'Arreckx le 1<sup>er</sup> juin pour « recel d'abus de confiance et recel d'abus de biens sociaux ». <sup>224</sup> De nouveau, les affaires suspectes du PR sont mises au jour.

Le *Var-Matin* écrira le 13 juin :

« Une fois de plus donc, le Var et plus spécialement sa « capitale » sont au centre d'un débat aux conséquences nationales. Après avoir, en 1988, élu le seul député FN de France [...], et avoir choisi l'an dernier un conseiller général de ce même parti dans le 6<sup>e</sup> canton de Toulon, les électeurs varois

---

<sup>222</sup> Estragon, cité dans Martin, op.cit., p. 12.

<sup>223</sup> Martin, op.cit., p. 115.

<sup>224</sup> Le *Var-Matin*, le 2 juin 1995.

vont-ils confier la gestion de leur plus grande ville à des conseillers municipaux d'extrême droite ? »

Le premier tour des élections municipales de 1995 a lieu le dimanche 11 juin, et lors du scrutin, la formation politique dominante du Var, l'union des droites UDF-PR, réalise des scores médiocres dans un certain nombre de villes. Tel est aussi le cas à Toulon, où le maire sortant, François Trucy, avec 23,17 % des suffrages exprimés perd 22,5 % de son soutien électoral acquis en 1989 et se retrouve en deuxième position derrière Le Chevallier, ayant réalisé un score exceptionnel : 31,02 %, soit un renforcement de 10,7 % par rapport aux élections municipales de 1989.<sup>225</sup> La liste de l'Union des gauches, menée par Christian Goux du PS, arrive en troisième position avec 21,67 %. Le taux d'abstention est très élevé ; 41,76 % des électeurs toulonnais choisissent de se taire lors de l'élection de leur propre maire ! Les électeurs des partis extrémistes sont normalement proportionnellement plus nombreux à se rendre aux urnes quand la participation est faible, comme à Toulon. La gauche paie le prix de ses dissensions : tous les quartiers traditionnellement à gauche ont voté pour Le Chevallier, et comparé au deuxième tour des élections présidentielles de 1981, la gauche perd plus de vingt pour cent dans certains bureaux des quartiers les plus populaires.<sup>226</sup>

Les autres listes obtiennent des scores plus maigres : Colombani (aussi de l'UDF-PR) décroche 9,61 % des voix ; Bernardi (RPR) 4,87 % ; Croidieu 3,13 % ; Durbec en gagne 2,59 %, tandis que les écologistes parviennent à 2,16 % et la liste Estragon, divers gauches, n'encaisse que 1,74 % des suffrages.

Que nous disent ces résultats ?

Le score frontiste lors du premier tour à Toulon est caractéristique pour le FN. Si nous comparons les résultats à ceux des élections municipales de 1989, le parti semble consolider, voire renforcer son rôle dans la plupart des villes moyennes et grandes en France. Le parti est le vainqueur dans les villes souffrant de divisions de la droite traditionnelle, comme à Toulon, où il est en position d'arbitre. Comparé au premier tour de l'élection présidentielle le 23 avril, Jean-Marie Le Chevallier devance même son chef, Jean-Marie Le Pen, dans la préfecture du Var. Le Chevallier déclare le 12 juin : « Avec un programme sérieux, c'est le fruit de dix ans de travail sur le

---

<sup>225</sup> *Le Monde*, le 13 juin 1995.

<sup>226</sup> Ardid et Davin, op.cit., p. 140.

terrain. »<sup>227</sup> Tandis que les frontistes se réjouissent de leur bon score, les autres partis s'inquiètent. La consolidation du FN alerte les forces politiques traditionnelles, mais ne parvient pas à les réconcilier pendant la semaine séparant les deux tours, au contraire, les partis restent inconciliables.

Le Pen en personne va venir à Toulon entre les deux tours pour soutenir son candidat lors d'une réunion à l'Opéra de Toulon : « La présence de Le Pen est plus qu'un symbole et agit comme un véritable électrochoc politique. »<sup>228</sup>

Le bureau national du PS demande à tous ses candidats de se retirer au second tour là où ils ne sont pas à même de l'emporter et où le FN pourrait gagner l'élection ; un retrait soumis à la condition que le candidat de la majorité sortante apporte toutes les garanties nécessaires. Christian Goux, en revanche, refuse de se retirer à Toulon : « Entre corruption et fascisme, j'ai fait mon choix. C'est mon devoir de me maintenir. »<sup>229</sup> Le candidat socialiste à Nice fait pareil, puisque le candidat de la droite, Jacques Peyrat, est un ancien frontiste.

Comme les querelles se poursuivent, Colombani, un des candidats de la droite traditionnelle, appelle même ses électeurs de voter à gauche lors du second tour. Contre la volonté de ceux qui voulaient à tout prix faire battre les frontistes, les trois premières listes du premier tour se maintiennent lors du second tour, en faisant un triangulaire entre Trucy, Goux, et Le Chevallier.

Si le nombre de votants augmente de plus de 10 000 le 18 juin, soit 9,56 % de plus qu'au premier tour, affichant une certaine mobilisation de l'électorat, le nombre d'abstentions demeure élevé, 32,21 %. En même temps, les résultats du 18 juin confirment ce que les électeurs avaient exprimé une semaine avant, et le Front national empoche la majorité avec 37,02 % des suffrages exprimés.

---

<sup>227</sup> Cité dans le *Var-Matin*, le 13 juin 1995.

<sup>228</sup> Martin, op.cit., p. 136.

<sup>229</sup> Cité dans Ardid et Davin, op.cit., p. 142.

**Table 1** : les résultats des élections municipales 1995 de Toulon. Sources : *Le Monde* du 13 et du 19 juin 1995.

<i>1<sup>er</sup> tour</i>			<i>2<sup>e</sup> tour</i>	
<b>Inscrits</b>	110 200		110 200	
<b>Votants</b>	64 171	58,23 %	74 704	67,79 %
<b>Exprimés</b>	62 757	56,95 %	72 604	65,88 %
<b>Abstentions</b>	36 029	41,76 %	35 496	32,21 %
Le Chevallier (FN)	19 471	31,02 %	26 879	37,02 %
Trucy – div. droites (UDF-PR)	14 543	23,17 %	25 279	34,81 %
Goux (PS)	13 602	21,67 %	20 446	28,16 %
Colombani (UDF-PR)	6 034	9,61 %		
Bernardi (RPR)	3 062	4,87 %		
Croidieu (div. droites)	1 966	3,13 %		
Durbec (div.)	1 628	2,59 %		
Pizzole (écologistes)	1 358	2,16 %		
Estragon (div. gauches)	1 093	1,74 %		

Même sans avoir la majorité absolue, c'est une victoire décisive pour le parti, car ce résultat lui donne 41 des 59 sièges au conseil municipal. Les derniers sièges sont répartis entre la droite classique qui en dispose dix, un grand changement pour ceux qui longtemps étaient majoritaires à Toulon ; les communistes en gagnent trois, le même nombre que les socialistes, tandis que les radicaux en encaissent deux. Avec ses 18 sièges, l'opposition ne pourra jouer son rôle que difficilement.

Le résultat traduit clairement l'avis des Toulonnais pour ce qui est de leur ancienne équipe municipale : le corps électoral manifeste son refus des affaires et du clientélisme. Maintenant c'est au FN et partiellement à la gauche de tirer profit de l'échec de la gestion pendant des décennies de la droite traditionnelle. Cette élection est aussi décisive parce qu'elle rompt la tradition de succession ; auparavant, il était possible de prédire sans difficulté qui allait être responsable d'une ville dix ans plus tard, car par la cooptation, les responsables varois suivaient la ligne du chef ou du patron. En arrivant au pouvoir, Le Chevallier bouscule le statu quo du système

politique varois, ce qu'il explique ainsi : « [...] ils ont opté pour un véritable changement. [...] Il faut que les élus respectent le suffrage universel. [...] Nous avons des idées, un bon programme et une capacité de travail qui a déjà fait ses preuves. Nous réussirons Toulon. »<sup>230</sup> Les autres partis, en revanche, sont obligés de tirer des leçons des élections. Ils doivent reconsidérer leurs stratégies et opter clairement pour un renouvellement.

### **Toulon – « la cauchemarville » ?<sup>231</sup>**

La ville de Toulon, est en ruines. Les problèmes qui pèsent sur les habitants ont pris une dimension de plus en plus importante au fil des dernières années. Le taux de chômage est très élevé, l'endettement de la ville représente l'équivalent de son budget, soit 1,5 milliard de francs, et de plus, la population est en baisse.<sup>232</sup> Des initiatives ont été prises pour redresser surtout l'économie de la ville, mais il est difficile de faire ressortir une ville de ces cendres rapidement après de longues années d'abandon.

Comment expliquer cette forte présence d'habitudes affaireuses dans le Var ?

Tout d'abord, le clientélisme est de longue tradition dans le Sud, en France comme en Italie ; nous n'allons pas entrer dans les détails sur la mafia et les milieux criminels, seulement rappeler la coutume. Il est nécessaire d'évoquer pour le lecteur les difficultés dans lesquelles se sont trouvés les Varois pour ne pas parler des Toulonnais, alors dans ce contexte il n'est pas étonnant que la droite varoise ait pensé aux anciennes coutumes tout en songeant aux exploits de ses cousins de la Côte. Les politiciens se sont dit qu'eux aussi, ils voulaient profiter des secteurs économiques par lesquels ont réussi les « autres ». Les responsables se sont donc consacrés à se lancer dans de nouveaux projets concernant l'immobilier et le tourisme, comme les ports de plaisance ou les casinos, des activités au demeurant respectables et profitables

Les relations entre le monde politique et le milieu sont entrelacées depuis des décennies. La tradition veut que le pouvoir et l'argent vont main dans la main, ainsi tout dépend d'alliances, que ce soit dans le domaine de la politique ou de

---

<sup>230</sup> Jean-Marie Le Chevallier, cité dans le *Var-Matin*, le 19 juin 1995.

<sup>231</sup> D'après l'expression du *Monde diplomatique*, juillet 1996, à propos du grand nombre d'affaires, du mélange politique-milieu et du détournement de l'argent public dans la ville.

<sup>232</sup> *Le Monde*, le 5 février 2001.

l'entreprise. Cette tradition de clientélisme dans le Sud, commandée par la mafia et par l'habitude d'entraide, fait que la corruption et la collusion entre le politique et le milieu dominant le quotidien politique.

La corruption entraîne nombre de conséquences sociales et économiques ; elle fait croître en même temps la violence et l'instabilité politique. Une région qui est victime de tels agissements déplorables n'attire pas les gros investisseurs. À cause du coût des pots-de-vin, et parce que l'on ne sait jamais quand surviendront les prochaines exigences d'argent, on évite d'y placer ses capitaux. Cela signifie qu'en effet, la corruption est la plus répandue là où elle fait le plus de mal, puisqu'elle engendre une croissance économique faible, qui encore renforce le mal. Le département du Var, victime d'affaires politico-mafieuses pendant des siècles, en a souffert beaucoup.

Comme nous l'avons souligné, la ville de Toulon, ainsi que les communes aux alentours, dépendent des « autres ». Lorsque l'on y ajoute les affaires dont le Var est la cible, il est évident que tout devient difficile. Lors des élections, les électeurs toulonnais n'ont pas épargné les politiques toulonnais ayant montré leur incapacité d'un côté à résoudre les problèmes posés par la société, et de l'autre côté, leur impéritie de répondre aux aspirations de l'électeur. chercheur

Pierre Tafani, qui étudie la corruption et le clientélisme, connaît bien la région, et il remarque que :

« Les systèmes politiques ou les affaires sur la Côte d'Azur sont d'abord marqués par les relations clientélares. [...] Par les services rendus à telle ou telle communauté ou groupe d'intérêts, on s'attache mieux les fidélités nécessaires que dans les réseaux où les intérêts sont plus transversaux. Au centre de ce rapport, il y a cet indéfinissable attachement personnel, presque intime, extrêmement humain en tout cas, au personnage politique. »<sup>233</sup>

Qu'est-ce que donc le *clientélisme* ?

*Le Petit Robert* donne cette définition : « Pour un homme ou parti politique. Fait de chercher à élargir son influence par des procédés démagogiques d'attribution de privilèges. » Cela signifie qu'une personne abuse de sa position pour obtenir quelque chose ou ce à quoi elle n'a pas droit. C'est une culture sociale et un système personnel qui consistent à s'attacher des personnes ou des groupes. Nous avons montré la signification qu'ont les valeurs traditionnelles dans le sud, y compris

---

<sup>233</sup> Cité dans *Le Nouvel Observateur*, la semaine du 29 juin au 5 juillet 2000, « spécial Sud ».

l'Église catholique. Comparé au protestantisme, le catholicisme est une religion plus ouverte qui met l'importance sur la famille et la communauté, sur l'ensemble. En même temps, il y a plus d'espace et plus de tolérance ; le prêtre donne même l'absolution à l'individu, au pécheur, après la confession, c'est-à-dire que le péché d'un catholique n'est pas « éternel » comme celui d'un protestant qui doit s'efforcer tout le temps de faire mieux et qui ne peut recevoir d'absolution ici-bas, puisque l'énigme sur le possible acquittement ou non reste entre le croyant et Dieu. L'attitude parmi certains responsables dans le Sud, en revanche, dénonçant que la société fonctionne par la corruption, découle de la conviction que tout acte est rémissible, puisque Dieu est indulgent et accorde le pardon au pécheur, donc on peut spéculer sur la possibilité de rédemption de ses péchés. Il est faux de dire que tout politique varois est croyant, pourtant, l'influence qu'exerce l'Église sur la société et sur ces coutumes est indéniable, même dans la France moderne et laïque. De plus, l'Église est parmi les valeurs traditionnellement prêtées à la droite. Or, le problème dans le Sud de la France est que :

« Le politique se réduit au clanisme, le clanisme bien souvent à l'affairisme. Le clientélisme d'hier était celui d'une région méditerranéenne pauvre et passante, il intégrait et régulait, avantageant ses notables, mais dans un rapport d'échanges avec une multitude de petits et de pauvres. Aujourd'hui, il a perdu l'essentiel de ses fonctions sociales, mais il a encore suffisamment de poids dans les appareils politiques pour que les élus novateurs, à droite comme à gauche, se replient le plus souvent dans leurs mairies ou leurs circonscriptions. »<sup>234</sup>

Beaucoup de personnes, les gens de la rue ou les politiciens comme les politologues, ont tenté d'expliquer les succès électoraux du Front national en 1995, surtout le résultat à Toulon. *Le Nouvel Observateur* exprime ainsi ce qu'il en pense : « En offrant au FN sa première ville de plus de 100 000 habitants, les Toulonnais ont peut-être exprimé, plus encore que leur protestation, leur dégoût pour la mafia politique ». <sup>235</sup> Pascal Perrineau, directeur du Centre d'étude de la vie politique française, est du même avis lorsqu'il explique le succès des frontistes ainsi :

« Je crois qu'on est en train de payer le prix de la disparition progressive depuis une vingtaine d'années des grandes organisations d'encadrement populaire. Que ce soit dans l'univers de la gauche : les syndicats, le PC avec sa contre-société ; que ce soit dans l'univers de la droite : l'Église catholique,

---

<sup>234</sup> Viard, p. 59.

<sup>235</sup> La semaine du 22 au 28 juin, 1995.

avec toute une série d'organismes qui gravitait autour d'elle. Ces institutions verticales, ces grands piliers de la société française ont perdu beaucoup de leur influence, et personne ne les a remplacés. »<sup>236</sup>

Les causes du vote FN sont donc, selon Perrineau, plus qu'un effet local. Il en est certainement ainsi, car dans la vie, politique et sociale, nous sommes influencés par des facteurs de toute sorte, et comme nous l'avons vu auparavant, l'extrême droite détient la capacité de rebondir pendant des crises. C'est notamment le sentiment de crise et de désespérance qui afflige et qui empreigne bon nombre de Français qui optent pour le FN.

La France fut hantée par la révélation des affaires et de la corruption politique tout au long des années 1990. Aux élections municipales de 1989, peu de candidats furent confrontés à de telles accusations, tandis qu'en 1995, la situation était bien différente et aggravée. Une estimation faite par *Le Point*, montre qu'au moins *cent* hommes politiques, beaucoup d'entre eux en position de réélection, étaient accusés ou mis en cause pour leur implication dans des affaires.<sup>237</sup> Une étude de l'Université de Iowa sur les élections municipales de 1995, montre que :

« [...] the impact of revealed political scandals [...] was found to be statistically significant, with the expected negative sign. On the whole, the disclosure of such scandals cost incumbents nearly 8 percentage points in votes. Therefore, in such a situation, the incumbent's reelection was severely hindered and could be achieved only because of strong initial gains, weak opposition, or other idiosyncratic factors. »<sup>238</sup>

Cette étude étaye nos affirmations concernant les élections municipales de Toulon. Trucy ne fut pas réélu suite aux affaires auxquelles lui, et d'autres hommes politiques, avaient été mêlés. Au sujet de l'issue d'une élection, il est décisif pour l'électeur de savoir si le parti entier est immergé dans la corruption, soit que les affaires ne se relatent pas uniquement à une seule personne mais qu'elles semblent affecter le fonctionnement même du parti ; ce qui met le parti dans une situation précaire où le manque d'honnêteté est la raison principale pour l'électeur de son abandon.<sup>239</sup>

---

<sup>236</sup> Cité dans *le Nouvel Observateur* du 17 au 23 août 1995, pp. 34-35.

<sup>237</sup> La semaine du 10 au 16 juin 1995, p. 186.

<sup>238</sup> Lewis-Beck (éd.), pp. 198-199.

<sup>239</sup> Lewis-Beck (éd.), p. 201.



## CONCLUSION

**« Il est injuste et absurde de rendre les êtres comptables de leurs promesses. »<sup>240</sup>**

*Quid faciant leges, ubi sola pecunia regnat* <sup>241</sup>

Cette attitude qu'affiche André Maurois, semble dominer le comportement et la morale de beaucoup de politiques, au moins, c'est ainsi qu'ils sont jugés par un nombre d'électeurs qui s'y opposent vivement. Dans la vie politique quotidienne, il est facile et souvent même commode d'oublier les promesses des campagnes et des programmes.

Selon l'expression de Michel Soudais, le Front national est comme *un mille-feuilles* ; <sup>242</sup> on retrouve dans ses rangs les strates de l'histoire mouvementée de l'extrême droite française des dernières soixante années, c'est-à-dire quelques anciens collaborateurs ; des soldats perdus des guerres coloniales et des ex-OAS ; des activistes de divers mouvements estudiantins des années 60 ; des jeunes gens entrés en politique via le Front, ainsi que d'anciens membres du RPR ou de l'UDF. Sur le plan idéologique, nous retrouvons au Front une multitude de doctrinaires

---

<sup>240</sup> André Maurois : *Climats*. Cité dans le *Dictionnaire des citations françaises et étrangères*.

<sup>241</sup> « Que peuvent les lois, là où ne règne que l'argent ? » Pétrone, *Satiricon*, chapitre 25

<sup>242</sup> <http://www.revue-lebanquet.com/fr/art/1997/188.htm>

différents : pétainistes, bonapartistes, nationaux-révolutionnaires, solidaristes, royalistes et catholiques traditionalistes. De plus, il y a des gens issus du GRECE ; des fascistes comme des négationnistes ; des agnostiques et des païens, et le nom même du parti traduit son aspiration d'unifier des tendances distinctes.

Nous avons constaté que l'extrême droite en France n'est pas une force politique permanente ; elle représente plutôt une tendance politique qui ne ressort de son « refuge » qu'à certaines périodes, et elle a connu ses succès momentanés quand la société s'est retrouvée dans un état de crise.

L'extrême droite est affectée par des querelles ayant jalonné toute son histoire, mais comme nous l'avons montré, la tendance, y compris le parti lepéniste, s'est modifiée tout en restant fidèle à ses premières convictions. À sa création, le Front national semblait poursuivre la piste traditionnelle de l'extrême droite, or, les dix premières années, le parti était sans une audience puissante ou constante, mais comme nous l'avons vu, le destin politique du Front est différent de celui de ses prédécesseurs par son succès aux urnes. Même si le parti n'était qu'un mouvement protestataire à ses débuts, Jean-Marie Le Pen a transformé le courant en une puissance politique avec un électorat (stable), tout en gardant les valeurs d'antan. Le FN est devenu un parti attrape-tout, et il a présenté une nouvelle offre aux électeurs ; la culture avant la politique, d'après les préceptes de Gramsci. Les responsables du parti lepéniste ont compris que le terrain même est le meilleur champ de bataille, ce qui les ont incités à tisser une contré-société, si importante auparavant au Parti communiste, aujourd'hui indispensable au sein du Front. L'activisme du parti n'est pas uniquement politique, car son offre sociale et culturelle fait évoluer et réunir les cadres et les adhérents.

Le Front national est un parti populiste dans le sens qu'il accentue les dangers qui menacent la France, tout en désignant le sauveur du pays, le FN ; et à travers sa dénonciation des politiques en place, il arrive à attirer l'électorat anti-élitiste et conservateur. Le FN est également nationaliste par ses références idéologiques, car selon lui, la France prime le monde. Le principe de préférence nationale est pour Jean-Marie Le Pen et son parti la seule manière de rétablissement de la nation, or la nature et la biologie sont, avec le droit du sang, les facteurs qui commandent le développement de la société et de toute relation humaine, contrairement aux valeurs sur lesquelles la République est fondée.

En 1995, lorsque le Front national l'emporta aux élections municipales, la ville de Toulon se trouvait, depuis des années, dans une situation difficile, autant pour les classes moyennes que pour les ouvriers. Si Toulon est une cité méditerranéenne, elle diffère des autres villes de la côte. Son histoire de port militaire l'a marquée le long des siècles, jusqu'à aujourd'hui, ce qui fait qu'avec ses habitants elle reste sous la dépendance de l'État. Ces liens du genre « tu me protèges, je te sers », dont Toulon est victime, sont pourtant trop forts pour que la ville arrive à se développer sainement. Initialement, la ville profitait de son destin, par contre, dans les temps difficiles, ces rapports lui ont été fatals, la menant de crise en crise.

Si nous insistons sur les conjonctures difficiles de la ville, c'est pour souligner comment la gestion et la politique des responsables toulonnais ont conduit les choses au pire. Après l'expérience qu'avaient eue les Toulonnais d'une gestion municipale désastreuse, marquée par le clientélisme et le népotisme pendant des décennies, leur seule issue était le changement, et c'était à la gauche et au Front de jouer leur carte. Or, la gauche était déchirée et n'arriva pas à profiter de la situation, alors que le FN sut l'exploiter. Sans pour autant promettre monts et merveilles aux Toulonnais, le Front national assura son succès avec une politique répondant aux exigences des citoyens las de mauvaises expériences. Pour mettre fin aux magouilles politiques des anciens responsables, les frontistes firent de l'honnêteté et de la transparence les mots-clefs de leur campagne efficace à Toulon, entamée à la fin des années 80, et la devise du Front, « tête haute et mains propres », convenait bien à Toulon. Élire un maire frontiste était pour beaucoup de Toulonnais l'unique solution pour s'en sortir. Toutefois, même si la région semble prédisposée à céder à la droite extrême, nous ne pouvons pas confirmer une hypothèse postulant que la grande majorité des Toulonnais sont frontistes, voire extrémistes. Les scrutins des 11 et 18 juin 1995 furent plutôt l'aboutissement d'années de mauvaise gestion de la part des politiques traditionnels, et Le Chevallier et son équipe devinrent les anges gardiens protestataires de 37 pour cent des Toulonnais. De plus, la droite étant divisée, le triangulaire au deuxième tour aida le FN à conquérir sa majorité. Les 31 et 37 pour cent de suffrages frontistes montrent cependant que la plupart des Toulonnais votaient pour un autre parti que le FN en 1995.

Affaires, népotisme, meurtres et inéligibilité. Ainsi se présente le bilan d'une gestion frontiste, en flagrante contradiction avec le programme de 1995. Le Front national voulait que la ville de Toulon soit son laboratoire d'idées de l'extrême droite

et sa vitrine d'une gestion exemplaire ; or, l'administration frontiste à Toulon n'a pas embelli l'image du parti. Après ses six années à la mairie, le parti a laissé la ville toujours endettée et, de plus, elle a été isolée après l'arrivée du FN, rendant plus difficile sa relance économique. Le 29 août 1995, Jean-Claude Poulet-Dachary, l'adjoint au maire, meurt, et avec les polémiques sur sa mort, l'image d'Épinal du FN commence à craqueler.

Sans avoir bouleversé la ville, la gestion de Le Chevallier fait tôt l'objet de critiques virulentes. Lors de la fête du Livre en 1996, il refuse d'honorer l'auteur *juif* Marek Halter tandis qu'il fera fleurir la tombe de Pétain. Sa femme, Cendrine, sixième adjointe au maire, sera poursuivie pour discrimination à l'embauche ; elle ne veut recruter que des sympathisants du FN.

Aux élections législatives de 1997, Le Chevallier est élu le seul député frontiste, mais après son invalidation (pour infractions aux comptes de campagne), son épouse se présente aux législatives partielles, et sera battue au deuxième tour par la socialiste Casanova.

En 2001, Le Chevallier doit comparaître dans une affaire de subornation de témoins relative à l'enquête sur la mort de son directeur de cabinet. Entre-temps, les choses vont plus ou moins bien. La gestion de ses conseillers inexpérimentés est acceptable, malgré quelques dissensions entre les deux Jean-Marie ; l'ancien maire confirme que Le Pen était intervenu dès l'élection en 1995 pour lui imposer la politique de préférence nationale, cependant impossible à appliquer sans changer la loi. Les controverses avec Le Pen annoncent les problèmes à venir. Le Chevallier et sa femme donnent leur démission du parti en mars 1999. Selon Le Chevallier, Le Pen est à l'origine de leur démission et il reproche au chef d'avoir déstabilisé la majorité FN au conseil municipal en sabordant sa politique locale de la jeunesse.

Après la scission, l'équipe municipale FN se fragmente en quatre, et en plus, les querelles au sein de l'ancienne majorité continuent et le maire se retrouve de plus en plus isolé. En février 2000, le budget primitif est voté de justesse, et le budget supplémentaire n'est adopté qu'en quatrième lecture.<sup>243</sup>

Le Chevallier et son épouse font objet de maintes affaires. En janvier 2001, ils sont jugés et condamnés à un an d'inéligibilité et de prison avec sursis, pour détournement de fonds publics.<sup>244</sup> Plus tard ils seront condamnés pour complicité

---

<sup>243</sup> *Le Monde*, le 3 janvier 2001.

<sup>244</sup> <http://www.lapolitique.com/elections/municipales/toulon.cfm>

d'abus de confiance dans le cadre de la gestion de l'association municipale Jeunesse toulonnaise, créée et présidée par Mme Le Chevallier.<sup>245</sup> Qui est de plus, le maire est accusé par son ex-fédération FN d'avoir encaissé, sans utilisation justifiée, des chèques d'une somme de 252 000 francs.<sup>246</sup> Il est également accusé par le bureau politique du FN d'avoir empoché des montants pendant qu'il exerçait son mandat de trésorier au Parlement européen.

Le Chevallier n'est pas réélu en mars 2001. Hubert Falco, de la liste UDF-RPR-DL l'emporte. En effet, ces élections sont une véritable catastrophe pour l'extrême droite ! Avec le soutien de Le Pen, le candidat FN n'obtient que 5,53 %. Si l'ancien maire, candidat indépendant soutenu par le parti de Mégret, le MNR, est le premier candidat de l'extrême droite, il ne recueille que 7,78 % des voix au premier tour. Le Chevallier disparaît définitivement du paysage politique varois, et sa carrière politique de se termine mal : sans parti et sans mandats, il est passé à la trappe !

L'expérience frontiste a échoué. Celui qui proposait un nettoyage politique aux Toulonnais, a suivi la trace dénoncée de ses prédécesseurs politiques. Non seulement il s'est sali les mains, mais il ne peut plus tenir la tête haute. D'après le proverbe chinois, le poisson pourrit par la tête, ce que montrent clairement le comportement et la morale des anciens responsables toulonnais !

---

<sup>245</sup> *Le Monde*, le 3 janvier 2001.

<sup>246</sup> *Le Var-Matin*, le 24 janvier 2001.

## Bibliographie :

### Livres :

AGULHON, Maurice (sous la direction de) : *Histoire de Toulon*, Éditions Privat, Toulouse, 1980.

*Année politique économique et sociale 1995 (L')*, Éditions du Grand Siècle - Éditions Événements et tendances, Paris, 1996.

ARDID, Claude et DAVIN, Luc : *Ascenseur pour les fachos*, Éditions Plein Sud, Toulon, 1995.

ASKOLOVITCH, Claude : *Voyage au bout de la France. Le Front National tel qu'il est*, Éditions Grasset & Fasquelle, Paris, 1999.

BARROUX, Rémi : « Le Chevallier » dans : *La résistible ascension du F. Haine*, Éditions Syllepse, 1996.

BECKER, Jean-Jacques : *Crises et alternances (1974-1995)*, Éditions du Seuil, Paris, 1998.

BIRENBAUM, Guy : *Le Front national en politique*, Éditions Balland, Paris, 1992.

BLANCHARD, Robert : *Guide de Toulon*, Éditions Les Presses du Midi, Toulon, 1998

BRÉCHON, Pierre : *La France aux urnes. Cinquante ans d'histoire électorale*, Édition 1998, La Documentation française, Paris, 1998.

BURKELAND, Sollaug og VEIDEN, Pål : *Samfunnsvitenskapelig ordbok*, Spartacus Forlag, Oslo, 1999.

CAMUS, Jean-Yves et MONZAT, René : *Les droites nationales et radicales en France*, Presses universitaires de Lyon, Lyon, 1992.

CAMUS, Jean-Yves : *Le Front National. Histoire et analyses*, 2<sup>ème</sup> édition augmentée, Nouvelles Éditions Laurens, Paris, 1997.

CAMUS, Jean-Yves : *Le Front national*, Éditions Milan, Toulouse, 1998.

CHEBEL D'APPOLLONIA, Ariane : *L'extrême-droite en France. De Maurras à Le Pen*, Éditions Complexe, Bruxelles, 1996.

DEBIDOUR, V.H. : *Le comte de Rivarol ; Écrits politiques et littéraires, morceaux choisis*, Paris, Éditions Grasset, 1956.

DECLAIR, Edward G. : *Politics on the Fringe. The People, Policies, and Organization of the French National Front*, Duke University Press, Durham & London, 1999.

DELMONTE, Frédéric : « Le Front National à Toulon : de la sous-société des débuts à la contre-société de juin 1995 », p. 53-83 dans : *Recherches régionales. Alpes-Maritimes et Contrées limitrophes*, 40<sup>e</sup> année, janvier-mars 1999, n° 148.

DÉLY, Renaud : *Histoire secrète du Front national*, Éditions Grasset & Fasquelle, Paris, 1999.

*Dictionnaire des citations françaises et étrangères*, Collection Expression, Éditions Larousse, Paris, 1994.

DUBY, Georges (sous la direction de) : *Histoire de la France. Des origines à nos jours*, Éditions Larousse, Paris 1995.

*État de l'opinion 1996 (L')*, Éditions du Seuil, Paris, 1997.

GAÏA et DOMENECH : *Affreux le bétisier du FN*, Éditions Plein Sud, Toulon, 1996.

GELLNER, Ernest : *Nasjonalisme*, Spartacus Forlag A/S, Oslo, 1998.

JULLIARD, Jacques et WINOCK, Michel (sous la direction de) : *Dictionnaire des intellectuels français*, Éditions du Seuil, Paris, 1996.

LAVIK, Nils Johan : *Rasismens intellektuelle røtter*, Tano Aschehoug, Oslo, 1998.

LEWIS-BECK, Michael S. (dir.) : *How France Votes*, Seven Bridges Press, New York, 2000.

MARTIN, Virginie : *Toulon la noire - le Front national au pouvoir*, Éditions Denoël, Paris, 1996.

MERKL, Peter H. et WEINBERG, Leonard (sous la direction de) : *Encounters with the Contemporary Radical Right*, Westview Press, Boulder and Oxford, 1993.

MILZA, Olivier : *Les Français devant l'immigration*, Éditions Complexe, Bruxelles, 1988.

MILZA, Pierre : *Fascisme français. Passé et Présent*, Éditions Flammarion, Paris, 1987.

PERRINEAU, Pascal : *Le symptôme Le Pen*, Éditions Fayard, Paris, 1997.

PERRINEAU, Pascal : « La percée du Front national », pp. 96-99 dans : *Les collections de l'Histoire*, n° 14, janvier 2002.

*Petit Robert (Le)*, Dictionnaires le Robert, Paris, 2000.

PIAT, Yann : *Seule tout en haut à droite*, Éditions Fixot, 1991.

RÉMOND, René : *Les Droites en France*, Éditions Aubier, Paris, 1982.

RENOUVIN, Bertrand : *Une tragédie bien française. Le Front national contre la nation*, Éditions Ramsay, Paris, 1997.

SAINT-OUEN, François : *Les partis politiques et l'Europe*, Presses universitaires de France, Paris, 1990.



SAMSON, Michel : *Le Front National aux affaires. Deux ans d'enquête sur la vie municipale à Toulon*, Éditions Calmann-Lévy, Paris, 1997.

SILVERMAN, Maxim : *Deconstructing the Nation. Immigration, Racism and Citizenship in Modern France*, Routledge, 1992, London and New York.

SIRINELLI, Jean-François (dir.) : *Histoire des droites en France*, t. I. *Politique*, Éditions Gallimard, Paris, 1992.

SOUCHARD, Maryse ; WAHNICH, Stéphane ; CUMINAL ; Isabelle et WATHIER, Virginie : *Le Pen, les mots. Analyse d'un discours d'extrême droite*, Le Monde Éditions, Paris, 1997.

SOUDAIS, Michel : *Le Front national en face*, Éditions Flammarion, Paris, 1996.

TODD, Emmanuel : *La nouvelle France*, Éditions du Seuil, Paris, 1988.

TRISTAN, Anne: *Au Front*, Éditions Gallimard, Paris, 1987.

VIARD, Jean (sous la direction de) : *Aux sources du populisme nationaliste. L'urgence de comprendre Toulon, Orange, Marignane*, Éditions de l'Aube, La tour d'Aigues, 1996.

WEBER, Max : *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Éditions Flammarion, Paris, 2000.

WINOCK, Michel (dir.) : *Histoire de l'extrême droite en France*, Éditions du Seuil, Paris, 1994.

## **Journaux :**

### *LE FIGARO*

- Le 19 juin 1995.
- Le 20 juin 1995.
- Le 22 juin 1995.
- Le 23 juin 1995.

### *L'HUMANITÉ*

- Le 4 mai 1998.
- Le 22 mars 2001.

### *LIBÉRATION*

- Le 18 juin 1995.
- Le 19 juin 1995.
- Le 20 juin 1995.
- Le 21 juin 1995.
- Le 26 juin 1995.
- Les 1<sup>er</sup> et 2 juillet 1995.
- Les 8 et 9 juillet 1995.
- Les 15 et 16 juillet 1995.
- Le 28 septembre 1998.
- Le 29 mars 1999.
- Le 19 mai 2000 ; dossier sur Toulon.
- Le 30 janvier 2001.

### *LE MONDE*

- Les 11 et 12 juin 1995.
- Le 13 juin 1995.
- Le 14 juin 1995.
- Les 18 et 19 juin 1995.
- Le 20 juin 1995.
- Le 21 juin 1995.
- Le 2 juin 1998.
- Le 2 novembre 1998.
- Le 8 avril 2000.
- Le 3 janvier 2001.
- Le 5 février 2001
- Le 2 mars 2001.

### *LE MONDE DIPLOMATIQUE*

- Juillet 1990.
- Mars 1994.
- Décembre 1995.
- Mars 1996.
- Juillet 1996.
- Février 1997.
- Mars 1997.
- Mars 1998.
- Mars 2000.

### *LE VAR-MATIN*

- Le 8 octobre 1994.
- Le 11 octobre 1994.

- Le 15 octobre 1994.
- Le 21 octobre 1994.
- Le 22 octobre 1994.
- Le 27 octobre 1994.
- Le 6 mai 1995.
- Le 7 mai 1995.
- Le 13 mai 1995.
- Le 16 mai 1995.
- Le 29 mai 1995.
- Le 1<sup>er</sup> juin 1995 ; édition spéciale sur les élections municipales.
- Le 2 juin 1995.
- Le 9 juin 1995.
- Le 13 juin 1995.
- Les 14 et 15 juin 1995.
- Le 19 juin 1995.
- Le 20 juin 1995.
- Le 22 juin 1995.
- Le 15 juillet 1995.
- Le 19 juillet 1995.
- Le 20 juillet 1995.
- Le 24 janvier 2001.
- Le 22 mars 2001.

## Magazines :

### *ACTION FRANÇAISE*

- Le 22 février 1918.

*FRANÇAIS D'ABORD*, le magazine de Jean-Marie Le Pen, 2<sup>e</sup> quinzaine, décembre 1998, n° 291.

### *L'ÉVÈNEMENT DU JEUDI*

- La semaine du 29 juin au 5 juillet 1995.
- La semaine du 27 juillet au 2 août 1995.
- La semaine du 3 au 9 août 1995.
- La semaine du 12 au 18 octobre 1995.
- La semaine du 7 au 13 décembre 1995.

### *L'EXPRESS*

- La semaine du 8 au 14 juin 1995.
- La semaine du 15 au 21 juin 1995.
- La semaine du 22 au 29 juin 1995.

- La semaine du 11 au 17 juillet 1996.
- La semaine du 19 au 25 septembre 1996.
- La semaine du 31 octobre au 6 novembre 1996.
- La semaine du 7 au 13 novembre 1996.
- La semaine du 14 au 20 novembre 1996.
- La semaine du 21 au 27 novembre 1996.
- La semaine du 28 novembre au 4 décembre 1996.
- La semaine du 5 au 11 décembre 1996.
- La semaine du 27 mars au 2 avril 1997.
- La semaine du 19 au 25 juin 1997.
- La semaine du 7 au 13 août 1997.

*LA FLAMME TRICOLORE*, bulletin de la fédération Front national du Var, n°7, mai 2000.

*LA LETTRE DE JEAN-MARIE LE PEN*, n° 211, février 1995, avec le supplément : «Les priorités de Jean-Marie Le Pen »,

#### *LE NOUVEL OBSERVATEUR*

- La semaine du 22 au 28 juin 1995.
- La semaine du 17 au 23 août 1995.
- La semaine du 7 au 13 décembre 1995.
- La semaine du 11 au 17 janvier 1996.
- La semaine du 17 au 23 octobre 1996.
- La semaine du 29 juin au 5 juillet 2000.

#### *LE POINT*

- La semaine du 10 au 16 juin 1995.

#### *TIME MAGAZINE*

- Le 15 juin 1998.

### **Sites Internet :**

<http://encyclo.voila.fr/cgi-bin/mframe?str=Titre%3A%20E9otard&id=I0001571.1&type=2>

<http://perso.wanadoo.fr/gaby.om/toulon-hist.htm>

[http://www.ccomptes.fr/Cour-des-comptes/publications/rapports/rp1997/cdc62\\_6.htm](http://www.ccomptes.fr/Cour-des-comptes/publications/rapports/rp1997/cdc62_6.htm)

<http://www.cg83.fr/communes/toulon.htm>

<http://www.front-national.com/fn.htm>

<http://www.front-national.com/boutique/boutique.pdf>

<http://www.index-paca.net/>

[http://www.insee.fr/fr/insee\\_regions/provence/rfc/chiffres\\_cle.htm](http://www.insee.fr/fr/insee_regions/provence/rfc/chiffres_cle.htm)

<http://www.jeune-nation.org/sommaire.htm>

<http://www.jeune-nation.org/citations.htm>

<http://www.lapolitique.com/elections/municipales/toulon.cfm>

<http://www.lapolitique.com/quiquestui/biographies/biographie.cfm?numero=261>

<http://www.laprovence-presse.fr/actu/archives/98/3act1605.html>

<http://www.lepentv.com/>

<http://www.lesoirillustr.be/3409yannpiat.html>

<http://www.lesoirmagazine.com/3438piat.html>

<http://www.lesoirmagazine.com/piat.html>

[http://www.marianne-en-ligne.fr/98-01-12/e\\_a3.htm](http://www.marianne-en-ligne.fr/98-01-12/e_a3.htm)

<http://www.mourillon.com/toulon.php3>

<http://www.multimania.com/nech/piat/3act1605.html>

<http://www.netmarine.net/forces/operatio/toulon/arsenal.htm>

<http://www.netmarine.net/forces/operatio/toulon/aujourd.htm>

<http://www.netmarine.net/forces/operatio/toulon/bagne.htm>

<http://www.provenceweb.fr/f/var/toulon/toulon.htm>

[http://www.recensement.insee.fr/RP99/rp99/wr\\_demopage.affiche?p\\_id\\_nivgeo=P&p\\_id\\_loca=8399&p\\_id\\_princ=E\\_DEMO&p\\_theme=ALL&p\\_typeprod=ALL&p\\_langue=FR](http://www.recensement.insee.fr/RP99/rp99/wr_demopage.affiche?p_id_nivgeo=P&p_id_loca=8399&p_id_princ=E_DEMO&p_theme=ALL&p_typeprod=ALL&p_langue=FR)

<http://www.revue-lebanquet.com/fr/art/1997/188.htm>

<http://www.webencyclo.com/articles/articles.asp?iddoc=00002125>

<http://www.webencyclo.com/articles/articles.asp?iddoc=000029b7>

